

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

SECRETARIAT GENERAL

PROGRAMME NATIONAL DE PREVENTION
ET DE LUTTE CONTRE LES ZOONOSES EMERGENTES
ET RE EMERGENTES

SECRETARIAT PERMANENT



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

PRIME MINISTER'S OFFICE

GENERAL SECRETARIAT

NATIONAL PROGRAM FOR THE PREVENTION
AND FIGHT AGAINST EMERGING AND
RE EMERGING ZOONOSES

PERMANENT SECRETARIAT

PLAN D'ACTION NATIONAL

UNE SEULE SANTÉ 2024-2028





Face à la vulnérabilité sanitaire mondiale actuelle, le Cameroun est déterminé à faire face aux défis posés par les événements et urgences de santé publiques et à protéger la santé de ses citoyens. Le gouvernement camerounais a pleinement conscience de la nécessité d'une approche intégrée de la santé, qui reconnaisse l'interconnexion de la santé humaine, animale, des plantes et des écosystèmes. De même, il valorise la préparation et la réponse multisectorielle aux défis posés par les maladies émergentes et ré-émergentes et les autres problématiques de santé publique significatifs pour le pays.

C'est dans cet esprit que le Plan d'Action National Une Seule Santé a été élaboré. Il décrit les interventions en lien avec la stratégie Une Santé adoptée par le pays en 2012. Ce plan est le résultat d'un effort de collaboration entre divers ministères, des organisations de la société civile et des partenaires techniques et financiers et l'appui multiforme des experts. Il reflète l'engagement du gouvernement camerounais en faveur d'une approche holistique de la santé à l'échelle nationale et locale s'alignant à la SND 30 et prenant en comptes les orientations des Objectifs du Développement Durable et du Plan d'Action Conjoint de la Quadripartite (OMS, OMSA, FAO et PNUE).

Le Plan d'Action National Une Seule Santé s'articule autour de cinq piliers stratégiques : (1) renforcer le cadre institutionnel de l'approche ; (2) améliorer les capacités des parties prenantes ; (3) soutenir le développement de la recherche sur les maladies émergentes et ré-émergentes ; (4) renforcer les systèmes de surveillance, d'investigation et de réponse ; et (5) promouvoir la communication et la sensibilisation sur le concept d'*Une Seule Santé* et ses domaines d'action.

Nous sommes convaincus que la mise en œuvre de ce plan contribuera à atteindre les objectifs du Cameroun en matière de promotion de la sécurité sanitaire, de renforcement de la préparation et la riposte aux maladies émergentes et ré-émergentes et autres menaces de santé publique. Toutes les parties prenantes sont donc appelées à s'en approprier et à œuvrer ensemble pour un avenir plus sain et plus sûr pour les hommes, les animaux, les plantes et les écosystèmes.

M. SALI BALLO

**Coordonnateur du Comité Technique du Programme
Zoonoses /Plateforme Une Seule Santé**

SOMMAIRE

01 AVANT-PROPOS

02 COMITÉ TECHNIQUE DE REDACTION

03 REMERCIEMENTS

04 LISTE DES FIGURES ET DES TABLEAUX

05 LISTE DES ACRONYMES, SIGLES ET ABRÉVIATIONS

06 RÉSUMÉ EXÉCUTIF

07 INTRODUCTION

08 CHAPITRE I.

Généralités

- I.1. Profil du pays
 - I.1.1. Géographie et population
 - I.1.2. Activités économiques
 - I.1.3. Structure Administrative
 - I.1.4. Systèmes de santé humaine, animale, végétale et environnementale
 - I.1.4.1. Système de santé humaine
 - I.1.4.2. Système de santé animale
 - I.1.4.3. Système de santé environnementale
 - I.1.4.4. Système de santé végétale
 - I.1.5. Biodiversité
- I.2 Les menaces sanitaires émergentes, l'approche Une Seule Santé et ses enjeux
 - I.2.1 Les menaces sanitaires émergentes
 - I.2.2. L'approche Une Seule Santé
 - I.2.2.1. L'approche Une Seule Santé et PVS -RSI 2005
 - I.2.2.2. L'approche Une Seule Santé et l'atteinte des Objectifs de Développement durable

09 CHAPITRE II.

État des lieux et analyse situationnelle

- II.1. Etat des lieux
 - II.1.1. Problématique des zoonoses
 - II.1.1.1. Priorisation des menaces zoonotiques au Cameroun
 - II.1.1.2. Situation de quelques maladies zoonotiques au Cameroun
 - II.1.2. Problématique de la RAM au Cameroun
 - II.1.3. Problématique de la sécurité sanitaire des aliments au Cameroun
 - II.1.4. Problématique de la Santé environnementale au Cameroun
- II.2.1. Analyse FFOM de l'opérationnalisation de l'approche USS au Cameroun
- II.2.2. Résumé de l'évaluation des capacités organisationnelles et des performances de la plateforme Une Seule Santé

10 CHAPITRE III.

Cadre stratégique une seule santé

- III.1. Ancrage et hiérarchie de planification
 - III.1.1. Recommandations internationales
 - III.1.2. Documents de planification stratégique du Cameroun
- III.2. La mission
- III.3. La vision
- III.4. Le but
- III.5. Les valeurs
- III.6. Objectifs
 - III.6.1. Objectif général
 - III.6.2. Objectifs stratégiques
- III.7. Axes Stratégiques
 - III.7.1. Axe stratégique n°1 : Renforcement de l'institutionnalisation de l'approche Une Seule Santé et amélioration de la coordination et de la collaboration multisectorielle
 - III.7.2. Axe stratégique n°2 : Renforcement des capacités des parties prenantes sur les principes et domaines de l'approche Une Seule Santé
 - III.7.3. Axe stratégique n°3 : soutien au développement de la recherche sur les maladies et menaces émergentes et ré-émergentes
 - III.7.4. Axe stratégique n°4 : Renforcement des systèmes de surveillance, d'investigation et de réponse de l'Environnement, de la santé Animale et de la Santé humaine
 - III.7.5. Axe stratégique n°5 : Promotion de la communication et de la sensibilisation sur le concept Une Seule Santé et ses domaines d'action
- III.8. Matrice du Cadre logique

11 CHAPITRE IV.

Cadre de mise en œuvre et suivi évaluation

- IV.1. Cadre de mise en œuvre
 - IV.1.1 Concept des opérations : coordination Une Seule Santé au Cameroun
 - IV.1.1.1 Fonctions
 - IV.1.1.2. Organisation
 - IV.1.1.2.1. Coordination au niveau Central
 - IV.1.1.2.2. Organisation au niveau déconcentré
 - IV.1.1.2.3. Coordination avec les autres parties prenantes
 - IV.2. Cadre logique
 - IV.3 Cadre de suivi et d'évaluation
 - IV.3.1 Le suivi
 - IV.3.2 Évaluation
 - IV.3.2.1 Évaluation initiale
 - IV.3.2.2 Évaluation interne annuelle
 - IV.3.2.3 Évaluation à mi-parcours
 - IV.3.2.4 L'évaluation de fin d'exécution d'une phase
 - IV.3.2.5 Les défis de fonctionnalité du dispositif

12 ANNEXES

13 RÉFÉRENCES

COMITÉ TECHNIQUE DE RÉDACTION

SUPERVISION

- Pr. Séraphin Magloire FOU DA, Ministre, Secrétaire Général des Services du Premier Ministre, Président du Comité d’Orientation Stratégique (COS) de la Plateforme Une Seule Santé ;

COORDINATION

- M. SALI BALLO, Chargé de Mission, Premier Ministre, Coordonnateur du Comité Technique (CT) ;

- M. SAHADIO Gilbert, SPM;

- M. IHONG III, SPM;

- Dr. Conrad NKUO, Secrétaire Permanent, PNPLZER;

- Mme Elisabeth DIBONGUE, Secrétaire Permanent Adjoint, PNPLZER.

- Dr. GARGA GONNE, Directeur des Services Vétérinaires, MINEPIA, Coordonnateur Adjoint du CT ;

- Dr. ETOUNDI MBALLA, Directeur de la Lutte contre la Maladie, les Epidémies et les Pandémies, MINSANTE, Membre du CT ;

- M. LEKEALEM Joseph, Directeur de la Faune et des Aires Protégées, MINFOF, Membre du CT ;

- M. ADAMA SAIDOU, Directeur de la Promotion du Développement Durable, MINEPDED, Membre du CT ;

- Pr. MOFOR Clautilde, Inspecteur des Services N° 1, MINESUP, Membre du CT ;

- Mme NDZIE NTSAMA Angèle, Directeur de la Protection Civile, MINAT ;

- Dr Amina DJOULDE Christelle, Directeur de la Coopération Scientifique et Technique, - MINRESI ;

- M. FOUAPON ALASSA, Directeur de la Promotion du Tourisme et des Loisirs, MINTOUL ;

- Dr NYING Charles Shey, Direction de le Réglementation et du Contrôle de la Qualité des Intrants et des Produits Agricoles, (MINADER)

- Mme Damaris DJENY NGANDO, Chef de Cellule de Suivi, MINCOM ;

- Pr OYONO ESSAME Jean Louis, Directeur General de l’Institut de Recherche Médicales et d’Etudes des Plantes Médicinales ;

EQUIPE DE RÉDACTION

- M. DAMOU LAMTOING Antoine, MINEPDED;
- Pr. NGO MBING Joséphine, MINRESI ;
- Dr. ABAH ABAH Aristide, MINSANTE ;
- Dr. BILOUNGA NDONGO Chanceline, MINSANTE ;
- Dr. ESSOH Aurélie, MINSANTE ;
- Dr. FEUSSOM KAMENI Jean Marc, MINEPIA ;
- Dr. DEYA-YANG Marie Paulette, MINEPIA ;
- Dr. MENYA EPOK Gilbert, MINEPIA;
- Dr. DJUIKOUA D. EPSE CHOUANI, MINEPIA ;
- Dr. AMBA ABONA Oliva, MINEPIA;
- Dr. TSEUKO TOGHOUA Dorine, LNSP;
- Dr. BELLO DJAMILA, ONSP;
- Dr. Colonel NWOBEGAHAY Julius, CRESAR/MINDEF;
- Dr. KAMGA Yannick, TDDA;
- Dr. CHA-AH Crystella NGONG, PNPLZER;
- Dr. ABDOUN WAHHAB Haman Djabbo, PNPLZER;
- Dr. IKOUM Dalida, PNPLZER ;
- Dr. FOUOGUE Sonna Steve Wilfred, PNPLZER;
- Dr. AMAWOTA Alvine, PNPLZER;
- Mme NGO MPAN Berthe, PNPLZER;
- Mme ALENG MBIA Marcelle Aurore, MINDDEVEL ;
- Mme BOUKEU Edith, MINCOM ;
- M. NJANKOUO RIPA MOHAMADOU, CPC;
- M. NENKAM Robert, LANAVET ;
- M. OUSSIL FONG Etienne, MINMIDT ;
- Mme FOMO Genevieve, MINFOF;
- Mme NGO MBING Joséphine, MINRESI ;
- Mme LIMNYUY Gladys VEJAI, PNPLZER ;
- Mme EBOU DOM Désirée, MINAT ;
- M. NUMVI Collins, PNPLZER ;
- M. ETABI BIKIE Yannick, MINMIDT ;
- Mme DAKNOU LENTCHEU Irene C., MINADER ;
- M. DILANGUE DOMINIQUE, MINFI ;
- M. NGALLA Allen NDUKONG, PNPLZER;
- M. KUICHEU FEUKEU Thierry Didier, PNPLZER ;
- M. Pierre BENG SANDING, Consultant PNPLZER;
- Mme FANLE KEUMENE Leslie, PNPLZER ;
- Mme AZEKENG Raissa, PNPLZER ;
- M. FOTSO Aurelien, PNPLZER ;
- M. NAGA FONGANG Stéphane, PNPLZER ;
- Mme JOUEGOUO FEZEU Raphline Fride, PNPLZER ;
- Mme MVEPOWO TETANG Berlusconi, PNPLZER ;
- Dr. KENMOGNE SIMO Thierry, ONPC;
- Dr. ABDOURAMANI Oumarou, ONMC;
- Dr IBRAHIM Djibril, CRF;
- M. ADOUEME OLAGA Manasse, ROOHCAM;
- M. MAINE DJOULDE Emmanuel, CNTS ;
- Dr. ELOUNDOU NKA Marc-Cyrile, OMS ;
- Dr. FOTSO KAMNGA Zephyrin, FAO ;
- Dr. FOUTSE CHOUPPOH, GIZ-PPOH;
- Pr. NJAYOU NGAPAGNA Arouna, Université de Ngaoundéré ;
- Mme NGO BAKALE Manuela, Breakthrough ACTION.

REMERCIEMENTS

Ce Plan d'Action National *Une Seule Santé* du Cameroun est le résultat d'un processus enclenché depuis 2012 avec l'adoption de la Stratégie Nationale *Une Santé* grâce à la volonté politique du gouvernement Camerounais et l'appui financier et technique des parties prenantes de la Plateforme *Une Seule Santé* et les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) à l'instar de la GIZ-PPOH, la quadripartite (FAO, OMS, OMSA, PNUE), l'USAID, Breakthrough ACTION, TDDA, IDDS, AFROHUN, MTaPS, la FICR, AFRICAM, TRAFFIC.

Nos remerciements vont à l'endroit de toutes les parties prenantes et les PTF pour leur soutien inestimable, multiforme et leur contribution à l'élaboration, la revue, la finalisation et l'adoption de ce document.

➤ Administrations :

- Les Services du Premier Ministère (SPM)
- Le Ministère de l'Elevage des Pêches et Industries Animales (MINEPIA)
- Le Ministère de la Santé Publique (MINSANTE)
- Le Ministère des Forêts et de la Faune (MINFOF)
- Le Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable (MINEPDED)
- Le Ministère de l'Enseignement Supérieur (MINESUP)
- Le Ministère du Tourisme et des Loisirs (MINTOUL)
- Le Ministère des Finances (MINFI)
- Le Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (MINRESI)
- Le Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT)
- Le Ministère de l'Agriculture et du

Développement Rural (MINADER)

- Le Ministère de l'Administration Territoriale (MINAT)
- Le Ministère de la Communication (MINCOM)
- Le Ministère de la Défense (MINDEF)
- Le Ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique (MINMIDT)
- Le Ministère de la Décentralisation et du Développement Local (MIND-DEVEL)
- La Société Civile : ROOHCAM
- Partenaires techniques et financiers
 - United States Agency for International Development (USAID)
 - Breakthrough Action (BA)
 - Africa Une Seule Santé University Network (AFROHUN)
 - Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)
 - Tackling Deadly Diseases in Africa (TDDA - DAI)
 - Fédération Internationale de la Croix Rouge et du Croissant Rouge (FICR)
 - Programme global 'Prévention et réponse aux Pandémies, Une Seule Santé' (GIZ-PPOH)
 - Organisation mondiale de la Santé Animale (OMSA)
 - Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE)
 - Croix Rouge Camerounaise (CRC)
 - Croix Rouge Française (CRF)
 - Medecines, Technologies et Pharmaceutical Services (MTaPS)
 - TRAFFIC
 - AfriCAM
 - Organisation mondiale de la Santé (OMS)
 - Infectious Diseases Detection and Surveillance (IDDS)



LISTE DES FIGURES & TABLEAUX

LISTE DES FIGURES

<u>Figure 1 : Représentation graphique du concept Une Seule Santé</u>
<u>Figure 2 : les Objectifs de Développement Durable.....</u>
<u>Figure 3 : Capacité organisationnelle de la plateforme Une Seule Santé du Cameroun</u>
<u>Figure 4 : Performance organisationnelle de la plateforme Une Seule Santé du Cameroun</u>

LISTE DES TABLEAUX

<u>Tableau 1 : Zoonoses Prioritaires par Zones agroécologiques.....</u>
<u>Tableau 2 : Analyse FFOM</u>
<u>Tableau 3 : Matrice du Cadre logique.....</u>
<u>Tableau 4 : Cadre logique</u>
<u>Tableau 5 : Cadre de suivi et Evaluation.....</u>

LISTE DES ACRONYMES, SIGLES ET ABRÉVIATIONS

AFROHUN	<i>Africa Une Seule Santé University Network</i>
AFSSA	Agence Française de la Sécurité Sanitaire des Aliments
AGOA	African Growth and Opportunity Act
AIEA	Agence Internationale de l'Energie Atomique
ANOR	Agence des Normes et de la Qualité
APD	Aide Publique au Développement
BAD	Banque Africaine de Développement
CAFETP	<i>Cameroon Field Epidemiology Training Program</i>
CBF	Cameroon Business Forum
CCNUCC	Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques
CDEN	Caisse de Développement de l'Elevage du Nord
CDENO	Caisse de Développement de l'Elevage du Nord-Ouest
CDPM	Caisse de Développement de la Pêche Maritime
CEEAC	Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale
CEMAC	Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale
CENAME	Centrale Nationale d'Approvisionnement en Médicaments et Consom- mables Médicaux Essentiels
CHUY	Centre Hospitalier et Universitaire de Yaoundé
CIE	Comité interministériel sur l'Environnement
CIGC	Comité Interministériel de Gestion de Crise
CILSN	Comité Interrégional de Lutte contre la Sécheresse dans le Nord
CMA	Centre Médical d'Arrondissement
CNCOSAC	Comité national du Codex Alimentarius et de la sécurité sanitaire des ali- ments
CNPC	Conseil National de la Protection Civile
CNPS	Caisse Nationale de Prévoyance Sociale
COGE	Comité de Gestion
COGEDI	Comité de Gestion des Districts
COHAB	<i>Co-Operation on Health and Biodiversity</i>
COSA	Comité de Santé
COSADI,	Comité de Santé de District
COU	Centres d'Opérations d'Urgences
CPC	Centre Pasteur du Cameroun
CRAN	Centre de Recherche en Alimentation et Nutrition
CREMER	Centre de Recherche sur les Maladies Emergentes et Réémergentes
CRESAR	Centre de Recherche pour la Santé des Armées
CRPMT	Centre de Recherches en Plantes Médicinales et Médecine Traditionnelle

CRS	Comités Régionaux de Suivi
CSI	Centre de Santé Intégré
CTD	Collectivités Territoriales Décentralisées
DELM	Direction de l'Epidémiologie et de la Lutte contre la Maladie
DPC	Direction de la Protection Civile
DS	District de Santé
DSCE	Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi
EDS-MICS	Enquête Démographique et de Santé à Indicateurs Multiples
ENSAN	Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
EPIA	Elevage, Pêches et Industries Animales
FAO	<i>Food and Agriculture Organization of the United Nations</i>
FMC	Formation Médicale Continue
FMI	Fond Monétaire International
FRPS	Fond Régional pour la Promotion de la Santé
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
GLASS	<i>Global Antimicrobial Surveillance System</i>
GLEWS	Système Mondial d'Alerte et de Réponse Précoces
HD	Hôpital de District
HR	Hôpital Régional
IDE	Investissement Direct à l'Etranger
IMPM	Institut de Recherches Médicales et d'Etudes des Plantes Médicinales
INFOSAN	Réseau International des Autorités de Sécurité Sanitaire des Aliments
IPFSAPH	Portail International sur la Sécurité Sanitaire des Aliments et sur la Santé Animale et Végétale
IPV	Convention Internationale sur la Protection des Plantes
IRAD	Institut de Recherches Agricoles pour le Développement
IRGM	Institut de Recherches Géologiques et Minières
ITIE	Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives
LANAVET	Laboratoire National Vétérinaire
LNAD	Laboratoire National d'Analyse et de Diagnostic des intrants et produits agricoles
LNSP	Laboratoire National de Santé Publique
LRFE	Loi portant Régime Financier de l'Etat
MAGZI	Mission d'Aménagement et de Gestion des Zones Industrielles
MCM	Mécanismes de Coordination Multisectorielle
MIDEPECAM	Mission de Développement de la Pêche au Cameroun
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINAS	Ministère des Affaires Sociales
MINAT	Ministère de l'Administration Territoriale
MINCOM	Ministère de la Communication
MINDDEVEL	Ministère de la Décentralisation et du Développement Local
MINEDUB	Ministère de l'Education de Base
MINEE	Ministère de l'Eau et de l'Energie
MINEFOP	Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle

MINEPAT	Ministère de l'Economie de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
MINEPDED	Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable
MINEPIA	Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales
MINESEC	Ministère des Enseignements Secondaires
MINESUP	Ministère de l'Enseignement Supérieur
MINFOF	Ministère des Forêts et de la Faune
MINMIDT	Ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique
MINRESI	Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation
MINREX	Ministère des Relations Extérieures
MINT	Ministère du Transport
MINTOUL	Ministère du Tourisme et des Loisirs
MINTP	Ministère des Travaux Publics
MINTRASS	Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale
MSEG	Mission Spéciale d'Eradication des Glossines
ODD	Objectif de Développement Durable
OFFLU	Réseau OIE/FAO d'Expertise sur les Gripes Animales
OHHLEP	Groupe d'Experts de Haut Niveau pour l'Approche <i>Une Seule Santé</i>
OIT	Organisation Internationale du Travail
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
OMS	Organisation mondiale de la Santé
OMSA	Organisation mondiale de la Santé Animale
OMT	Organisation Mondiale du Tourisme
OMV	Organismes Vivants Modifiés
ONACC	Observatoire National sur les Changements Climatiques
ONR	Observatoire National des Risques
ONSP	Observatoire National de Santé Publique
OP	Organisations des producteurs
ORSEC	Organisation de la Réponse de Sécurité Civile
OSC	Organisation de la Société Civile
PAN/LCD	Plan d'Action National de Lutte contre la Désertification
PANSS	Plan d'Action National pour la Sécurité Sanitaire
PFUS	Plateforme Une Santé
PIB	Produit Intérieur Brut
PIC	<i>Prior Informed Consent</i>
PN2RC	Plateforme Nationale pour la Réduction des Risques de Catastrophes
PNDS	Plan National de Développement Sanitaire
PNPLZER	Programme National de Prévention et de Lutte contre les Zoonoses Emergentes et Réémergentes
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'Environnement

PNVRSA	Programme National de Veille et de Renforcement de la Sécurité Alimentaire
POP	Polluants Organiques Persistants
PPBS	Planification -Programmation-Budgétisation-Suivi
PPOH	Programme global 'Prévention et réponse aux Pandémies, Une Seule Santé'
PPP	Partenariat Public Privé
PTF	Partenaire Technique et Financier
RAM	Résistance aux Anti-microbiens
RH	Ressources Humaines
ROOHCAM	Réseau OSC Une Seule Santé Cameroun
RSI	Règlement Sanitaire International
SDEE	Sous-Direction des Evaluations environnementales
SND 30	Stratégie Nationale de Développement
SNUS	Stratégie Nationale Une Santé
SODEPA	Société de Développement et d'Exploitation des Productions Animales
SONEU	Soins Obstétricaux Néonataux d'Urgence
SPM	Services du Premier Ministre
SSA	Sécurité Sanitaire des Aliments
Ssy	Surveillance Syndromique
SYNAME	Système National d'Approvisionnement en Médicaments Essentiels
THIRA	<i>Threat and Hazard Identification and Risk Assessment</i>
UHH	Unité d'Hygiène Hospitalière
UICN	Union Internationale pour la Conservation de la Nature
UNACC	Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UNSIC	Coordonnateur du système des Nations Unies sur la Grippe
WCS	Société de Conservation de la Faune Sauvage

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Environ 60 % des maladies infectieuses connues chez l'homme sont des zoonoses et 75 % de toutes les maladies infectieuses émergentes sont d'origine animale (OMSA). Les risques et enjeux liés à ces maladies sont désormais bien établis pour l'homme.

Aussi, les récentes crises sanitaires que le monde en général et le Cameroun en particulier ont connues révèlent que les maladies infectieuses ne sont pas seulement responsables de décès tragiques, mais peuvent aussi nuire aux économies et menacer le développement et la stabilité sociopolitique des pays affectés. Elles démontrent que les agents infectieux sont transfrontaliers. Outre les zoonoses, la résistance aux antimicrobiens et la sécurité sanitaire des aliments sont toutes aussi préoccupantes. Bien qu'il n'existe pas d'intervention unique permettant de faire face à toutes les menaces pour la santé publique, il est de plus en plus reconnu que la mise en place de mécanismes de collaboration *Une Seule Santé* intersectorielle est la stratégie la plus efficace pour lutter contre les zoonoses existantes et émergentes et les autres menaces pour la santé publique.

C'est dans cette logique que le Programme National de Prévention et de Lutte contre les Zoonoses Emergentes et Réémergentes (PNPLZER) élabore un Plan d'Action National *Une Seule Santé*. Ce plan a pour mission d'établir et de renforcer la coordination, la collaboration et la communication multisectorielle et intersectorielle pour prévenir et contrôler efficacement les menaces zoonotiques et autres problèmes de santé dans le cadre de l'approche *Une Seule Santé* aux niveaux national et local. Ainsi, l'objectif général du Plan d'Action National est d'assurer la mise en œuvre de l'approche *Une Seule Santé* pour renforcer les systèmes de santé humaine, animale, végétale et environnementale à tous les niveaux, afin de réduire la charge des menaces de santé publique d'ici 2028.

L'élaboration du plan a fait l'objet d'un processus dynamique, inclusif, participatif associant toutes les parties prenantes. Une analyse situationnelle a permis de ressortir les gaps des domaines de l'approche *Une Seule Santé* et de disposer d'une cartographie actualisée des parties prenantes au niveau national. A fait suite la prise de connaissance du Plan d'Action Conjoint de la quadripartite et la prise en compte des recommandations issues de celui-ci.

Le plan d'Action National *Une Seule Santé* prend également en compte les Objectifs de Développement Durable (ODD), les Directives du Règlement Sanitaire International (RSI) 2005, et du Code terrestre et aquatiques de l'OMSA.

Le processus s'aligne sur la Vision 2035, la Stratégie Nationale de Développement 2030 (SND 30), la Stratégie de Développement du Secteur Rural (SDSR), la stratégie de santé publique vétérinaire, la stratégie du secteur de la santé et la stratégie du sous-secteur de l'environnement et de la protection de la nature. Le processus a ainsi conduit à l'identification de cinq axes stratégiques : (i) Renforcer l'institutionnalisation de l'approche Une Seule Santé et améliorer la coordination et la collaboration multisectorielle, (ii) Renforcer les capacités des parties prenantes sur les principes et domaines de l'approche Une Seule Santé, (iii) Soutenir le développement de la recherche sur les maladies et menaces émergentes et ré-émergentes, (iv) Renforcer les systèmes de surveillance, d'investigation et de réponse de l'Environnement, de la santé végétale, de la santé Animale et de la Santé humaine et (v) Promouvoir la communication et la sensibilisation sur le concept Une Seule Santé et ses domaines d'action ; Ainsi qu'à l'élaboration d'une théorie de changement.

La mise en œuvre du Plan d'Action National *Une Seule Santé* au Cameroun contribuera à atteindre les objectifs du Règlement sanitaire international 2005, du Code sanitaire pour les animaux terrestres et aquatiques, de la Convention sur la biodiversité et d'autres conventions internationales ratifiées par le Cameroun dans le domaine de la protection de l'environnement et de la santé publique. Le plan contribuera également à atteindre les objectifs de la stratégie nationale Une santé.

INTRODUCTION

L'approche *Une Seule Santé* est définie comme une approche intégrée et unificatrice qui vise à équilibrer et à optimiser durablement la santé des personnes, des animaux et des écosystèmes. Elle reconnaît que la santé des humains, des animaux (domestiques et sauvages) et de l'environnement en général (y compris des écosystèmes) est étroitement lié et interdépendante. L'approche mobilise de multiples secteurs, disciplines et communautés à différents niveaux de la société pour travailler ensemble en faveur de la promotion du bien-être et de la lutte contre les menaces pour la santé et les écosystèmes. Il s'agit également de répondre aux besoins collectifs en eau potable, en énergie propre, en air pur, et en aliments sûrs et nutritifs, de prendre des mesures face au changement climatique, de protéger l'environnement, de préserver les habitats et de contribuer au développement durable (OHHLEP, 2022). En effet, le concept *Une Seule Santé* est fondé sur le besoin d'une compréhension plus intégrée des liens entre les hommes, les animaux et les écosystèmes au sein des systèmes sanitaires, politiques, économiques et sociaux dans lesquels ils interagissent. Reconnaître les liens entre la biodiversité et la santé humaine, animale et environnementale offre un large éventail de possibilités pour les protéger et faire progresser le bien-être de l'humanité.

Les récentes crises sanitaires qu'ont connu le monde en général et le Cameroun en particulier révèlent que les maladies infectieuses sont non seulement responsables de décès tragiques, mais peuvent également nuire aux économies et menacer le développement et la stabilité sociopolitique des pays affectés. Ces crises démontrent à suffisance que les agents infectieux ne connaissent pas de frontières. Aussi, une maladie infectieuse présente dans une localité précise peut facilement se propager partout. Ainsi, préserver le monde des épidémies pouvant entraîner des pandémies passe par un renforcement de la capacité des pays à prévenir les menaces sanitaires actuelles et futures, à les détecter précocement et à y répondre rapidement. C'est tout le sens du Règlement Sanitaire International (RSI 2005), instrument juridique international contraignant qui recommande aux pays de développer des capacités dites essentielles pour faire face aux menaces sanitaires. Au nombre de ces menaces sanitaires, la résistance anti microbienne (RAM), la sécurité sanitaire des aliments (SSA) et les maladies zoonotiques sont les plus préoccupantes.

De ce fait, la détection précoce et la mise en place des actions efficaces face à la RAM, la SSA et aux infections zoonotiques émergentes et ré-émergentes doivent garantir une compréhension globale et des actions à l'interface homme-animal-environnement pour éviter la résurgence des pandémies. C'est dans cette logique que le Cameroun a développé en 2012 la stratégie nationale Une Santé

concomitamment avec la mise en place du Programme National de Prévention et de lutte contre les Zoonoses Emergentes et Ré-émergentes, plateforme Une Seule Santé du Cameroun. A travers ces instruments stratégiques, le pays s'est engagé à mettre en place des mécanismes capables de faire face aux phénomènes de santé publique complexes qui naissent de l'interconnexion inévitable entre les hommes, les animaux et l'environnement. L'objectif étant la promotion de la sécurité sanitaire qui est de plus en plus menacée par les pressions anthropiques, le changement climatique, la croissance démographique, le changement d'utilisation des terres, la destruction des habitats et l'interaction avec la faune, l'augmentation des densités des populations, l'intensification des échanges mondiaux, les voyages et les migrations.

A l'heure où la problématique de changement climatique et ses énormes répercussions sur la planète terre préoccupent la communauté internationale et face à de nombreuses crises sanitaires la communauté internationale prend de nouveau conscience que les nombreux facteurs de risque de maladies infectieuses et autres événements de santé publique ne relèvent pas que du domaine habituel du secteur de la santé. Le défi est donc d'identifier les priorités pour une action intersectorielle visant à renforcer la sécurité sanitaire mondiale.

Face à la préoccupation internationale qu'est la sécurité sanitaire mondiale et fort des enjeux importants que celle-ci revêt, la plateforme *Une Seule Santé*, 10 ans après l'adoption de la stratégie nationale Une Santé se repositionne afin de disposer d'un cadre de mise en œuvre qui répond aux préoccupations actuelles. Le présent Plan d'Action National qui s'articule autour de 05 axes stratégiques notamment : (i) Renforcer l'institutionnalisation de l'approche *Une Seule Santé* et améliorer la coordination et la collaboration multisectorielle, (ii) Renforcer les capacités des parties prenantes sur les principes et domaines de l'approche *Une Seule Santé*, (iii) Soutenir le développement de la recherche sur les maladies et menaces émergentes et ré-émergentes, (iv) Renforcer les systèmes de surveillance, d'investigation et de réponse de l'Environnement, de la santé végétale, de la santé Animale et de la Santé humaine et (v) Promouvoir la communication et la sensibilisation sur le concept *Une Seule Santé* et ses domaines d'action. Il a pour but d'améliorer la gouvernance et les capacités du pays à assurer le bien-être des populations à travers le développement des systèmes de la santé humaine, animale, végétale et environnementale robustes et pérenne pour la prévention, la préparation et la réponse aux événements de santé publique selon l'approche *Une Seule Santé*.

CHAPITRE I. GENERALITES

I.1. Profil du pays

Le Cameroun est un pays d'Afrique qui s'étend sur une superficie de 475 650 kilomètres carrés, dont 466 050 Km² de superficie continentale et 9600 Km² de superficie maritime, avec 420 km le long de l'Océan Atlantique. Situé au fond du Golfe de Guinée, il s'étend entre le 2ème et le 13ème degré de latitude Nord, le 9ème et le 16ème degré de longitude Est. Du fait de sa richesse biodiversifiée, le Cameroun est connu sous le dénominateur de « Afrique en miniature ». Il partage les frontières terrestres et maritimes avec plusieurs pays de la sous-région. En effet, le pays est limité au Nord par le Lac Tchad, au Nord-Est par le Tchad, à l'Est par la République Centrafricaine et la République Démocratique du Congo, au Sud par le Congo, le Gabon et la Guinée Equatoriale, à l'Ouest par le Nigeria. Membre de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) et de la Communauté Economique et Monétaire des Etats de l'Afrique Centrale (CEMAC), le Cameroun entretient des rapports politiques, diplomatiques et économiques avec de nombreux pays d'Afrique et du Monde.

I.1.1. Géographie et population

Les caractéristiques du paysage et du climat au Cameroun ont permis de regrouper le pays en cinq zones agro écologiques homogènes. Le relief très diversifié, est constitué de hautes terres inégalement réparties, de plateaux et de plaines. Les hautes terres comprennent essentiellement trois ensembles : les monts Mandara, le plateau de l'Adamaoua et les hautes terres de l'Ouest Cameroun. Deux grands domaines hydrographiques caractérisent le pays de part et d'autre du plateau de l'Adamaoua : les bassins du Niger et du Tchad au Nord et les bassins de l'Atlantique et du Congo au Sud du pays. Le plateau de l'Adamaoua constitue un véritable « château d'eau » car, les principaux fleuves du pays y prennent leur source.

Deux types de climat se distinguent au Cameroun : un climat tropical humide dans la partie sud, et un climat soudano-sahélien à mesure qu'on évolue vers la partie nord. La grande variété des écosystèmes qui en découle, contribue à enrichir la biodiversité du pays.

Doté d'une population estimée à plus de 26 445 860 millions d'habitants en 2020 (Banque Mondiale, 2020), le Cameroun présente une grande diversité culturelle. En effet, on dénombre environ 240 ethnies. Deux langues officielles existent au pays : le français et l'anglais, elles sont parlées respectivement par 70 % et 30 % de la population (Banque Mondiale 2021). La configuration sociodémographique du Cameroun est caractéristique des pays en développement à savoir une démographie vigoureuse avec des taux de croissance très élevés et une forte proportion de jeunes (Cameroun Vision 2035, 2009).

I.1.2. Activités économiques

L'économie du Cameroun est la plus diversifiée d'Afrique Centrale (Économie du Cameroun, 2021). On retrouve dans le pays, des activités très variées notamment dans les secteurs forestiers et agropastoraux (cultures de rente et vivrières, élevage), les hydrocarbures, les industries et le commerce.

L'abondante richesse des ressources naturelles fait du Cameroun l'un des principaux producteurs mondiaux de produits tels que le cacao, le café, les bananes, les produits du palmier, le tabac, le caoutchouc, le coton, le maïs et le manioc (Contexte économique, 2021).

Le secteur primaire contribue à plus de 14,5% du PIB et emploie près de 43% de la population active (Banque Mondiale, 2021). Avant le développement du commerce du pétrole (qui représente à lui seul plus de 8% du PIB), l'agriculture était le principal moteur économique du pays. La production de café et de cacao, qui est concentrée dans les régions anglophones, souffre de l'instabilité politique dans la région (Marché Camerounais, 2021). La pêche et la sylviculture sont deux des activités supplémentaires importantes du pays. Le pays possède des variétés de bois de grande valeur. Outre le pétrole et le gaz, les ressources du Cameroun comprennent les minerais de bauxite et le fer.

Le secteur secondaire représente 26% du PIB et emploie 14% de la population active (Marché Camerounais, 2021). Les principales industries du pays font dans la transformation des aliments, la fabrication de biens de consommation (boissons, sucrerie, huilerie, savonnerie) la fabrication des textiles. Également dans la minoterie, l'aluminium, le ciment, la métallurgie, première transformation du bois, les scieries, etc.

Le secteur tertiaire représente 51,5% du PIB et emploie 42% de la population active (Marché Camerounais, 2021), il bénéficie de l'activité économique créée autour de grands projets énergétiques. Le secteur des services est en plein essor, tiré par les secteurs des télécommunications, du trafic aérien et des transports.

I.1.3. Structure Administrative

Le Cameroun est un Etat unitaire décentralisé, a régime parlementaire bicaméral (sénat et assemblée nationale) administrativement divisé en 10 Régions. Chaque région est administrée par un Gouverneur représentant l'autorité gouvernementale. Selon le décret n° 2008 /376 du 12 novembre 2008 portant organisation administrative de la république du Cameroun les 10 régions sont subdiviser en 58 départements, 360 arrondissements placés respectivement sous l'autorité des préfets et des sous-préfets. Avec la politique de décentralisation en cours au Cameroun, il existe 10 Conseils Régionaux dans chaque région administrative avec à leur tête des Présidents de Conseils Régionaux. La décentralisation quand t'a elle consiste en la cession progressive par l'Etat aux Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) des compétences non exclusives relevant du domaine social, éducatif, sanitaire, sportif, culturel, économique, artisanal et touristique. Les CTD sont de deux types à savoir les communes et les régions. Elles sont sur la plan juridique des personnes morale de droit public jouissant d'une autonomie financière et de constitutionnalité directe pour les communes et indirect pour les régions. Les dispositions législatives les plus actuelles en la matière notamment la loi n° 2019/024 du 24 décembre 2019 portant code général des collectivités territoriales décentralisées consacre aujourd'hui l'existence de 384 CTD, dont 10 Régions, 360 Mairies d'Arrondissements et Mairies et 14 Communautés Urbaines avec à leurs têtes des super maires.

I.1.4. Systèmes de santé humaine, animale, végétale et environnementale

I.1.4.1. Système de santé humaine

Le système de santé au Cameroun est structuré en trois niveaux qui disposent chacun de structures administratives, de formations sanitaires et de structures de dialogue :

❖ Niveau Central

- Services centraux du ministère de la santé publique : ces services coordonnent, régulent et développent des concepts, des stratégies et des politiques dans le domaine de la santé ;
- Les structures de soins : ces structures sont représentées par : les hôpitaux généraux, les Centres Hospitaliers-Universitaires, les hôpitaux centraux et les agences sous tutelle ;
- Structures de SYNAME : ces structures sont représentées par la CENAME (Centrale Nationale d'Approvisionnement en Médicaments Essentiels), les grossistes privés, les centrales d'achat du secteur privé non lucratif ;
- Les structures de dialogue.

❖ Niveau Intermédiaire

- Structures administratives : ces structures correspondent aux différentes délégations régionales. Elles apportent un appui technique aux districts de santé ;
- Structures de soins : ces structures sont représentées par les hôpitaux régionaux et assimilés, Centre Hospitalier Régionaux ;
- Structures de SYNAME : ces structures sont représentées par le FRPS (Fond Régional pour la Promotion de la Santé) et les grossistes privés ;
- Les structures de concertation : tels que les comités de gestion (COGE),
- Les formations sanitaires ;

❖ Niveau Périphérique

- Structures administratives : représentées par les services du district de santé, elles mettent en œuvre les programmes nationaux ;
- Structures de soins : ces structures sont représentées par : les hôpitaux de district, les centres médicaux d'arrondissement et les centres de santé intégrés ;
- Structures de SYNAME : ces structures sont représentées par les pharmacies des formations sanitaires cités précédemment, ainsi que les pharmacies privées ;
- Structures de concertation : Ce sont les COSADI, COGEDI, COSA, et COGE. Source : cadre conceptuel du D/S viable révisé (MSP).

I.1.4.2. Système de santé animale

Le domaine vétérinaire est défini par l'OMSA comme étant l'ensemble des actions qui sont en rapport direct ou indirect avec les animaux, leurs produits et sous-produits, dès lors qu'elles contribuent à la

protection, à la conservation et à l'amélioration de la santé et du bien-être de l'Homme notamment par le biais de la protection de la santé et du bien-être des animaux, ainsi que de la sécurité sanitaire des Denrées Alimentaires d'Origine Animale et Halieutique (DAOAH). A ce titre il s'agit des domaines ci-après : la santé animale y compris la faune sauvage et les espèces aquatiques, la santé publique vétérinaire, le commerce international des animaux et de produits animaux ou dérivés, le bien-être des animaux, sécurité sanitaire des aliments et halieutique, la formation vétérinaire, la préservation de l'environnement pour le bien-être animal et la législation dans les domaines concernés. Au Cameroun, la santé animale s'adosse sur la Politique de la Santé Animale. La présente politique est mise en œuvre par le MINEPIA à travers la Direction en charge des Services Vétérinaires dans le cadre de l'exécution de son programme, intitulé « amélioration de la couverture sanitaire des cheptels et la lutte contre les zoonoses ». La mise en œuvre du programme implique :

- Les **services déconcentrés**. On dénombre ainsi : Dix (10) Délégations Régionales de l'Élevage, des Pêches et des Industries Animales (DREPIA) ; 58 Délégations Départementales de l'Élevage, des Pêches et des Industries Animales (DDEPIA) ; 360 Délégations d'Arrondissement de l'Élevage, des Pêches et des Industries Animales (DAEPIA) ; 788 Centres Zootechniques Vétérinaires (CZV) qui sont les unités de bases distribuées sur toute l'étendue du territoire national et couvrant la majorité des arrondissements, pour un encadrement de proximité effectif des producteurs. Ce sont les postes de collecte des données zoo-sanitaires dans le cadre du suivi des activités au sein du programme.
- Le **Réseau d'Epidémiologie-Surveillance des Maladies Animales du Cameroun (RESCAM)** pour la collecte, le traitement, l'analyse et la diffusion des données zoo-sanitaires. Le RESCAM est dirigé par un Secrétaire Permanent travaillant sous la supervision d'un Groupe Technique National. Dans le cadre de la mise en œuvre de ses missions, le réseau s'appuie sur les agents de terrain dans les services déconcentrés et sur une unité centrale logée au sein de la DSV. La surveillance épidémiologique au niveau du réseau fonctionne suivant 4 niveaux à savoir :
 - i. Le niveau de terrain avec les communautés, les éleveurs et les autres acteurs du secteur de l'élevage,
 - ii. Le niveau local avec les agents de terrains des Centres Zootechniques Vétérinaires, les cliniciens, et les postes d'inspection sanitaire ;
 - iii. Le niveau intermédiaire avec les services déconcentrés du MINEPIA (DREPIA) ;
 - iv. Le niveau central à la Direction des Services Vétérinaires et le Secrétariat Permanent du RESCAM.
- La **Mission Spéciale d'Éradication des Glossines (MSEG)** qui s'occupe de l'assainissement des pâturages infestés de mouches tsé-tsé et de la lutte contre les trypanosomoses animales africaines (TAA), ainsi que des autres maladies à transmission vectorielle. Elle met à la disposition du RESCAM et de la DSV des données sur la lutte contre les vecteurs de la TAA ;
- Le **Laboratoire National Vétérinaire (LANAVET)** qui réalise le diagnostic des principales maladies animales dans le cadre des missions de service public et assure la production des vaccins dirigés contre un certain nombre de ces maladies. Il fournit au RESCAM les informa-

tions sur les foyers confirmés des maladies animales ;

- Les **associations professionnelles** : Ordre national vétérinaire et association des professionnels vétérinaires ;
- Les **Organisations des producteurs** (OP) : les associations et institutions privées du domaine de la santé animale impliqués dans la surveillance à base communautaire (IPAVIC, IPOPORC...)

➤ S'agissant de la gestion de la faune sauvage, elle est assurée par le Ministre des Forêts et de la Faune (MINFOF). Le MINFOF est chargé de l'élaboration, de la mise en œuvre et de l'évaluation de la politique du Gouvernement en matière de forêt et de faune. A ce titre, il est responsable de la mise en application des conventions internationales ratifiées par le Cameroun en matière de faune et de chasse. Pour l'accomplissement de ses missions le MINFOF dispose d'une Direction de la Faune et des Aires Protégées qui est chargée de la surveillance continue du patrimoine faunique ; de la délivrance du permis de recherche dans les Aires Protégées et des Permis CITES (commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction) d'exportation des produits de la faune.

Le MINFOF dispose des services déconcentrés :

- 10 Délégations Régionales ;
- 58 Délégations Départementales ;
- 360 Postes de Contrôle Forestiers et de Chasse ;
- 36 services de la Conservation dans les Aires Protégées.

Bien qu'il n'existe pas de système de surveillance de la faune sauvage, le MINFOF dispose néanmoins des laboratoires vétérinaires (faible plateaux technique) dans les jardins Zoologiques et au Parc National de Campo Ma'an. Bien que la collecte des données ne soit pas systématique, elle est tout de même effectuée et les données sont transmises au RESCAM. Dans le cadre de la formation, le MINFOF assure la tutelle de l'Ecole de Faune de Garoua. Pour finir en ce qui concerne le personnel en service dans les Aires Protégées, il est composé des Ecogardes et dans certains cas des vétérinaires.

I.1.4.3. Système de santé environnementale

Le Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable (MINEPDED) est responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière d'environnement.

➤ Au niveau du MINEPDED

- La Direction de la Promotion du Développement Durable et plus précisément de la Sous-Direction des Evaluations Environnementales (SDEE) traite des questions relatives aux évaluations environnementales ;
- Le Comité interministériel sur l'Environnement (CIE) est chargé d'examiner les termes de référence et les rapports des études d'impact et audits environnementaux et de donner les avis sur leur recevabilité ;

- L'Observatoire National des Changements Climatiques (ONACC) fait le suivi et l'évaluation des impacts socioéconomiques et environnementaux des changements climatiques et propose des mesures de prévention, d'atténuation et/ou d'adaptation aux effets néfastes et risques liés à ces changements ;
 - Le comité de Biosécurité est en charge d'examiner les questions relatives à la sécurité biologique, biotechnologique et de proposer les voies et moyens liés à la sécurité des hommes.
- Au MINSANTE, La Direction de la Promotion de la Santé (DPS) assure dans ses attributions la maîtrise d'œuvre de la gestion des déchets hospitaliers :
- Dans le domaine du renforcement des capacités, elle est en charge des formations en direction des agents aux niveaux régionaux et de districts, du contrôle et du suivi de la mise en œuvre des politiques d'hygiène et d'assainissement, du contrôle externe de la gestion des déchets biomédicaux dans les formations sanitaires, y compris les aspects liés à l'hygiène et l'assainissement de l'environnement. Mais les moyens très limités en termes de déplacements réduisent son efficacité dans le suivi de la mise en œuvre ;
 - Sur le plan de l'hygiène hospitalier, la Décision N°0178/D/MSP/SESP/SG/DSP/ SDHA/ SHM/BPHE du 24 avril 2006 institue la création d'une Unité d'Hygiène Hospitalière (UHH) dans les formations sanitaires publiques, notamment les Hôpitaux Centraux, Régionaux et de District de Santé. Ces unités, animées par des Techniciens du Génie sanitaire, sont placées sous l'autorité du responsable de la formation sanitaire concernée et sont chargées de (i) la mise en œuvre des mesures de prévention et de lutte contre les infections nosocomiales et (ii) la promotion de la salubrité environnementale dans les formations sanitaires. Elles doivent, entre autres : préparer des plans d'action à mener ; assurer la surveillance des infections ; contribuer à la conception des ouvrages et technologies ; organiser les Comités d'hygiène en milieu hospitalier ; assurer l'éducation pour le changement des comportements en matière d'hygiène ; le suivi de la gestion des déchets hospitaliers ;
 - Par Lettre circulaire N° D36-19/L/MINSANTE/SG/DPS/SDHA du 21 Avril 2015 ces unités d'hygiène hospitalière (UHH) sont coiffées par les Comités d'hygiène hospitalière en charge de mettre sur pied un système intégré de gestion des déchets. Ceci inclut le tri, la collecte, le stockage et le traitement techniquement réalisable, socialement acceptable susceptible de réduire les risques d'infection et de garantir la protection de la santé publique et de l'environnement. Les comités d'hygiène hospitalière rendent compte trimestriellement du déroulement de l'activité de l'Hygiène hospitalière au sein de la formation sanitaire (Mars 2020, CGES -CERC, COVID19 Cameroun).
- Au MINRESI
- L'agence nationale de Radioprotection a pour mission la protection des personnes, des biens et de l'environnement contre les effets nocifs des rayonnements ionisants. A ce titre, elle est chargée entre autres de proposer les normes en matière de radioprotection, d'exécuter les opérations de contrôle qualité des équipements et faire les inspections destinées à vérifier l'appli-

cation de la réglementation en matière de radioprotection, d'enregistrer les données relatives à la dosimétrie de l'environnement et du milieu professionnel.

Pour exprimer un besoin exponentiel en ressources, l'homme de par ses activités modifie de façon significative l'environnement par des pressions de diverses natures (agricultures, urbanisation, activités industrielles). Très peu d'espèces sont actuellement exemptes d'empreintes anthropiques. La conséquence est à la fois une disparition massive de populations animales sauvages et un contact renforcé de l'homme avec la faune entraînant ainsi la disparition de la biodiversité.

- Aux Mairies et Communes, la décentralisation en matière de gestion de l'environnement est un processus en cours qui vise à savoir :
- Gestion des déchets : les communes sont responsables de la collecte, du transport, du traitement et de la valorisation des déchets municipaux ;
 - Gestion des espaces verts : les communes sont chargées de la gestion des espaces verts, tels que les parcs, les jardins et les squares ;
 - Gestion de l'eau : les communes sont responsables de la gestion de l'eau potable, de la distribution d'eau et de la gestion des réseaux d'assainissement ;
 - Gestion de l'air : les communes sont responsables de la gestion de la qualité de l'air et de la lutte contre la pollution atmosphérique ;
 - Gestion des ressources naturelles : les communes sont chargées de la gestion des ressources naturelles, telles que les forêts, les terres et les eaux dans le cadre des forêts communales ;
 - Gestion des sites pollués : les communes sont responsables de la gestion des sites pollués et de la réhabilitation des sols pollués ;
 - Gestion des énergies renouvelables : les communes sont encouragées à développer des énergies renouvelables, telles que l'énergie solaire et éolienne ;
 - Gestion des transports : les communes sont responsables de la gestion des transports publics et de la planification des routes et des infrastructures de transport selon les dispositions du Décret N°2021/745 du 28 décembre 2021 fixant les modalités d'exercice de certaines compétences transférées par l'Etat aux Régions dans le cadre de leur participation à l'organisation et à la gestion des transports publics interurbains.
 - Police municipale : les CTD disposent d'une police municipale pour faire respecter les normes environnementales ;
 - Gestion de la planification urbaine : Les communes sont chargées de la planification urbaine et de la gestion des espaces urbains et la lutte contre le désordre urbain. Selon le Décret N°2021/744 du 28 décembre 2021 fixant les modalités d'exercice de certaines compétences transférées par l'Etat aux Régions en matière d'urbanisme et d'habitat.

Dotation générale de la décentralisation : Cette dotation est constituée de fonds destinés à financer des projets liés au transfert des compétences. Il est important de noter que la décentralisation en matière de gestion de l'environnement au Cameroun est toujours en cours de développement et que les compétences transférées aux communes peuvent varier en fonction des régions et des besoins spécifiques, c'est pourquoi les CTD sont encouragées à nouer des partenariats avec des structures ou organismes spécialisées dans la gestion de l'environnement.

I.1.4.4. Système de santé végétale

La protection végétale est assurée par deux directions :

- Direction de la réglementation et du contrôle de la qualité des intrants et des produits agricoles
 - La Sous-Direction de la Réglementation des Pesticides, des Engrais et des Fertilisants
 - La Sous-Direction de la Réglementation des Semences et de la Quarantaine végétale
 - Le Laboratoire National d'Analyse Diagnostique des Produits et des Intrants agricoles
- Direction du développement de l'agriculture

La Sous-Direction des Interventions Phytosanitaires

❖ **Services déconcentrés**

- Bases phytosanitaires Régionales : 10 ;
- Services régionaux de contrôle de la qualité des Produits et Intrants Agricoles : 10 ;
- Brigades phytosanitaires Départementales : 58 ;
- Postes de police phytosanitaires : 52 ;
- Brigades Villageoises d'Interventions Phytosanitaires (BVIP) plus de 2000.

La protection des plantes au Cameroun est régie par les Conventions, les lois, les décrets, les arrêtés et des décisions :

- Convention Internationale pour la Protection des Végétaux (CIPV)
- Loi N° 2001/014 du 23 Juillet 2001 relative à l'activité semencière ;
- Loi N° 2003/003 du 21 Avril 2003 portant protection phytosanitaire ;
- Décret N° 2005/0772/PM du 06 avril 2005 fixant les conditions d'homologation et de contrôle des produits phytosanitaires ;
- Décret N° 2005/0771/PM du 06 Avril 2005 fixant les modalités d'exécution des opérations de Quarantaine Végétale ;
- Décret N° 2005/0770/PM du 06 avril 2005 fixant les modalités de lutte phytosanitaire;
- Décret N° 2005/0769/PM du 06 Avril 2005 portant organisation du Conseil National Phytosanitaire ;
- Arrêté N° 029/CAB/PM du 04 avril 2014 fixant les modalités d'inspection et de contrôle des marchandises par les services techniques de l'Etat au Port de Douala ;
- Arrêté N° 0274/MINADER/CAB du 19 Mars 2013 portant homologation des imprimés des certificats phytosanitaires et fixant les modalités de leur délivrance ;
- Arrêté N° 003/06/A/MINADER/SG/DRCQ/SQV du 03 avril 2006 fixant les modalités de traitement et d'estampillage des matériaux d'emballage et des emballages à base de bois destinés au commerce international.

1.1.5. Biodiversité

Le Cameroun est le 4ème pays le plus riche en biodiversité du continent africain après la RDC, la Tanzanie et Madagascar. Il fait partie du Bassin du Congo, et offre un éventail de milieux naturels abritant une biodiversité riche et composite.

Eu égard aux particularités phytogéographiques et climatiques variables d'une région à une autre, 06 écosystèmes sont distingués au Cameroun : l'écosystème marin et côtier ; l'écosystème de la forêt tropicale dense humide ; l'écosystème de la savane arborée et/ou arbustive ; l'écosystème de la savane semi-aride ; l'écosystème aquatique et l'écosystème de montagnes (UICN, 2009).

A l'état actuel des connaissances de la flore continentale, 9000 espèces végétales sur un total estimé à 12 000 ont été identifiées au Cameroun. On y dénombre 400 espèces ligneuses dont environ une centaine d'essences commercialisées. L'inventaire n'a jusqu'ici porté que sur 14 millions d'ha de forêt dense sur les 22 millions d'ha de la zone forestière nationale. La biodiversité maritime et côtière est impressionnante et concerne surtout la faune aquatique qui compte 542 espèces de poissons, 2 espèces de crustacées, quelques mammifères et plusieurs espèces de plancton. La flore marine bien qu'importante, n'a pas encore été inventoriée. Quant à la biodiversité d'eau douce, les 3960 km² de cours d'eau douce du Cameroun abritent 354 espèces de poissons dont 115 endémiques. La diversité de la faune terrestre camerounaise est impressionnante : 409 espèces de mammifères dont 11 endémiques et 27 menacées, 1000 espèces d'oiseaux dont 25 endémiques, 47 menacées et 01 éteinte, 183 espèces de reptiles dont 19 endémiques et 02 menacées, 85 espèces de serpents, 190 espèces de batraciens dont 01 menacée, 1110 espèces d'insectes, 1050 espèces de papillons. La biodiversité du Cameroun est protégée grâce à un réseau d'aires protégées regroupé sous plusieurs catégories (22 Parcs nationaux, 06 Réserves de faune, 06 Sanctuaire de faune, 03 Jardins zoologiques, 45 Zones d'intérêt cynégétiques, 27 Zones d'intérêt cynégétique à gestion communautaire) (MINFOF, 2023) et représentatif de tous les écosystèmes du pays pour une superficie de 9 839 170, 57 ha. Suivant les données plus récentes, cette superficie représenterait plus de 20,69% du territoire national. Cette superficie est en perpétuel évolution, l'objectif fixé par la loi forestière étant d'atteindre un taux de couverture des aires protégées de 30%. Certains sites, grâce à leur richesse, ont une reconnaissance au niveau international (la Réserve de Faune du Dja, les Parcs Nationaux de la Bénoué et de Kalamaloué, ont le statut de Réserve de Biosphère). Dans la zone soudano-sahélienne, on retrouve des vastes étendus de terres dégradées ou en voie de dégradation, indicatrices de l'avancée du désert, et où la végétation est caractérisée par les steppes arbustives (UICN, 2009).

I.2 Les menaces sanitaires émergentes, l'approche Une Seule Santé et ses enjeux

I.2.1 Les menaces sanitaires émergentes

❖ Les zoonoses

Selon l'Organisation Mondiale de la Santé, les zoonoses sont des maladies qui se transmettent naturellement de l'animal à l'homme et vice versa. Les agents pathogènes zoonotiques peuvent être d'origine bactérienne, virale, parasitaire ou fongique, et peuvent impliquer des agents non conventionnels. Ces agents se propagent à l'homme par contact direct ou indirect à travers les aliments, les vecteurs (insecte, arachnides...), l'eau ou l'environnement (OMS, 2020). Ils représentent un problème majeur de santé publique dans le monde entier, en raison de la relation étroite entre les hommes et les animaux dans différents contextes (agriculture, animaux domestique et environnement). Les zoonoses peuvent également perturber la production et le commerce des produits d'origine animale et halieutique destinés à l'alimentation ou à d'autres fins. Il existe plus de 200 maladies zoonotiques connues (OMS, 2020). Elles représentent une forte proportion de l'ensemble des maladies infectieuses nouvellement recensées ainsi que de nombreuses maladies existantes. En effet 60% des maladies infectieuses humaines sont zoonotiques (OMSA).

Ils existent plusieurs méthodes de prévention contre les zoonoses. Bien que ces méthodes soient différentes pour chaque agent pathogène, plusieurs pratiques sont reconnues comme étant efficaces pour en réduire l'impact, tant au niveau collectif qu'individuel. Le respect des règles de biosécurité dans les élevages et industries est de mises pour réduire le risque de flambées de zoonoses d'origine alimentaire par le biais d'aliments comme la viande, les œufs, les produits laitiers ou même certains légumes. Les normes relatives à l'eau potable et à l'élimination des déchets, ainsi que la protection de l'eau de surface dans l'environnement naturel, sont également importantes et efficaces (OMS, 2020). Les campagnes d'informations visant à promouvoir le lavage des mains après le contact avec des animaux et d'autres ajustements comportementaux contribuent à réduire la propagation des zoonoses lorsqu'elles surviennent.

❖ Résistance aux antimicrobiens

La résistance aux antimicrobiens est la capacité des micro-organismes (comme les bactéries, les virus et parasites) à contrer les effets d'un antimicrobien. Elle survient lorsque les bactéries, les virus, les champignons et les parasites évoluent au cours du temps et ne répondent plus aux médicaments, rendant plus complexe le traitement des infections et augmentent le risque de propagation, de forme grave de la maladie et de décès.

En conséquence, les médicaments perdent leur efficacité et les infections persistent dans l'organisme. La résistance antimicrobienne (RAM) peut toucher n'importe qui, peu importe l'âge ou le pays de résidence. La RAM constitue une menace croissante pour la santé et compromet le développement. D'après L'OMS, elle est l'une des 10 plus grandes menaces pour la santé publique auxquelles se trouverait confrontée l'humanité (OMS, 2020).

La principale cause d'apparition des pathogènes résistants aux médicaments c'est leur utilisation abusive et excessive. Le manque d'accès à l'eau potable et à l'assainissement, et des mesures inadaptées

de prévention et de lutte contre les infections, favorisent la propagation des microbes, dont certains deviennent résistants aux traitements antimicrobiens (OMS, 2020).

L'impact économique de la RAM est considérable. Outre les décès et les incapacités, la durée plus longue de la maladie se traduit par des séjours prolongés à l'hôpital, le besoin de recourir à des médicaments plus onéreux et des difficultés financières pour les personnes touchées (OMS, 2020).

❖ Sécurité Sanitaire des aliments

La sécurité sanitaire des aliments (SSA) a pour objectif de prévenir ou contrôler les risques d'exposition susceptibles d'altérer le bien-être physique ou psychique. Investir à la sécurité sanitaire c'est s'assurer que les aliments ne causeront pas de dommages aux consommateurs quand ils sont préparés et/ou consommés conformément à l'usage auquel ils sont destinés. La sécurité des aliments est aujourd'hui une préoccupation majeure des consommateurs (AFSSA, 2000). Plusieurs causes de décès, de maladies et de troubles passagers plus ou moins graves sont imputables aux aliments. Les gouvernements nationaux jouent un rôle décisif pour assurer aux populations une alimentation sûre et nutritive.

Plusieurs moyens peuvent être mis en œuvre pour garantir la SSA au sein d'un pays tels que :

- La promotion par les responsables politiques, d'une agriculture et des systèmes alimentaires durables qui encouragent la collaboration multisectorielle entre les secteurs de la santé publique, de la santé animale, et de l'agriculture ;
- La gestion des risques à tous les stades de la chaîne alimentaire, y compris dans les situations d'urgence ;
- La conformité aux normes internationales mises en place par la Commission du Codex Alimentarius. (FAO, 2019)

1.2.2. L'approche Une Seule Santé

L'approche Une Seule Santé prend racine dans la théorie "Une seule médecine" (One Medicine), exposée pour la première fois en 1984 par Calvin Schwabe dans son ouvrage intitulé *Veterinary Medicine and Human Health* (Médecine vétérinaire et santé humaine), qui préconise une réponse aux zoonoses combinant médecine humaine et médecine vétérinaire en tant que médecine comparée basée sur la découverte de processus pathologiques similaires chez l'homme et l'animal. La principale différence entre les concepts "Une Seule Médecine" et Une Seule Santé est l'ajout de la santé des écosystèmes qui intègre l'environnement, ainsi que la faune sauvage, et prend en compte le fait que le développement durable et le maintien de la santé humaine et animale dépendent de la santé des écosystèmes environnants, la majorité des risques de maladies infectieuses émergentes trouvant leur origine à l'interface homme-animal-environnement.

La prise en considération des enjeux de santé publique en relation avec les maladies infectieuses spécialement zoonotiques s'est matérialisée dès le milieu des années 1990. En 1995, l'Assemblée mondiale de la santé a adopté une résolution afin de détecter les maladies infectieuses réémergentes et d'identifier les maladies nouvelles. Pour y faire face, les institutions nationales et supranationales

se sont dotées de programmes spécifiques. C'est également durant le premier trimestre 1995 que paraît le premier numéro du périodique *Emerging Infectious Diseases*, la référence de communication scientifique dans ce domaine. Par la suite, les épidémies de fièvre hémorragique à virus Ebola, de SRAS et de grippe aviaire ont sensibilisé les organisations internationales au développement d'une approche intégrée entre santé humaine et animale, au sein de leurs environnements respectifs.

L'expansion mondiale de l'épizootie d'influenza aviaire hautement pathogène qui a touché 63 pays depuis 2003 a provoqué une prise de conscience mondiale sur l'importance de la gestion de ces crises nouvelles à un niveau réellement global, géographiquement et conceptuellement. Il est en effet, apparu rapidement indispensable d'appréhender simultanément, santé humaine, diversité génétique des animaux, techniques d'élevage, commercialisation des volailles, migrations des oiseaux sauvages et écologie des virus influenza. La médiatisation, les impacts économiques ainsi que la potentialité d'une pandémie de grande ampleur ont conduit les différents acteurs de santé humaine et animale à se coordonner et à penser ensemble les moyens de lutte.

Constatant les limites des approches conventionnelles sur les maladies infectieuses, la Société de conservation de la faune sauvage (WCS) a proposé, dès 2004, une approche cohérente, globale et préventive de protection de la santé humaine, initialement connue sous le nom *One World-Une Seule Santé*, visant à renforcer les liens entre santé humaine, santé animale et gestion de l'environnement. En 2008, un cadre de référence fondé sur le concept *One World-Une Seule Santé* a été élaboré par Six organisations internationales de premier plan : l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA), le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), le bureau du Coordonnateur du système des Nations unies sur la grippe (UNSIC) et la Banque mondiale.

En avril 2010, la FAO, l'OMSA et l'OMS ont réaffirmé l'importance et l'utilité de cette approche dans une note tripartite sur « le partage des responsabilités et la coordination des actions globales pour gérer les risques sanitaires aux interfaces animal-homme-écosystèmes ». Le concept ne se limite pas aux zoonoses, mais englobe l'ensemble des pathologies ayant un impact sur la santé publique et la sécurité alimentaire. Cette approche intégrée de la santé, désormais renommée “*Une Seule Santé*” (*Une Seule Santé*), repose essentiellement sur le renforcement des collaborations entre santé humaine, santé animale et gestion de l'environnement.

Le partenariat entre les organisations internationales s'est traduit par un renforcement de la coordination entre l'OMS, l'OMSA et la FAO, avec la tenue de réunions tripartites annuelles et l'adoption de normes conjointes. Cette coopération s'est concrétisée en particulier par la mise en place des réseaux OFFLU (réseau OMSA /FAO d'expertise sur les gripes animales), GLEWS (système mondial d'alerte et de réponse précoces pour les maladies animales majeures, dont les zoonoses, conjoint OMSA /OMS/FAO), INFOSAN (réseau international des autorités de sécurité sanitaire des aliments, initiative OMS/FAO), IPFSAPH (portail international sur la sécurité sanitaire des aliments et sur la santé animale et végétale) et par la création du centre de gestion des urgences en santé animale (conjoint OMSA /FAO). Parallèlement, la pertinence des liens entre la santé humaine et l'état de conservation des écosystèmes a commencé à être appréhendée dans le secteur environnemental. La première conférence internationale sur la santé et la biodiversité, qui s'est tenue en 2005 sous l'égide de l'Initiative COHAB (Co-operation on Health and Biodiversity), a structuré une plateforme d'or-

ganisations et de personnes-ressources pour informer et faire avancer les politiques en matière de biodiversité et de santé publique. À l'occasion de l'Année internationale de la biodiversité en 2010, la COHAB a publié des notes politiques sur la biodiversité et la santé mondiales.

Sur le plan scientifique, les collaborations interdisciplinaires se sont développées, telles que Med-Vet-Net, réseau européen d'excellence pour la prévention et le contrôle des zoonoses, et la Commission européenne a appuyé le développement de consortiums de recherche sur la thématique des changements environnementaux et la santé (Epizone, Eden, Arbo-Zoonet). Par ailleurs, la conférence ministérielle des pays de la zone Europe de l'OMS à Londres en 1999, qui réunissait les ministres chargés de la Santé et de l'Environnement de 53 pays, a invité ces pays à mettre en place des plans nationaux santé-environnement. En Afrique, un événement de même nature a été organisé à l'initiative de l'OMS et du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) en août 2008 : la première conférence interministérielle sur la santé et l'environnement en Afrique, sur le thème « la sécurité sanitaire passe par un environnement sain », qui a débouché sur la Déclaration de Libreville. Une seconde conférence a été organisée en novembre 2010 à Luanda, au cours de laquelle les États africains ont renouvelé l'engagement pris à Libreville et énoncé des priorités à mettre en œuvre pour limiter les effets néfastes de l'environnement sur la santé.

L'approche Une Santé a été jadis définie par l'OMS comme « une approche pour la conception et la mise en œuvre de programmes, de politiques, de législations et de recherche dans laquelle de multiples secteurs communiquent et travaillent ensemble pour obtenir de meilleurs résultats en matière de santé publique », en soulignant que les maladies zoonotiques, la sécurité alimentaire et la résistance aux antimicrobiens sont trois domaines particulièrement pertinents.

Fort de l'importance démontrée de la composante environnementale dans la gestion des événements de santé publique, l'alliance (OMS, OMSA, FAO) tripartite a jugé nécessaire d'inviter sur sa table le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) afin que le concept Une Seule Santé soit holistiquement implémenté donnant ainsi naissance à la quadripartite (OMS, OMSA, FAO et le PNUE).

Dans le processus (en cours) d'élaboration d'un Plan Mondial sur l'approche Une seule Santé, la quadripartite a adopté une nouvelle définition de l'approche *Une Seule Santé* telle que formulée par leur groupe consultatif, le Groupe d'experts de haut niveau pour l'approche Une Seule Santé (OHHLEP). Désormais l'approche Une Seule Santé est définie comme une approche intégrée et unificatrice qui vise à équilibrer et à optimiser durablement la santé des personnes, des animaux et des écosystèmes. L'approche mobilise de multiples secteurs, disciplines et communautés à différents niveaux de la société pour travailler ensemble à fonder le bien-être et à lutter contre les menaces pour la santé et les écosystèmes. Il s'agit également de répondre aux besoins collectifs en eau potable, en énergie propre, en air pur, et en aliments sûrs et nutritifs, de prendre des mesures contre le changement climatique et de contribuer au développement durable.

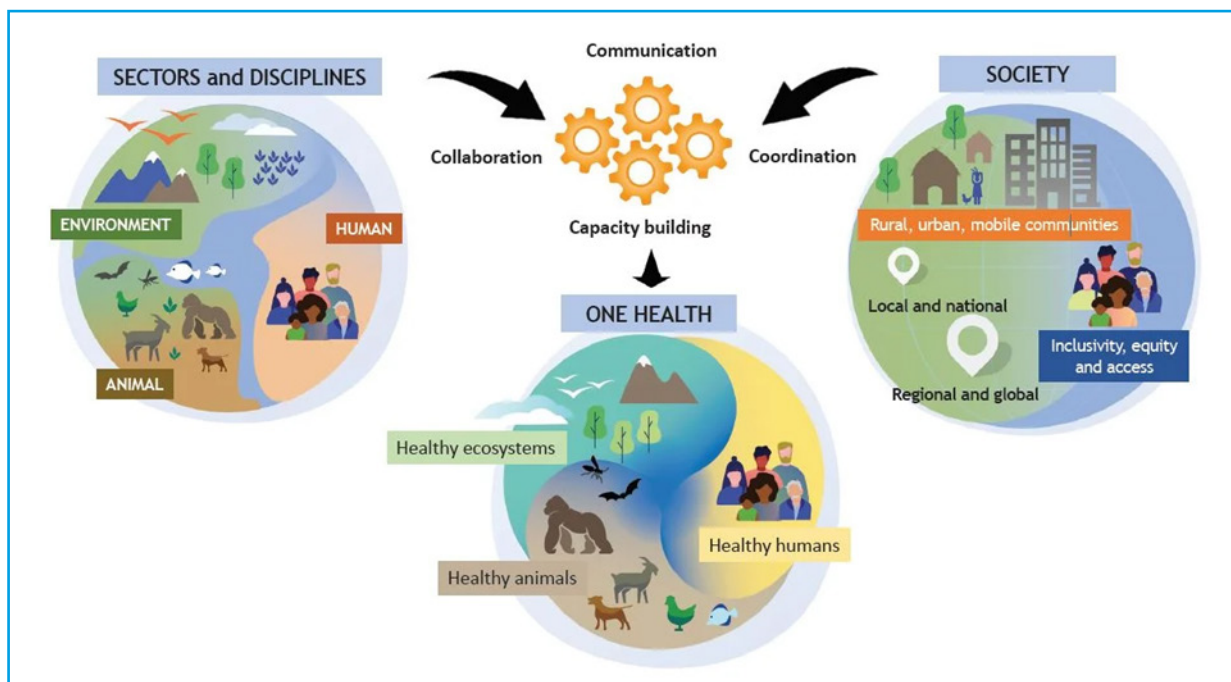


Figure 1 : Représentation graphique du concept Une Seule Santé

Source : <https://www.who.int/fr/news/item/01-12-2021>

I.2.2.1. L'approche Une Seule Santé et PVS -RSI 2005

Le RSI est un acte juridique contraignant qui édicte des mesures de promotion de la sécurité sanitaire en définissant les capacités de base que les pays doivent développer et entretenir pour renforcer la sécurité sanitaire mondiale. A travers l'application du RSI, les capacités des pays à se défendre collectivement contre les menaces sanitaires de nature diverse sont renforcées. Les entités internationales, régionales et nationales ont fait des efforts pour améliorer la contribution du secteur vétérinaire à la mise en œuvre du RSI (2005) depuis son entrée en vigueur. Dans le cadre de la mise en œuvre du RSI (2005), des Evaluations Externes Conjointes (EEC) sont organisées ; ces évaluations sont volontaires, collaboratives et multisectorielles visant à évaluer les capacités des pays à prévenir, détecter et répondre rapidement aux risques de santé publique. L'outil d'évaluation contient un ensemble d'indicateurs spécifiques pour les zoonoses, la RAM et la SSA, ainsi que pour les capacités essentielles telles que la surveillance, la préparation aux situations d'urgence, l'évaluation des risques et la gestion des risques.

Le RSI (2005) encourage les pays à travailler ensemble pour sauver des vies et préserver les moyens d'existence menacés par la propagation internationale des maladies et d'autres risques pour la Santé Publique. Il établit une nouvelle série de règles destinées à soutenir le système mondial d'alerte et d'intervention existant et exigeant des pays qu'ils améliorent la surveillance internationale et les mécanismes de notification des événements de santé publique et aussi qu'ils renforcent leurs capacités nationales de surveillance et d'action.

L'approche Une Seule Santé, qui tient compte des relations d'interdépendance fondamentales existant entre la santé des êtres humains, celle des animaux et celle de l'environnement, et qui promeut

en conséquence le recours à une collaboration intersectorielle, pluridisciplinaire, représente donc une approche de sécurité sanitaire efficace. L'approche Une Seule Santé renforce ainsi la mise en œuvre des règles édictées par le RSI (2005) et favorise la sécurité sanitaire mondiale.

L'OMS et l'OMSA considèrent qu'au niveau des pays, l'utilisation conjointe de l'outils du RSI et du processus PVS permet un meilleur alignement des approches de renforcement des capacités et stratégies entre les secteurs de la santé humaine et animale. Les ateliers nationaux RSI-PVS « IHR-PVS National Bridging Workshops (IHR-PVS NBW) » amènent les pays à explorer plus précisément les points communs entre les outils PVS et RSI et de développer, lorsque cela est pertinent, les passerelles facilitant la coordination des actions conjointes. Les RSIPVS vise la promotion de l'approche Une Seule Santé. Ainsi le Cameroun a défini la feuille de route NBW en 2021 et a procédé à la révision de cette feuille en décembre 2023.

I.2.2.2. L'approche Une Seule Santé et l'atteinte des Objectifs de Développement Durable

Les Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations Unies constituent la feuille de route mondiale pour accélérer le développement humain et réduire la pauvreté. L'approche Une Seule Santé trouve son ancrage dans les ODD (figure 2). Le développement durable est en effet conditionné par l'amélioration de la santé globale en prenant davantage en compte les interactions entre la santé humaine, la santé animale et la santé des écosystèmes et des plantes.



Figure 2 : les Objectifs de Développement Durable

L'approche Une Seule Santé est donc mise en avant comme un cadre sous-jacent permettant d'étayer tout une palette d'initiatives existantes en matière de développement international, dont les ODD et le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe, ainsi que la concrétisation d'une sécurité alimentaire universelle et de l'action mondiale de lutte contre la RAM (Groupe de la Banque mondiale, 2018 ; Seifman, 2020).

CHAPITRE II. ETAT DES LIEUX ET ANALYSE SITUATIONNELLE

II.1. Etat des lieux

Cet état des lieux a été fait sur les domaines suivants de l'approche Une Seule Santé : les zoonoses, la RAM, la SSA et la santé environnementale.

II.1.1. Problématique des zoonoses

Les maladies zoonotiques représentent des menaces non seulement pour la sécurité sanitaire mondiale mais aussi pour les économies des pays en développement. En effet, 60 % des maladies infectieuses dites émergentes correspondent à des zoonoses et plus de 70 % d'entre elles proviennent de la faune sauvage (Jones et al., 2008).

II.1.1.1. Priorisation des menaces zoonotiques au Cameroun

Dans le cadre de la planification de ses activités le PNPLZER, Plateforme Nationale Une Seule Santé, conformément aux dispositions de l'article 3 de son Arrêté constitutif, du 03 au 04 mars 2016, a priorisé 5 zoonoses avec l'appui technique et financier de CDC - Atlanta- USA et de l'USAID à l'aide de l'outil d'hiérarchisation Une Seule Santé de la CDC il s'agit de :

- la Rage
- l'Anthrax
- la Grippe Aviaire Hautement Pathogène
- la Fièvre à virus Ebola
- la Tuberculose à *Mycobacterium bovis*

En 2020, un deuxième exercice de priorisation a été mené par zone agroécologique en utilisant l'outil de priorisation THIRA (Threat and Hazard Identification and Risk Assessment). Au terme de cet exercice de priorisation le nombre de zoonoses prioritaires a été porté au nombre de 10 : la Rage, l'Anthrax, la Grippe Aviaire Hautement Pathogène, la Fièvre à virus Ebola, la Tuberculose à *Mycobacterium bovis*, la Salmonellose, la Variole du singe, la Fièvre de lassa, la Trypanosomiase, la Brucellose.

Tableau 1 : Zoonoses Prioritaires par Zones agroécologiques

N°	Zone Agro-écologique	Régions concernées	Zoonoses Prioritaires	Autres zoonoses critiques
1	Zone forestière bimodale	CE, SU et ES	Tuberculoses à M bovis	rage, variole singe, IAHP
2	Zone forestière monomodale	LT, SO	IAHP	fièvre de lassa, Ebola, Tuberculose à M bovis ;
3	Zone des hauts plateaux	OU, NO	IAHP	Anthrax, fièvre de lassa, Tuberculose à M bovis ;
4	Zone des hautes savanes	AD	Tuberculoses à M bovis	Fièvre de lassa ; Trypanosomiase ; variole de singe
5	Zone soudano-sahélienne	NO, EN	Rage	Anthrax, Tuberculose à M bovis, fièvre de lassa

II.1.1.2. Situation de quelques maladies zoonotiques au Cameroun

Certaines maladies zoonotiques prioritaires comme la rage, la brucellose, le Mpox et la tuberculose bovine sont répandues. Toutefois, le nombre limité de cas humains notifiés peut conduire à minimiser leur poids sur la santé publique. Sur le plan stratégique, il existe des plans de lutte contre ces maladies (rage, Mpox, brucellose, anthrax).

De 2010 à 2021, 187 cas confirmés de rage ont été enregistrés chez les animaux de compagnie et 131 cas chez les Hommes au Cameroun. Elle est sous surveillance à la fois dans les systèmes de surveillance de maladie en santé humaine et animale.

L'analyse situationnelle de la distribution des foyers de Mpox au Cameroun fait état de 11 foyers humains et 04 foyers animaux enregistrés de 1979 à 2022. Les foyers humains ont été notifiés dans plusieurs localités dans le pays. Des investigations multisectorielles et des campagnes de sensibilisation contre cette maladie ont été menées dans plusieurs régions du pays.

Outre le fardeau des maladies endémiques, le pays a également connu des épizooties de Grippe Aviaire Hautement Pathogène H5N1. En 2006, un foyer avait été enregistré dans un élevage de canard à Doualaré dans la ville de Maroua, région de l'Extrême-Nord. En 2016, 49 foyers de grippe aviaire ont été notifiés dans les élevages et marchés à volailles des régions du Centre (34), du Sud (9), de l'Ouest (5) et de l'Adamaoua (1) et en 2022, 14 foyers enregistrés dans les élevages dans la région de l'Ouest. Ces épizooties ont créé une psychose au sein de la population et ont engendré des pertes énormes estimées en milliards de francs CFA dans la filière avicole. Jusqu'à ce jour, la filière avicole est toujours en phase de réhabilitation. Chez les hommes, aucun cas de grippe aviaire hautement pathogène n'a été notifié.

II.1.2. Problématique de la RAM au Cameroun

Des études sur la RAM ont été menées en santé humaine, animale et environnementale. En santé humaine, des études réalisées au Cameroun entre 2010 et 2017 ont montré des profils de résistance de nombreuses bactéries, notamment les Entérobactéries et les Staphylocoques à plusieurs familles d'antibiotiques. Par exemple 25% des souches d'Entérobactéries isolées au cours d'une étude réalisée à l'Hôpital Général de Yaoundé en 2010, ont présenté une résistance aux quinolones et aux fluoroquinolones (Toukam M et al.2010).

L'émergence des germes résistants aux antibiotiques est également une réalité en médecine vétérinaire. En 2010, une étude menée sur 150 poulets dans différents marchés de Yaoundé a montré que ces derniers étaient pour la plupart infectés par les salmonelles. Les antibiogrammes réalisés sur les sérotypes isolés ont présenté des résistances de 84,5% à la Tétracycline, 44,7% à la streptomycine, 34% à l'acide nalidixique et environ 40% étaient résistants à plusieurs médicaments (Wouafo M et al., 2010). Ceci serait dû à l'utilisation excessive des antibiotiques en élevage (Guetiya et al. 2016). Aussi une étude menée à Douala en 2023 sur 60 échantillons de viande de bœuf (30 échantillons de muscle et 30 échantillons de foie) a révélé des taux élevés de résidus d'antibiotique (Oxytétracycline), sur 83,3 % d'échantillons a des teneurs largement supérieures aux limites maximale recommandées par le Codex Alimentarius (CX/MRL-2-2021). (Hassana et al 2023). Le secteur environnemental est également concerné par la problématique de la RAM ; en effet, des prélèvements dans des sources d'eau à New-Bell, à Douala ont montré la persistance de *Vibrio Cholerae* O1, et 92% des isolats étaient résistants à plusieurs médicaments (bêta-lactamines, tétracycline, cotrimoxazole) (Akoachere et al, 2013).

Dans le cadre des activités de la surveillance de la RAM au Cameroun, plusieurs données ont déjà été collectées par les laboratoires capacités pour la surveillance. Il s'agit notamment du LNSP, du LANAVET et du CPC.

En 2016, le Ministère de la Santé Publique a désigné au plan institutionnel le Laboratoire National de Sante Publique (LNSP) comme point focal de la lutte contre la RAM ; par la suite, une série d'activités a été réalisée notamment :

- la désignation des points focaux des sectoriels impliqués dans la lutte contre la RAM (MINSANTE, MINEPIA, MINADER, MINEPDED) en 2017 ;
- l'élaboration du plan d'action national de lutte contre la résistance aux antimicrobiens (RAM).

L'Evaluation Externe Conjointe (EEC) de 2017 a indiqué un score de 1/4 pour la capacité de lutte contre la Résistance aux Antimicrobiens (RAM).

La mise en œuvre des activités prévues dans le PAN-RAM en 2022 était très faible et estimait à 17%, due à un manque de financement et à la non formalisation du groupe de coordination multi-sectorielle et multidisciplinaire chargé de la supervision et de la coordination.

II.1.3. Problématique de la sécurité sanitaire des aliments au Cameroun

La sécurité sanitaire des aliments est une expression normalisée qui renvoie à la réglementation et au contrôle des filières agro-alimentaires ayant pour objet de veiller à l'hygiène et à l'innocuité des aliments « de la fourche à la fourchette ». Les aliments impropres à la consommation contenant

des bactéries, des virus, des parasites ou des substances chimiques nocives, résidus médicamenteux, provoquent plus de 200 maladies, allant de la diarrhée au cancer. On estime que 600 millions de personnes, soit près d'une personne sur 10 dans le monde, tombent malade chaque année après avoir consommé des aliments contaminés, que 420 000 en meurent (DALY) (OMS, 2020). Donc les aliments insalubres représentent un manque à gagner d'environ 110 milliards de dollars /an pour les pays à revenu faible et intermédiaire, du fait des pertes de productivité et des dépenses de santé qui en découlent (OMS, 2020).

En septembre 2020, une Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (EN-SAN) menée par le MINADER, le PAM, la FAO, le PNVRSA a révélé l'existence d'une insécurité alimentaire au Cameroun.

Le Cameroun dispose de normes nationales rendues d'application obligatoire sur les produits alimentaires (technologie alimentaire, environnement, protection de la santé, agriculture). Il participe au réseau international des autorités de sécurité sanitaire des aliments (INFOSAN) et au CODEX Alimentarius. Il y'a besoin d'améliorer la coordination entre les parties prenantes. De plus, le pays a besoin d'évaluer sa réponse aux événements liés à la sécurité alimentaire.

Au Cameroun les activités suivantes ont été menées :

- En 2008, création du Comité National du Codex Alimentarius et de la Sécurité Sanitaire des Aliments (CNCOSAC) par arrêté du Premier Ministre n°026/CAB/PM du 14 février 2008 ;
- De 2016 à 2020, renforcement des capacités analytiques des laboratoires nationaux de contrôle de la qualité des denrées alimentaires par le programme PIQAC ;
- En 2018, adoption de la loi N°2018/020 du 11 décembre 2018 portant loi-cadre sur la sécurité sanitaire des aliments.

Plusieurs contraintes sont à l'origine de la non implémentation des activités sur la SSA au Cameroun il s'agit de :

- L'insuffisance des ressources pour un travail efficace et performant du Comité national du Codex Alimentarius et de la sécurité sanitaire des aliments (CNCOSAC) ;
- L'absence des textes d'application de la loi cadre ;
- L'absence du plan prenant en compte le RSI dans la gestion des risques miniers et industriels ;
- L'absence du plan spécifique pour la riposte aux crises et urgence de sécurité sanitaire des aliments ;
- L'absence de la stratégie globale de gestion des études de danger et des plans d'urgences des entreprises et industries ;
- La non prise en compte de manière considérable des événements d'origines chimiques susceptibles de se produire dans les unités industrielles ;
- La non-disponibilité du plan global de suivi et gestion des événements chimiques industriels potentiels ;
- Des capacités insuffisantes du réseau INFOSAN en termes de communication sur les risques.

Afin de promouvoir la SSA au Cameroun, il faudrait :

- Faire le diagnostic profond sur le Système de SSA au Cameroun ;
- Porter une réflexion sur les axes d'amélioration du système actuel de la SSA au Cameroun ;
- Définir un système de sécurité sanitaire qui convient aux besoins du pays.

II.1.4. Problématique de la Santé environnementale au Cameroun

Selon l'OMS, la santé environnementale se rapporte à l'ensemble des mesures (préventives) à mettre en œuvre pour acquérir ou conserver la santé à la notion plus large d'interactions entre la santé et l'environnement, incluant les interactions positives (avantages) ou négatives (inconvenients).

Il s'agit de la branche de la santé publique concernée par tous les aspects de l'environnement naturel et bâti affectant la santé humaine, animale et les écosystèmes. Elle porte sur tous les aspects de la santé et de la qualité de vie des populations qui résultent de l'action de facteurs biologiques, chimiques et physiques de l'environnement, qu'ils soient d'origine naturelle ou anthropiques.

Au Cameroun, les objectifs globaux poursuivis par la stratégie Nationale de Développement (SND30) en lien avec le Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable (MINEPDED) sont de renforcer les mesures d'adaptation et d'atténuation des effets des changements climatiques et la gestion environnementale pour garantir une croissance économique et un développement social durable et inclusif. La stratégie du sous – secteur Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable (2013 -2017) se décline en quatre (04) axes stratégiques à savoir : (i) Intégration des principes de développement durable dans l'élaboration des politiques nationales, (ii) Lutte contre les effets néfastes des Changements Climatiques, (iii) Préservation des ressources naturelles, (iv) Gestion des pollutions et des nuisances.

L'analyse du cadre politique, stratégique et juridique relève une faible prise en compte des considérations de la sécurité sanitaire. Les principales lacunes enregistrées font références aux lois et règlements, au système de surveillance de la santé environnementale, aux normes et protocoles en ce qui concerne les zoonoses, les événements d'origines chimiques, la résistance aux antimicrobiens, la sécurité et sûreté biologique, les points d'entrées et les interventions d'urgence. Toutefois, des points d'ancrage avec le Règlement Sanitaire International peuvent être établis avec les axes de la stratégie du sous- secteur Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable.

II.2.1. Analyse FFOM de l'opérationnalisation de l'approche USS au Cameroun

Tableau 2 : Analyse FFOM

VOIE DE CHANGEMENT	FORCES	FAIBLESSES
Voie 1 : Politique, législation, plaidoyer et financement.	-Existence de la Stratégie Nationale Une Seule Santé du Cameroun depuis mars 2012 -Existence d'une institution pour la mise en œuvre de cette stratégie qui est la plateforme Une Seule Santé (PNPLZER) -Existence du Comité d'Orientation Stratégique de la PNPLZER logé dans les Services du Premier Ministre. -La réglementation prend en compte l'approche Une Seule Santé dans la désignation du point focal RSI (texte sur la désignation, l'organisation et le fonctionnement du point focal RSI au Cameroun). - Possibilité de mobilisation de fonds par le PNPLZER -Le Cameroun a ratifié la convention N 155 sur la sécurité et la santé des travailleurs et sa recommandation 164 sur la sécurité et la santé des travailleurs et le protocole de 2002 relatif à la convention sur la sécurité sur la sécurité et la santé au travail	-Faible contribution au financement du PNLPZER par les organismes sectoriels. -Insuffisance du financement national des activités Une Seule Santé par les secteurs

	OPPORTUNITES	MENACES
	-Soutien financier et technique des organisations internationales -Appui financier des organisations internationales -Existence des fonds verts de la COP 27 auxquels le Cameroun est éligible et des financements innovants disponibles à travers une étude réalisée par le PNUD et le Ministère de l'Economie, de la planification et de l'aménagement du territoire (MINEPAT)	-Changement des priorités des donateurs du fait de la crise russo ukrainienne ; -Défi sécuritaire dans les régions anglophones (Nord-Ouest et Sud-Ouest) -La recrudescence des attaques de la secte terroriste Boko et l'instabilité à la frontière avec la République centrafricaine Haram -Conflits d'intérêts dans divers secteurs -L'apparition de certaines épizooties telles que le Covid-19, le Mpox ; -Crise économique nationale ou internationale -Emergence et réémergence de zoonoses dans les pays frontaliers, risques liés à la porosité des frontières

Voie 2 : Développement organisationnel, mise en œuvre et intégration sectorielle.	-Existence d'une formation universitaire de niveau master sur les thèmes d'Une Seule Santé (Université de Dschang, Ngaoundéré, Buea et UCAC) et d'instituts de recherche, -Disponibilité d'un pool d'épidémiologistes formés par le CAFETP, Frontline ISAVET. -Existence de « success story » -Ateliers de formation et de renforcement des capacités des acteurs des sectoriels impliqués dans la plateforme -Cartographie des ressources humaines, documentation pour la plateforme USS -Existence d'un mécanisme de coordination/ collaboration multisectoriel/multidisciplinaire (PNPLZER : COS, CT, SP) - Existence de mécanismes de collaboration intersectorielle pour la réponse aux événements de santé publique -Tenue régulière des réunions de coordination avec les sectoriels. -Existence d'un décret du Président de la République sur l'exigence d'une collaboration multisectorielle au titre de la solidarité gouvernementale. -Analyse de cadrage des outils de renforcement des capacités USS réalisé avec l'appui de la GIZ/PPOH -Elaboration, production et dissémination du bulletin trimestriel et du magazine annuel «Une Seule Santé».	-La stratégie de communication CREC sur l'approche Une Seule Santé n'est pas encore financée et implémentée -Absence de plan de développement des ressources humaines Une Seule Santé -Absence de statut juridique clair pour les membres de l'équipe d'intervention - Absence de procédures conjointes pour la mise en œuvre des interventions «Une seule santé» - Implication insuffisante des CDT dans le cadre de l'approche USS ; - Implication insuffisante des acteurs du niveau local dans les activités USS ;
---	--	---

- Soutien financier et technique d'organisations internationales actives dans la plateforme Une Seule Santé (USAID, BA, IFCR, WHO, FAO, OIE, WOA, European Union, GIZ, AFROHUN, Africa CDC, DTRA...) -Analyse situationnelle de l'approche USS au niveau Communautaire afin d'identifier les besoins en formation et information USS pour un référentiel des compétences en cours supervisée par le PNPLZER	-Changement des priorités des donateurs du fait de la crise russo ukrainienne; -Défi sécuritaire dans les régions anglophones (Nord-Ouest et Sud-Ouest) -La recrudescence des attaques de la secte terroriste Boko et l'instabilité à la frontière avec la République centrafricaine Haram -Conflits d'intérêts dans divers secteurs -L'apparition de certaines épizooties telles que le Covid-19, le Mpox ; -Crise économique nationale ou internationale -Emergence et réémergence de zoonoses dans les pays frontaliers, risques liés à la porosité des frontières
--	---

Voie 3 : Données, preuves et connaissances	- Existence des systèmes de surveillance permanente pour les secteurs de santé humaine et animale -Disponibilité d'épidémiologistes de terrain -Existence d'un point focal national RSI -Existence d'un système d'alerte rapide sur les risques (DPC /MINAT) -Existence d'un Observatoire national des risques au MINAT qui travaille avec les structures spécialisées pour la collecte et la remontée des données sur les risques selon les zones agroécologiques - Existence d'une analyse de situation pour la mise en place d'un système de surveillance interopérable pour le partage des données/informations dans le cadre de l'approche «Une seule santé»	-Absence de procédures opérationnelles normalisées pour la mise en œuvre de la surveillance communautaire des maladies zoonotiques prioritaires dans le cadre d'une approche sanitaire unique ; -L'absence de systèmes de surveillance pour les secteurs de la faune sauvage et de l'environnement. -Absence d'une plateforme de partage des données et des informations de surveillance entre les parties prenantes dans le cadre de l'approche «Une seule santé» ; -Faible collaboration intersectorielle dans les activités de surveillance de la santé publique ; -Faible promptitude dans la remontée des données sur les risques au MINAT
---	--	---

-Existence des systèmes communautaires de collecte et d'analyse des données mis en place par diverses organisations (OBC, OSC) pour apprécier l'accès et la qualité des soins des personnes affectées en priorité par le VIH /Sida , la tuberculose et le paludisme , financés par le Fonds Mondial et l'USAID. Placés sous la coordination du groupe technique de la santé, ces systèmes comprennent : les différents champs et zones d'intervention, les démarches de collecte et d'analyse des données, le profil des enquêteurs et des enquêtés, les sites et fréquences de collecte, la validation et l'utilisation des informations recueillies, mais aussi la définition de la notion de Suivi Communautaire ou Community-Led Monitoring qui est une modalité de veille sanitaire destinée à corriger les éventuels déficits liés à la qualité et à l'accès aux soins des populations cibles.

-Changement des priorités des donateurs du fait de la crise russo ukrainienne;

-Défi sécuritaire dans les régions anglophones (Nord-Ouest et Sud-Ouest)

-La recrudescence des attaques de la secte terroriste Boko et l'instabilité à la frontière avec la République centrafricaine Haram

-Conflits d'intérêts dans divers secteurs

-L'apparition de certaines épizooties telles que le Covid-19, le Monkeypox ;

-Crise économique nationale ou internationale

-Emergence et réémergence de zoonoses dans les pays frontaliers, risques liés à la porosité des frontières

Voie 4 : Renforcer les capacités de l'initiative «Une Seule Santé» pour consolider les systèmes de santé	-Décentralisation de l'offre de soins avec une forte implication des collectivités territoriales décentralisées (Mairie) -Existence d'un groupe technique national sur la santé communautaire ISDC (Intervention sous Directives Communautaires) -Existence d'une Stratégie Sectorielle de Santé (2017-2027) -Existence d'une stratégie de financement de la santé pour coordonner le financement du système de santé -Existence d'un plan de contingence pour les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest en proie aux violences des groupes sécessionnistes et terroristes du Nord, et la région de l'Extrême-Nord. -Existence des centres de coordination des urgences de santé publique (CCOUSP) et de santé animale (CCOUSA) -Existence d'une politique nationale de santé Communautaire -Plan d'Action National, Plan opérationnel et groupe technique de santé communautaire, lignes directrices et la stratégie nationale de suivi communautaire, élaboré dans une démarche multisectorielle et financé par le Fonds Mondial , CDC -USAID et l'UNICEF	Le système de santé camerounais présente plusieurs faiblesses, notamment -Un accès limité aux soins de santé : L'accès à des soins de santé de qualité reste limité pour la majorité de la population camerounaise, en particulier dans les zones rurales. -L'insuffisance de ressources humaines qualifiées : Le système de santé camerounais a besoin davantage de personnel médical qualifié dans les secteurs humain, animal et environnemental. -Des équipements et des infrastructures inadéquats : Les hôpitaux et les centres de santé sont souvent sous-équipés et mal entretenus, ce qui limite leur capacité à fournir des soins de qualité. -Faible allocation des budgets de l'Etat pour la santé : Le Cameroun consacre une part relativement faible de son budget à la santé, ce qui limite la capacité du système de santé à fournir des soins de qualité pour tous. -Manque de coordination entre les différents acteurs du système de santé : Il existe un manque de coordination entre les différents acteurs du système de santé, ce qui limite l'efficacité et l'efficience du système dans son ensemble. -Faible couverture vaccinale des MAPE (Maladies Endémiques Potentielles) -Faible couverture des districts sanitaires en formations sanitaires et en agents de santé communautaire -Difficultés d'approvisionnement des formations sanitaires en consommables et réactifs de laboratoire
---	--	--

- Existence d'un programme de transformation du système de santé financé par un fonds commun (OMS, Banque mondiale, alliance Gavi, Banque africaine de développement, KFW, AFD, BID).
- Engagement politique fort en faveur de la mise en œuvre de l'approche «Une seule santé» pour faire face aux urgences en matière de santé publique, conformément au plan d'action commun.
- L'existence d'une plateforme nationale «Une seule santé» fonctionnelle
- Soutien financier et technique des organisations internationales à la plateforme «Une seule santé».
- SOP sur la surveillance à base communautaires prenant tous les secteurs

- Changement des priorités des donateurs du fait de la crise russo ukrainienne;
- Défi sécuritaire dans les régions anglophones (Nord-Ouest et Sud-Ouest)
- La recrudescence des attaques de la secte terroriste Boko et l'instabilité à la frontière avec la République centrafricaine Haram
- Conflits d'intérêts dans divers secteurs
- L'apparition de certaines épizooties telles que le Covid-19, le Mpox ;
- Crise économique nationale ou internationale
- Emergence et réémergence de zoonoses dans les pays frontaliers, risques liés à la porosité des frontières

Voie 5 : Réduction des risques liés aux épidémies et pandémies zoonotiques émergentes et réémergentes	- La loi n° 006 du 16 avril 2001 relative à la nomenclature et au règlement zoosanitaire des maladies du bétail légalement contagieuses et à déclaration obligatoire, stipule dans son article 5 : (3) Ils sont également tenus d'informer dans les meilleurs délais les services techniques territorialement compétents du Ministère de la Santé Publique dans tous les cas de maladies contagieuses communes à l'homme et aux animaux domestiques. - Enquêtes et gestion multisectorielle des foyers de maladies zoonotiques -Existence de procédures opérationnelles standard multisectorielles pour l'investigation et la gestion des foyers de maladies zoonotiques - - Existence d'un guide technique pour la surveillance intégrée de la maladie et la riposte (SIMR) -Priorisation de 10 zoonoses -Existence du Programme National de Prévention et de Lutte contre les Zoonoses Emergentes et Réémergentes (PNPLZER) -Plan de résurgence covid19, septembre 2021 ; -Le plan multirisque du Ministère de la santé publique ; - Etude de base en vue d'établir un système de suivi de la chaîne de valeur de la viande de brousse ; -POS de l'inspection sanitaire vétérinaire pour la viande de brousse ; -Existence d'un POS sur la gestion des déchets en situation d'urgence de santé publique -Plan d'urgence contre le choléra, novembre 2021 -Plan d'élimination de la rougeole, -Plan d'élimination de la fièvre jaune, -Plan d'élimination de la méningite, 2022 -Plan d'élimination de la variole du singe, 2022 -Existence d'un plan national de contingence ; -Les plans d'organisation des secours (ORSEC) au niveau département place sous le leadership de la direction de la protection civile du MINAT	-Faible financement de la recherche sur les zoonoses -Les dix zoonoses prioritaires ne figurent pas toutes parmi les maladies prioritaires à surveiller par le MIN-SANTE. -Diffusion insuffisante des POS multi-sectorielles -Insuffisance des ressources financières pour la prévention des zoonoses -Complexité du processus d'indemnisation qui encourage les éleveurs à ne pas déclarer les maladies animales. -Communication insuffisante sur les risques zoonotiques ; -
---	--	--

-Disponibilité des partenaires techniques et financiers pour soutenir la mise en œuvre de la couverture sanitaire universelle (CSU) -Volonté de prendre en compte les recommandations du JPA dans l'élaboration du Plan d'Action National Une Seule Santé	-Changement des priorités des donateurs du fait de la crise russo ukrainienne; Défi sécuritaire dans les régions anglophones (Nord-Ouest et Sud-Ouest) -La recrudescence des attaques de la secte terroriste Boko et l'instabilité à la frontière avec la République centrafricaine Haram -Conflits d'intérêts dans divers secteurs -L'apparition de certaines épizooties telles que le Covid-19, le Mpox ; -Crise économique nationale ou internationale - Emergence et réémergence de zoonoses dans les pays frontaliers, risques liés à la porosité des frontières -Absence d'une Feuille de route de l'approche «Une Seule Santé» du PNPLZER à tous les niveaux (central et déconcentré) et de points focaux OH au niveau régional.
---	---

Voie 6 : Contrôler et éliminer les zoonoses, les maladies tropicales négligées et les maladies à vecteurs	-Existence d'un plan directeur pour l'élimination des maladies tropicales négligées (MTN) 2020-2024 -Disponibilité de ressources humaines qualifiées dans le domaine de la santé ; -Existence d'analyse conjointe des risques (Fièvres hémorragique, Ebola fièvre de Lassa ; COVID 19, MPOX ; Brucellosis Tuberculose) -Existence de plusieurs plans de contrôle et d'élimination des zoonoses (MPOX, Anthrax, rage, grippe aviaire) -Plan de lutte contre les fièvres hémorragiques d'origine virale.	-Absence de SOPs pour le traitement au niveau des FOSA ; CSI -Faible engagement des communautés dans la lutte contre les MTN -Grande indigence et stigmatisation accrue des patients atteints d'AVC et autres formes de handicap au sein des communautés et parmi les agents de santé -Absence de dispositifs de protection sociale pour les travailleurs communautaires qui contribue à démotiver les ASC
---	--	---

	-Appui financier et technique d'organisations internationales (OMS, UNICEF, Hellen Keller, etc.).	-Changement des priorités des donateurs du fait de la crise russo ukrainienne; Défi sécuritaire dans les régions anglophones (Nord-Ouest et Sud-Ouest) -La recrudescence des attaques de la secte terroriste Boko et l'instabilité à la frontière avec la République centrafricaine Haram -Conflits d'intérêts dans divers secteurs -L'apparition de certaines épizooties telles que le Covid-19, le Mpox ; -Crise économique nationale ou internationale Emergence et réémergence de zoonoses dans les pays frontaliers, risques liés à la porosité des frontières
--	---	--

Voie 7 : Renforcer l'évaluation, la gestion et la communication des risques en matière de sécurité Sanitaire des Aliments (SSA)	-Existence d'une loi sur la sécurité sanitaire -Existence d'un plan d'action national de sécurité sanitaire -Existence du comité Codex Alimentarius -Existence d'un guide marché santé -Une initiative challenge qualité pour améliorer l'hygiène et l'assainissement au sein des marchés à travers la mise en compétition des acteurs -Existence initiative portée par le ROOHCAM sur la protection des eaux et des sols contre les produits chimiques et toxiques (formation, sensibilisation et plaidoyers auprès des acteurs) avec l'appui technique et financier du Bureau Européen de l'Environnement	- Il en ressort que dans le cadre légal, réglementaire et normatif, depuis la promulgation de la loi cadre sur la SSA, aucun texte ne précise la délimitation des champs de compétence ministériels -S'agissant de la surveillance sanitaire qui intègre aussi bien la veille sanitaire, l'évaluation des risques, le système de traçabilité et le système d'alerte rapide, elle présente encore des insuffisances -Dans le domaine du contrôle de la qualité des aliments, très peu de laboratoires travaillant dans le domaine alimentaire ont une accréditation. En plus, le processus d'agrément des laboratoires alimentaires ne s'appuie pas sur des exigences de performance définies dans les normes reconnues au niveau international -Des ressources insuffisantes pour permettre au Comité national du Codex Alimentarius et de la sécurité alimentaire (CNCOSAC) de travailler de manière efficace et efficiente ; -Absence d'une stratégie de communication sur les CREC dédiée à la SSA et ciblant toutes parties prenantes par chaînes de valeurs ; - Absence de plans multisectoriels de détection et de riposte aux événements liés à la sécurité sanitaire des aliments ; -La non disponibilité du plan global de suivi et gestion des événements chimiques industriels potentiels ;
--	--	--

-La signature de l'Accord de Partenariat Economique (APE), -Depuis 2018, adoption de la loi N°2018/020 du 11 décembre 2018 portant loi-cadre sur la sécurité sanitaire des aliments ; -Les perspectives de la mise en place d'un marché commun dans la sous-région Afrique Centrale, -Existence du partenariat sur L'AGOA, -La perspective de conquérir le marché de la CEEAC, -Existence d'une coordination régionale de SSA au niveau de la FAO. -Disponibilité des appuis financier et technique des organisations internationales notamment de l'OMS, FAO, USAID, etc... -Existence sur le plan international du Codex Alimentarius, et du Réseau International des autorités de sécurité sanitaires des aliments (INFOSAN)	-Emergence des maladies d'origine alimentaire, -Augmentation du taux de mortalité des maladies d'origine alimentaire liées à l'utilisation du formol et autres produits chimiques dans la conservation des denrées alimentaires, -Entrée massive du marché national par des denrées alimentaires étrangères et parfois de salubrité douteuse, -Développement de la méfiance des partenaires commerciaux du Cameroun, vis-à-vis des produits alimentaires d'origine camerounaise, Qui conduit à la perte de nos parts sur les marchés alimentaires, -Le découragement des acteurs qui s'efforcent à améliorer la qualité de leur production du fait : de la fréquence élevée de contrôles parfois constatée et l'absence souvent observé des sanctions envers les contrevenants. -Le non-respect de nos engagements auprès de l'OMC nous rend très vulnérable par rapport aux différends commerciaux avec les pays Membres, L'insécurité dans la partie septentrionale met les populations camerounaises en situation d'insécurité alimentaire. -Changement des priorités des donateurs du fait de la crise russo ukrainienne; Défi sécuritaire dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du pays -La recrudescence des attaques de la secte terroriste Boko Haram et l'instabilité à la frontière avec la République centrafricaine
--	---

		-L'absence de la stratégie globale de gestion des études de danger et des plans d'urgences des entreprises et industries ; -Faible engagement du secteur privé dans les activités Une Seule Santé, notamment la sécurité sanitaire des aliments ; -Absence de POS de collaboration et de partage d'information entre les parties prenantes impliquées dans la sécurité sanitaire des aliments -Faible communication interne entre les six (06) ministères en charge de la SSA -L'absence d'un système national de contrôle alimentaire rendant les actions diffuses et non perceptibles nécessairement par le consommateur -l'absence d'une stratégie nationale de contrôle des aliments -l'absence de législation unique et de réglementation alimentaire nationales -Le plan national multirisque ne prend pas en compte le RSI dans la gestion des risques miniers et industriels ; -le manque de laboratoires agréés pour assurer la surveillance des aliments et fournir des données épidémiologiques -le manque de stratégie globale d'information des consommateurs , d'éducation, de communication et de formation des opérateurs - La gestion des actions relatives à la SSA est morcelée entre divers ministères, chacun étant responsable d'une part réduite, ce qui complique considérablement la mise en œuvre de ces actions.
--	--	---

		-L'apparition de certaines épizooties telles que la Covid-19, le Mpox ; -Crise économique nationale ou internationale Emergence et réémergence de zoonoses dans les pays frontaliers, risques liés à la porosité des frontières
--	--	--

		-le manque d'une stratégie globale d'évaluation des risques -le nombre excessif de procédures d'inspection à faire subir aux opérateurs ce qui crée un manque de crédibilité -le nombre excessif d'agents d'inspection en fonction dans les administrations ; -les conflits des compétences avec les autres administrations en charge de contrôles des denrées alimentaires; -Le chevauchement observé dans les différentes législations des administrations en charge des contrôles des denrées alimentaires; -Absence de mécanismes de contrôle citoyen de l'action publique (CCAP), inscrite dans la loi dans le cadre du suivi des politiques publiques incluant les consommateurs et les CDT;
Voie 8 : Réduire l'infection la pandémie silencieuse de la résistance aux antimicrobien (RAM) (à vérifier)	Existence d'un Comité Multisectoriel de Coordination de la Résistance aux Antimicrobiens (CMC-RAM) bien qu'il ne soit pas encore formalisé ; -Existence d'un système national de surveillance de la RAM à travers des sites sentinelles ; -Profil CAP (Connaissances, Attitudes et Pratiques) sur la RAM est disponible au Cameroun; -L'élaboration d'un Plan d'Action National de Lutte contre la RAM pour 2018-2020 en cours de révision (PAN-RAM 2024-2028) -L'élaboration d'un Plan National de Gestion des Antimicrobiens (NAMP) pour la santé humaine, animale et végétale (PAN-GAM); -Existence des initiatives locales de sensibilisation sur la RAM portées par le ROOHCAM en partenariat avec le Bureau Européen de l'Environnement (BEE);	- Absence d'un Mécanisme de Collaboration Multisectorielle sur la RAM formalisé ; -Faible prise de conscience des enjeux et défis liés à la RAM chez les différentes parties prenantes de la plateforme <i>Une Seule Santé</i>; -L'industrie pharmaceutique locales ne participent pas aux activités de surveillance de la RAM, -Le draft du plan de communication RAM n'est pas validé -Absence de cadre légal qui encadre le fonctionnement du groupe technique de travail sur la RAM et du Comité Multisectoriel de Coordination de la Résistance aux Antimicrobiens (CMC-RAM) -Faible engagement de certains sectoriels clés de l'approche Une Seule Santé dans la mise en oeuvre des activités liées à la surveillance de la RAM

	- Inscription du Cameroun au Global Antimicrobial Surveillance System (GLASS); -Disponibilité d'une assistance technique et financière de quadripartite (OMS/FAO/OMS/PNU) et de nombreuses institutions multilatérales (IDDS, USAID, etc) -Eligibilité du Cameroun au Financement MPTF dans le cadre de la quadripartite à travers le Projet Multi-Partners Trust Fund (MPTF) : Lutter contre la résistance aux antimicrobiens (RAM) au Cameroun selon une approche « Une Seule Santé »; -Existence d'un plan d'action global de lutte contre la RAM de la quadripartite (OMSA, OMS, FAO, PNUD); -Evaluation des capacités opérationnelles des Laboratoires nationaux	-Changement des priorités des donateurs du fait de la crise russo ukrainienne; - Défi sécuritaire dans les régions anglophones (Nord-Ouest et Sud-Ouest) -La recrudescence des attaques de la secte terroriste Boko et l'instabilité à la frontière avec la République centrafricaine Haram -Conflits d'intérêts dans divers secteurs -L'apparition de certaines épizooties telles que le Covid-19, le Mpox ; -Crise économique nationale ou internationale - Emergence et réémergence de zoonoses dans les pays frontaliers, risques liés à la porosité des frontières

	-Existence d'un laboratoire national pour le contrôle qualité des médicaments (LANACOME); -Existence d'une unité contrôle qualité des médicaments au laboratoire national vétérinaire (LANAVET) -Existence d'un laboratoire national d'analyse et de diagnostic des intrants et produits agricoles (LNAD) -Existence d'une liste de médicaments de santé humaine bénéficiant d'une autorisation préalable de mise sur le marché -Existence d'une liste de médicaments de santé animale bénéficiant d'une autorisation préalable de mise sur le marché -Existence d'une commission nationale d'homologation et de certification des pesticides et autres consommables -Existence d'une liste de produits phytosanitaires homologuée -Existence d'une liste de médicaments vétérinaires bénéficiant d'une autorisation de mise sur le marché -Existence d'une liste nationale de médicaments essentiels -Existence d'un groupe technique multisectoriel dédié à la RAM, -Existence de comité d'homologation des médicaments (MINEPIA/DSV;MINSANTE/DPML, MINADER/DRCQ); -Evaluation de systèmes de surveillance de la RAM et évaluation des laboratoires à travers l'outil ATLAS (CPC, LANAVET) -Evaluation du plan RAM avec l'outils avec le PMP pour l'actualisation du plan -Existence d'un document cadre sur la surveillance intégrée de la RAM;	
--	---	--

--	--	--

Voie 9 : Intégrer l'environnement dans l'approche Une Seule Santé	-Existence d'une loi sur la biotechnologie moderne (biosécurité) -Les compétences transférées du MINEPDED aux CTD dans le cadre de l'hygiène et assainissement et de la restauration de la biodiversité et de sols; -Existence d'une loi nationale sur la biosécurité -Existence d'un comité national multisectoriel de biosécurité -Existence d'un projet national de biosécurité (biosécurité) -Existence d'un code de conduite sur la biosécurité et la biosûreté -Existence d'un guide national de biosécurité et de biosûreté. -Existence de textes réglementaires sur la gestion des déchets -Existence des guides nationaux régissant le transport maritime des liquides dangereux	-Absence de réglementation harmonisée en matière de biosécurité -manque de ressources nationales pour la biosécurité. - Absence d'un système intégré et complet de gestion de la biosécurité et de la bio-sûreté des agents pathogènes dans les laboratoires et d'un programme de formation dans ce domaine.
	- Existence de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification -Existence du Comité interrégional de lutte contre la sécheresse dans le Nord (CILSN) -La mise en œuvre de l'opération «sahel vert» visant à lutter contre la désertification au Cameroun par le reboisement - La mise en œuvre du Projet de Gestion du Bassin de la Bénoué (dont l'objectif est de développer et d'assurer la conservation et l'utilisation durable des eaux et des sols du bassin de la Bénoué, afin de limiter l'ensablement du fleuve et d'améliorer les conditions de navigation et le développement harmonieux des activités de pêche). -Existence de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, qui a débouché sur l'Accord de Paris et son texte d'application. -La contribution de l'État déterminé au niveau national où le Cameroun s'engage à réduire de 35 % ses émissions de gaz à effet de serre et qui précise les axes de la lutte contre le changement climatique) -Existence de l'Observatoire National du Changement Climatique (ONACC) -Existence depuis juin 2018 d'une stratégie nationale de réduction des émissions (dues à la déforestation et à la dégradation des forêts), de gestion durable des forêts, de conservation des forêts et d'augmentation des stocks de carbone.	-Diminution progressive des ressources financières allouées aux activités précédemment programmées des projets «Sahel Vert» et «Aménagement du Bassin versant de la Bénoué». -Prise de conscience insuffisante de la pression des populations sur le couvert végétal -Plan d'Action National de Lutte contre la Désertification (PAN/LCD) non actualisé et ne prenant pas en compte l'approche Une Seule Santé -Faible opérationnalisation de l'ONACC - Faible implication de la composante environnementale dans la mise en oeuvre de l'approche Une Seule Santé, selon des différentes évaluations OH au niveau pays (Une Seule Santé Profiling Workshop, JEE, PANSS...)

	-Disponibilité des fonds verts et autres financements innovants de la COP 27 -Existence d'une cartographie des financements innovants et des fonds verts -Soutien financier et technique des organisations internationales -la révision de la loi cadre sur environnement afin d'y intégrer les aspects Une Seule Santé et le RSI 2005 est en cours	-Changement des priorités des donateurs du fait de la crise russo ukrainienne; - Défi sécuritaire dans les régions anglophones (Nord-Ouest et Sud-Ouest) -La recrudescence des attaques de la secte terroriste Boko et l'instabilité à la frontière avec la République centrafricaine Haram -Conflits d'intérêts dans divers secteurs -L'apparition de certaines épizooties telles que le Covid-19, le Mpox ; -Crise économique nationale ou internationale - Emergence et réémergence de zoonoses dans les pays frontaliers, risques liés à la porosité des frontières
	-La CCNUCC, que le pays a ratifiée, bénéficie du Fonds pour l'environnement mondial pour son fonctionnement.	

	-Existence depuis juin 2025 d'un plan national d'adaptation au changement climatique du Cameroun -Existence de bulletins météorologiques hebdomadaires par le MINEPDED -Existence de conventions et de textes juridiques sur la pollution et la gestion des déchets (Convention de Rotterdam, Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (POP), Convention de Bâle sur les mouvements transfrontières de déchets dangereux et leur élimination, Convention de Bamako sur l'interdiction d'importer des déchets dangereux en Afrique, Convention de MINAMATA sur le mercure, Protocole de Montréal sur la réduction de la couche d'ozone). -Existence de la loi n°96/12 du 05 août 1996 portant loi-cadre sur la gestion de l'environnement et certains de ses textes d'application, décret n° 2014/2379/PM du 20/08/2014 fixant les modalités de coordination des établissements classés dangereux, insalubres ou incommodes, arrêté conjoint N° 004/MINEPDED/MINCOMMERCE du 24 octobre 2012 portant réglementation de la fabrication, de l'importation et de la commercialisation des emballages non biodégradables etc...). -Existence de textes sur les évaluations environnementales et sociales	-L'insuffisance des normes environnementales applicables au niveau national, notamment les normes techniques (valeurs limites/seuils de rejet dans les différents milieux récepteurs), les normes de qualité environnementale, les normes d'analyse et d'essai, les normes fondamentales (normes d'étiquetage, de métrologie, de symboles, de terminologie) et les directives favorisent la production de pollution par les agents économiques. -Insuffisance des structures agréées de gestion des déchets -Insuffisance des moyens financiers -Faible sensibilisation de la population à la gestion des déchets -Frontières poreuses qui facilitent l'entrée illégale d'emballages plastiques non conformes -Non prise en compte de la gestion des déchets par certains secteurs -Faible application des textes réglementaires sur la gestion des déchets - Inexistence d'un plan de gestion de la pollution et des déchets basé sur une approche «Une Seule Santé».
--	--	---

--	--	--

II.2.2. Résumé de l'évaluation des capacités organisationnelles et des performances de la plateforme Une Seule Santé

Les capacités et les performances organisationnelles de la plateforme « Une Seule Santé » ont été évaluées à l'aide de l'outil Une Seule Santé App. Les figures ci-dessous illustrent le niveau de chaque composante lors de la dernière évaluation réalisée en 2021.

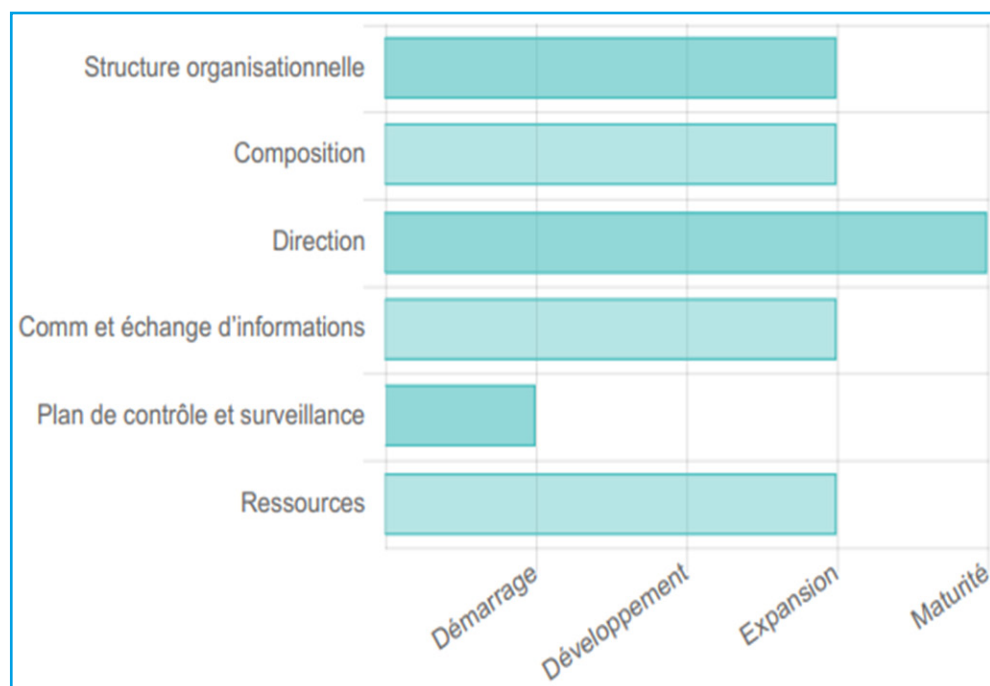


Figure 3 : Capacité organisationnelle de la plateforme Une Seule Santé du Cameroun

Ce graphique présente les résultats de l'évaluation des capacités organisationnelles de la plateforme Une Seule Santé du Cameroun sur six domaines suivant le modèle de maturité pour les mécanismes de coordination multisectoriel. Les résultats sont affichés sous forme de valeurs moyennes pour chacun des six domaines. Il ressort de ces résultats que les capacités organisationnelles de la plateforme USS des six domaines se situent en moyenne au niveau de l'expansion. Cela signifie que la plateforme Une Seule Santé dispose des capacités organisationnelles lui permettant de fonctionner de manière optimale. Seul le plan de contrôle et surveillance à un degré de maturité qui se trouve en phase de démarrage cela pourrait être dû à l'absence d'une interopérabilité des systèmes de notification des données dans les différents sectoriels.

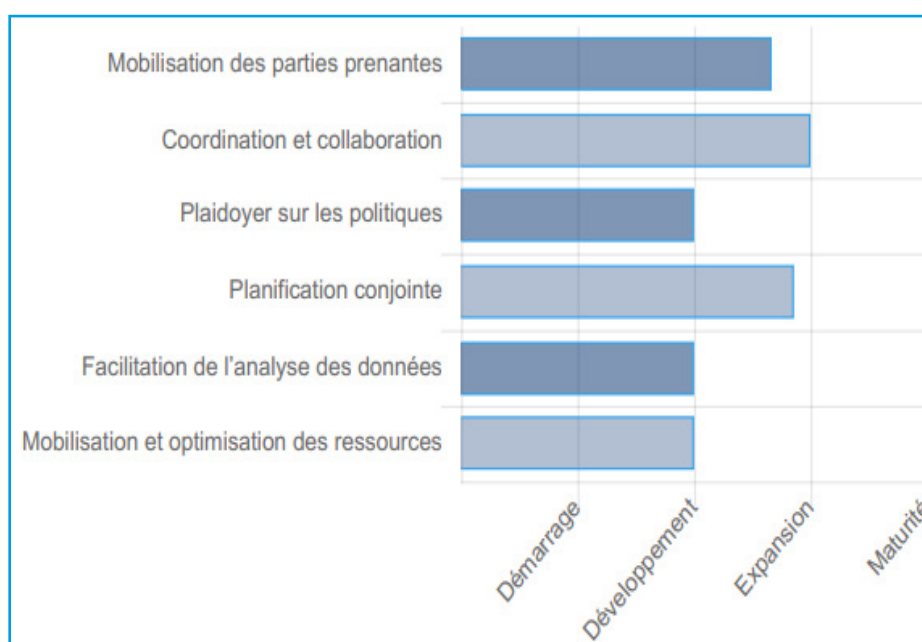


Figure 4 : Performance organisationnelle de la plateforme Une Seule Santé du Cameroun

Ce graphique présente les résultats de l'évaluation des performances organisationnelles de la plateforme Une Seule Santé du Cameroun, sur six domaines suivant le modèle de maturité pour les mécanismes de coordination multisectorielle. Il en ressort que les performances liées au plaidoyer sur les politiques, sur la facilitation de l'analyse des données et sur la mobilisation des ressources sont au stade de développement. Même si des mesures pour les mécanismes de coordination multisectorielle sur ces domaines ont commencé à être prises, elles n'ont pas encore démontrées leur capacité ou leur aptitude à agir..

Les domaines portant sur des parties prenantes, sur la coordination, la collaboration et la planification conjointe sont au stade d'expansion comme pour signifier que les mécanismes de coordination multisectorielle ont pris des mesures et a démontré ses performances dans ces domaines au sein de la plateforme.

CHAPITRE III. CADRE STRATÉGIQUE UNE SEULE SANTE

III.1. Ancrage et hiérarchie de planification

La présente stratégie *Une Seule Santé* trouve son ancrage dans certaines recommandations internationales et documents stratégiques et normatifs nationaux.

III.1.1. Recommandations internationales

Le développement durable est un ensemble de décisions qui améliore les conditions de vie du présent sans mettre en danger les ressources pour les générations futures. Il s'agit de grandir ensemble, en encourageant la solidarité et le respect de l'environnement. Les ODD concernés par notre plan sont les suivants : ODD 3-Accès à la santé ; ODD 6-Accès à l'eau salubre et l'assainissement ; ODD 13-Lutte contre le changement climatique ; ODD 14-Protection de la faune et de la flore aquatiques et ODD 15-Protection de la faune et de la flore terrestres.

Aussi, les conclusions des rapports de l'évaluation des Performances des Services Vétérinaires (PVS) de 2006, puis la mission d'analyse et d'évaluation des écarts PVS en 2011, ont fait état d'un manque de collaboration intersectorielle. La mise en commun des connaissances, des idées et des capacités techniques en matière de santé humaine, animale, végétale et environnementale peut générer de fortes synergies, pour des solutions plus solides, plus efficaces et plus rentables aux problèmes de santé complexes auxquels le monde est confronté aujourd'hui.

Par ailleurs suite à la souscription du Cameroun au RSI 2005, le pays a mené une évaluation conjointe des capacités nationales à la mise en œuvre de cet instrument, en 2017. De cette évaluation, plusieurs recommandations ont été formulées sur le renforcement et la mise en œuvre des actions multisectorielles selon l'approche Une Seule Santé.

En outre le présent plan Une Seule Santé tire son ancrage de plusieurs documents nationaux de politique, de stratégie et de planification en termes de santé.

III.1.2. Documents de planification stratégique du Cameroun

Les stratégies nationales de développement s'articulent autour de la Vision de développement du pays à l'horizon 2035 intitulée : **«Le Cameroun : un pays émergent, démocratique et uni dans sa diversité»**, définie en 2009. Les quatre principaux objectifs poursuivis sont les suivants : réduire la pauvreté à un niveau socialement acceptable ; devenir un pays à revenu intermédiaire ; atteindre le stade de Nouveau Pays Industrialisé ; renforcer l'unité nationale et consolider le processus démocratique. La Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30) adoptée en 2020 quant à elle, fixe le cap de l'émergence du Cameroun. Elle est fondée sur les quatre piliers suivants : la transformation structurelle de l'économie nationale ; le développement du capital humain ; la promotion de l'emploi et de l'insertion des jeunes dans le circuit économique ; la gouvernance, la décentralisation et la gestion stratégique de l'Etat. Les questions liées au financement durable sont importantes au vue des nouveaux instruments de financements. En effet le Financement Durable (Environnement, Santé et la Gouvernance) est étroitement lié à la santé Humaine, animale et Végétale. Il repose sur une approche détaillée et spécifique qui tient compte de certains instruments financiers par Secteurs (Instruments

financiers Bleu, Vert, Social et Durable).

La Stratégie sectorielle de la santé 2016-2027 quant à elle réaffirme la volonté du Gouvernement à améliorer la santé des populations à travers notamment le renforcement du partenariat dans le secteur santé.

S'agissant de la Stratégie de Développement du Secteur rural/ Plan National d'Investissement Agricole SDSR/PNIA (2020 – 2030) et de la Stratégie du sous-secteur environnement, protection de la nature et du développement durable, elles appartiennent au secteur rural qui intègre ceux de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche, des forêts et de la faune et dont les fonctions primaires sont : sauvegarder l'environnement naturel, protéger les sols, les eaux et la biodiversité, livrer les services environnementaux, concourir à l'adaptation et l'atténuation du changement climatique. Ces domaines entendent également participer à l'amélioration de la couverture sanitaire des cheptels, développer la santé publique vétérinaire à travers la protection des consommateurs et la lutte contre les zoonoses.

La politique gouvernementale en matière forestière a été adoptée en 1993 pour pérenniser et développer les fonctions économiques, écologiques et sociales des forêts du Cameroun, dans le cadre d'une gestion intégrée qui assure, de façon soutenue et durable, la conservation et l'utilisation des ressources et des écosystèmes forestiers.

En ce qui concerne la politique gouvernementale en matière de protection civile, elle est implémentée par le Ministère de l'Administration Territoriale (MINAT) à travers le programme ministériel intitulé : 'Développement du dispositif national de protection civile' dont l'objectif est de renforcer les résiliences des populations face aux risques de catastrophes et à leurs effets. C'est dans ce cadre qu'a été élaboré en 2011 le Plan National de Contingence (PNC) qui constitue un cadre général destiné à orienter l'action des partenaires institutionnels, des organismes et autres intervenants de la protection civile. Il décrit les réponses en synergie et coordonnées aux situations de crise que peuvent générer les risques.

Par ailleurs, le Cameroun s'est doté en 2003 d'un Observatoire National des Risques (ONR), logé à la Direction de la Protection Civile (DPC). Cet organe constitue un outil de gestion prévisionnelle des risques et a pour but de développer un système d'information et de communication commun fondé sur une base de données accessible à tous les intervenants qui doivent assurer la veille permanente et rendre compte afin d'éviter les duplications et les pertes d'énergie.

De façon plus concrète, le Plan d'Action National Une Seule Santé permettra de renforcer la collaboration, la coordination et la communication multisectorielle et intersectorielle lors des menaces relevant des domaines de l'approche Une Seule Santé. Il permettra de répondre efficacement aux risques sanitaires qui s'accroissent avec la mondialisation, le réchauffement climatique et les modifications de comportements humains.

III.2. La mission

Établir et renforcer la coordination, la collaboration et la communication multisectorielle et intersectorielle pour prévenir et contrôler efficacement les menaces relevant des domaines de l'approche *Une Seule Santé* au niveau national, régional et local.

III.3. La vision

Une nation Camerounaise épanouie, bénéficiant d'une santé optimale pour les Hommes, les animaux, les végétaux et l'environnement, grâce aux efforts collaboratifs des différentes parties prenantes au niveau national, régional et local à l'horizon 2035.

III.4. Le but

Améliorer la gouvernance et les capacités du pays à assurer le bien-être des populations à travers le développement des systèmes de la santé humaine, animale, **végétale et environnementale robustes et pérenne** pour la prévention, la préparation et la réponse aux événements de santé publique selon l'approche *Une Seule Santé*.

III.5. Les valeurs

➤ Coordination :	Rassembler tous les acteurs pour un travail harmonieux et efficace
➤ Collaboration :	Amener les acteurs à travailler ensemble pour atteindre les objectifs fixés et trouver des solutions consensuelles et durables
➤ Communication :	Mettre en place des canaux d'échanges d'informations accessible à tous
➤ Intégrité :	Promouvoir l'éthique et la déontologie professionnelle auprès des acteurs
➤ Transparence :	Promouvoir une gestion et des procédures accessibles à tous les acteurs
➤ Pérennisation :	Assurer la disponibilité continue des ressources, des capacités et des processus pour l'approche « Une Seule Santé »
➤ Innovation :	Adopter des approches nouvelles et améliorées dans la mise en œuvre des activités

III.6. Objectifs

III.6.1. Objectif général

Assurer la mise en œuvre de l'approche *Une Seule Santé* pour le renforcement des systèmes de santé humains, animaux, végétaux et de l'environnementaux à tous les niveaux afin de réduire la charge des menaces relevant du domaine de l'approche *Une Seule Santé* (Zoonoses, RAM, SSA, ...) d'ici 2027.

III.6.2. Objectifs stratégiques

- Renforcer l'institutionnalisation de l'approche *Une Seule Santé* et améliorer la coordination et la collaboration multisectorielle
- Renforcer les capacités des parties prenantes sur les principes et domaines de l'approche *Une Seule Santé*
- Soutenir le développement de la recherche sur les maladies et menaces émergentes et ré-émergentes
- Renforcer les systèmes de surveillance, d'investigation et de réponse de l'Environnement, de la santé végétale, de la santé Animale et de la Santé humaine
- Promouvoir la communication et la sensibilisation sur le concept *Une Seule Santé* et ses domaines d'action

III.7. Axes Stratégiques

III.7.1. Axe stratégique n°1 : Renforcement de l'institutionnalisation de l'approche Une Seule Santé et amélioration de la coordination et de la collaboration multisectorielle

Création et/ou au renforcement des plateformes ou mécanismes de coordination multisectorielle (MCM) selon *Une Seule Santé* tant au niveau central qu'au niveau régional. Les MCM doivent comprendre des représentants de tous les secteurs pertinents, y compris les secteurs gouvernementaux et les partenaires impliqués dans la santé humaine, animale et environnementale.

III.7.2. Axe stratégique n°2 : Renforcement des capacités des parties prenantes sur les principes et domaines de l'approche Une Seule Santé

Cet axe stratégique vise le développement des ressources humaines dans les domaines de l'approche Une Seule Santé. Celle-ci pourra se faire à travers la formation et les exercices de simulation. Les actions de cet axe visent à terme à accroître le nombre de personnes outillées et capables de mener des interventions appropriées dans le cadre de l'approche Une Seule Santé.

III.7.3. Axe stratégique n°3 : soutien au développement de la recherche sur les maladies et menaces émergentes et ré-émergentes

La recherche est fondamentale pour appuyer le processus de prise de décision à travers la production des évidences. Concernant les phénomènes émergents, il est indispensable d'investir dans la recherche. Ainsi cet axe vise l'appui aux initiatives de recherche fondamentale et opérationnelle dans les domaines clés de l'approche Une Seule Santé, objet de ce plan.

III.7.4. Axe stratégique n°4 : Renforcement des systèmes de surveillance, d'investigation et de réponse de l'Environnement, de la santé Animale et de la Santé humaine

Dans les secteurs clés où il n'existe pas de systèmes de surveillance des zoonoses ou des autres phénomènes du OH coordonnés entre les secteurs de la santé humaine, animale et de l'environnement, cet axe vise à appuyer le développement et la mise en œuvre de systèmes de surveillance coordonnés, basés sur des indicateurs et des événements, pour les menaces zoonotiques prioritaires.

Dans les secteurs disposant de systèmes de surveillance coordonnée il faudra renforcer l'interopérabilité de ces systèmes et le partage des informations avec toutes les parties prenantes concernées, afin de soutenir la prévention et le contrôle de ces menaces.

III.7.5. Axe stratégique n°5 : Promotion de la communication et de la sensibilisation sur le concept Une Seule Santé et ses domaines d'action

Le Plan d'Action National *Une Seule Santé* accorde une attention particulière à la prévention de l'émergence et de la propagation des maladies par la communication, le dialogue, la participation et l'appropriation communautaire des interventions. Cet axe vise d'une part à promouvoir l'approche "Une Seule Santé" par le dialogue avec les populations et d'autres acteurs concernés, et d'autre part à susciter l'engagement communautaire afin de favoriser le changement des comportements face aux événements de santé publique.

III.8. Matrice du Cadre logique

Tableau 3 : Matrice du Cadre logique

Vision	Une nation Camerounaise épanouie, bénéficiant d'une santé optimale pour les Hommes, les animaux, végétaux et l'environnement, grâce à des efforts collaboratifs des différentes parties prenantes au niveau local, national, régional et mondial à l'horizon 2035.		
Mission	Établir et renforcer la coordination, la collaboration et la communication multisectorielle et intersectorielle pour prévenir et contrôler efficacement les menaces relevant des domaines de l'approche Une Seule Santé au niveau national et local.		
But	Améliorer la gouvernance et les capacités du pays à assurer le bien-être des populations à travers le développement des systèmes de santé humaine, animale végétale et environnementale robustes et pérennes pour la prévention, la préparation et la réponse aux évènements de santé publique selon l'approche <i>Une Seule Santé</i> .		
Objectif général	Assurer la mise en œuvre de l'approche <i>Une Seule Santé</i> pour le renforcement des systèmes de santé humains, animaux, végétaux et de l'environnementaux à tous les niveaux afin de réduire la charge des menaces relevant du domaine de l'approche <i>Une Seule Santé</i> (Zoonoses, RAM, SSA, ...) d'ici 2027.		
Axes stratégiques			
Axes stratégiques	Objectifs	Résultats attendus	Indicateurs d'effet
Renforcement de l'institutionnalisation de l'approche <i>Une Seule Santé</i> et amélioration de la coordination et de la collaboration multisectorielle	Renforcer l'institutionnalisation de l'approche <i>Une Seule Santé</i> et améliorer la coordination de la plateforme <i>Une Seule Santé</i>	- Les MCM sont formalisés au niveau central et déconcentré - Le manuel de gouvernance de la plateforme <i>Une Seule Santé</i> est développé - Un mécanisme pérenne de mobilisation des fonds du programme est mis en place	- Les plateformes ou mécanismes de coordination multisectorielle existent et sont fonctionnels - Le manuel de gouvernance est disponible - Un mécanisme pérenne de mobilisation des fonds est effectif
Renforcement des capacités des parties prenantes sur les principes et domaines de l'approche <i>Une Seule Santé</i>	Renforcer les capacités des parties prenantes sur les principes et domaines de l'approche <i>Une Seule Santé</i>	- Les Ressources Humaines cibles sont formées sur les thématiques prioritaires - Les exercices de simulations sont menés - Un plan de formation et des outils standards sont développés	- Le nombre de personnes cible formé sur les thématiques prioritaires - Le nombre de session des exercices de simulations organisé - Le plan de formation et des outils standards sont disponibles

Soutien au développement de la recherche sur les maladies et menaces émergentes et ré-émergentes	Soutenir le développement de la recherche sur les maladies et menaces émergentes et ré-émergentes	• Les appuis aux initiatives de recherche fondamentale et opérationnelle sont effectifs • Une liste des thématiques de recherche est élaborée • Un programme de recherche multisectoriel sur les Zoonoses, RAM et Sécurité Alimentaire est élaboré • Des colloques scientifiques multisectoriels sont organisés	• Les attestations, reçus et/ou bordereaux de réceptions disponibles • La liste des thématiques de recherche sont disponibles • Programme de recherche multisectoriel sur les Zoonoses, RAM et Sécurité Alimentaire ... est disponible • Le nombre de colloques organisé
Renforcement des systèmes de surveillance, d'investigation et de réponse de l'Environnement, de la santé Animale et de la Santé humaine	Renforcer les systèmes de surveillance, d'investigation et de réponse de l'Environnement, de la santé Animale et de la Santé humaine	• Le système multisectoriel et interopérable de surveillance des menaces • Le nombre de sessions de formations ou de renforcement des capacités organisé • Le matériel et équipement de surveillance sont améliorés et disponibles	• Le système multisectoriel et interopérable de surveillance des menaces est fonctionnel • Le nombre de sessions de formations ou de renforcement des capacités organisé • Le matériel et équipement de surveillance sont améliorés et disponibles
Promotion de la communication, l'éducation, la sensibilisation et l'engagement des communautés sur l'approche "Une Seule Santé" et ses domaines d'action	Promouvoir la communication et la sensibilisation sur le concept Une Seule Santé et ses domaines d'action	• Un plan de communication sur l'approche Une Seule Santé est élaboré • Les communicateurs sont formés sur l'approche Une Seule Santé • Les outils de sensibilisation sur l'approche Une Seule Santé sont élaborés • Les sessions de sensibilisation sont organisées • Le dialogue avec la communauté est favorisé. • Des projets communautaires sont développés	• Le plan de communication sur l'approche Une Seule Santé élaboré et validé • Le nombre de session de formation des communicateurs sur l'approche Une Seule Santé organisé • Les outils de sensibilisation sur l'approche Une Seule Santé élaborés et disponibles • Le nombre des sessions de sensibilisation organisé

CHAPITRE IV. CADRE DE MISE EN ŒUVRE ET DE SUIVI EVALUATION

Le Cadre de mise en œuvre et de suivi/évaluation du Plan d'Action National *Une Seule Santé* du Cameroun définit le mécanisme institutionnel de gouvernance de l'ensemble des activités planifiées. A ce titre, et afin de remplir pleinement sa vocation, ledit dispositif de gouvernance obéit aux deux principaux repères ci-après, à savoir :

❖ L'élaboration de cette structure de gouvernance en prenant en compte les orientations du Plan d'action conjoint Une Seule Santé

Il importe de rappeler d'emblée que le concept *Une Seule Santé* appelle à la mise en synergie de toutes les entités diverses, fragmentaires et quelquefois opposées qui agissent au quotidien en faveur de la santé humaine, animale, environnementale. C'est dire qu'une gouvernance au point est la condition sine qua non de réussite de ce nouveau paradigme. Ainsi compris, le dispositif de gouvernance conçu par le Cameroun prend globalement en compte les principes édictés par le Plan d'action conjoint une seule santé.

❖ La conformité et sa pertinence au regard de la culture institutionnelle camerounaise

Notons d'emblée que la structure de gouvernance *Une Seule Santé* telle que pensée par le Cameroun est respectueuse de la culture institutionnelle. De forme pyramidale, elle est supervisée par un niveau stratégique (Comité d'orientation stratégique) dont les orientations sont relayées par un niveau technique (Comité technique) qui supervise directement l'échelon opérationnel (Secrétariat permanent). Le dispositif, fortement ancré au niveau central, respecte le caractère décentralisé de l'Etat en prévoyant des instances aux niveaux régional, départemental et de d'arrondissement.

IV.1. Cadre de mise en œuvre

Le cadre de mise en œuvre du Plan d'action repose largement sur le dispositif mis en place par le Premier Ministre, Chef du Gouvernement en 2014. En effet, par Arrêté N°028/CAB/PM du 04 avril 2014, le Gouvernement a mis en place le Programme National de prévention et de lutte contre les Zoonoses émergentes et ré-émergentes. Placé sous l'autorité du Premier Ministre, Chef du Gouvernement, le Programme est chargé de la prévention et de la lutte contre les Zoonoses à travers l'approche Une Seule Santé, en développant les mécanismes de détection précoce. A ce titre, le Programme a pour mission notamment :

- D'assurer la veille sanitaire, l'investigation et la riposte contre les zoonoses émergentes et ré-émergentes ;
- D'assurer la promotion de l'appropriation du concept « Une Seule Santé » à travers une approche « multisectorielle » et « multi-acteurs » ;
- De contribuer à la production et au développement des connaissances scientifiques sur les

- zoonoses ;
- De contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique nationale en matière de formation et de renforcement des capacités des acteurs impliqués dans la lutte contre les zoonoses ;
- D'assurer la disponibilité, la fiabilité et la communication des informations sanitaires sur les zoonoses ;
- De contribuer au développement et à la mise en œuvre de la coopération nationale et internationale en matière de zoonoses ;
- D'exécuter toute mission à lui confiée par les pouvoirs publics.

IV.1.1 Concept des opérations : coordination *Une Seule Santé* au Cameroun

IV.1.1.1 Fonctions

La plateforme nationale '*Une Seule Santé*' du Cameroun est chargée principalement :

- de coordonner la mise en œuvre de l'approche '*Une Seule Santé*' par la mutualisation des moyens de prévention, de préparation, de détection et de riposte aux événements de santé publique ;
- de faciliter le renforcement des capacités pour la collaboration et la coordination multisectorielle et multidisciplinaire ;
- de contribuer au dialogue et à l'atteinte des objectifs du Règlement Sanitaire International 2005 de l'Organisation mondiale de la Santé, du Code sanitaire pour les animaux terrestres et aquatiques de l'Organisation mondiale de la santé animale et de la convention sur la biodiversité et autres conventions internationales ratifiées par le Cameroun en matière de protection de l'environnement et de la santé publique ;
- de contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique nationale en matière de recherche, de formation et de renforcement des capacités des acteurs impliqués dans la lutte contre les menaces relevant des domaines de l'approche '*Une Seule Santé*' ;
- d'assurer la disponibilité, la fiabilité et la communication des informations sur les menaces relevant des domaines de l'approche '*Une Seule Santé*' ;
- de contribuer au développement et à la mise en œuvre de la coopération nationale et internationale en matière d'opérationnalisation de l'approche *Une Seule Santé* ;
- de faciliter la mobilisation des ressources nationales et internationales pour la préparation, la prévention, la détection et la riposte aux événements de santé publique ;
- d'assurer la concertation avec les partenaires techniques et financiers bilatéraux et multilatéraux.

IV.1.1.2. Organisation

IV.1.1.2.1. Coordination au niveau Central

La coordination de la promotion de l'approche '*Une Seule Santé*' tel que défini par l'arrêté N° 028/CAB/PM du 04 Avril 2014 portant création, organisation et fonctionnement du Programme National de Prévention et de Lutte contre les Zoonoses Emergentes et Ré-émergentes est assurée au Cameroun par le dit le Programme. Cette structure multisectorielle et multidisciplinaire est la plateforme nationale '*Une Seule Santé*' du Cameroun. Elle est placée sous la supervision du Premier Ministre, Chef du Gouvernement et comprend trois (3) organes :

- Un Comité d'Orientation Stratégique ;
- Un Comité Technique ;
- Un Secrétariat Permanent.

❖ Le Comité d'Orientation Stratégique (COS)

➤ Rôles et responsabilités

Le Comité d'Orientation Stratégique est l'organe de supervision et d'orientation des activités relevant des domaines de l'approche '*Une Seule Santé*'.

Le Comité d'Orientation Stratégique adopte le plan d'action ainsi que le budget annuel. Il évalue toutes les activités qui œuvrent dans la promotion de l'approche '*Une Seule Santé*'. Il donne les orientations aux organes infra qui permettent la mise en œuvre desdites activités. La composition du Comité d'Orientation Stratégique est constatée par un acte du Premier Ministre, Chef du Gouvernement. Le Secrétaire Général des Services du Premier Ministre, Président du Comité d'Orientation Stratégique, peut faire appel à toute autre personne en raison de ses compétences sur les questions inscrites à l'ordre du jour pour participer aux travaux du Comité sans voix délibérative. Le secrétariat du Comité d'Orientation Stratégique est assuré par le Coordonnateur du Comité Technique et assisté par le Secrétaire Permanent.

➤ Composition

- Le président : le Secrétaire Général des Services du Premier Ministre
- Vice-présidents :
 - Ministre en charge de la Santé Publique ;
 - Ministre en charge de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales ;
- Membres
 - Ministre en charge de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable ;
 - Ministre en charge de la Recherche Scientifique et de l'Innovation ;
 - Ministre en charge des Forêts et de la Faune ;
 - Ministre en charge de l'Agriculture et du Développement Rural ;

- Ministre en charge de l'Enseignement Supérieur ;
- Ministre en charge de la Communication ;
- Ministre en charge du Tourisme et des Loisirs ;
- Ministre en charge de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire ;
- Ministre en charge de l'Administration Territoriale ;
- Ministre en charge des Finances ;
- Ministre en charge des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique ;
- Ministre en charge de la Défense ;
- Ministre en charge de la Décentralisation et du Développement Local ;
- Organisations de la Société Civile ;
- Partenaires Techniques et Financiers.

❖ Le Comité Technique (CT)

➤ Rôles et responsabilités

Le Comité Technique est l'organe en charge de la supervision technique et du suivi évaluation des activités de la plateforme nationale '*Une Seule Santé*'. En outre, il veille à la mise en œuvre des orientations stratégiques et politiques de la plateforme nationale « *une Seule Santé* » tel que défini par le comité d'Orientation Stratégique. Placé sous l'autorité d'un coordonnateur assisté de deux coordonnateurs adjoints. Les membres sont désignés par leurs administrations respectives.

Le Comité Technique se réunit en tant que de besoin et au moins une fois par trimestre sur convocation de son Coordonnateur.

➤ Composition :

- Le coordonnateur du Comité Technique est un haut responsable des Services du Premier Ministre, désigné par le Secrétaire Général des Services du Premier Ministre. Ses adjoints sont de manière statutaire le Directeur de la Lutte contre la Maladie, les Epidémies et les Pandémies et le Directeur des Services Vétérinaires.
- Membres :
 - Un représentant des Services du Premier Ministre ;
 - Directeur de la Faune et des Aires Protégées (MINFOF) ;
 - Directeur de la Promotion du Développement Durable (MINEPDED) ;
 - Directeur de la Protection Civile (MINAT) ;
 - Directeur de la Coopération (MINRESI) ;
 - Directeur de la Coopération (MINESUP) ;
 - Directeur de la Promotion du Tourisme et des Loisirs (MINTOUL) ;

- Directeur de la Coopération (MINADER) ;
- Directeur de la Coopération (MINEPAT) ;
- Chef de Cellule de Suivi (MINCOM) ;
- Directeur des Services Locaux (MINDEVEL) ;
- Directeur de la Sante Militaire (MINDEF) ;
- Directeur de l'Institut de Recherche Médicales et d'études des Plantes Médicinales ;
- Un représentant de la société civile ;
- Un représentant du secteur privé ;
- Les Partenaires Techniques et Financiers.

❖ **Le Secrétariat Permanent (SP)**

➤ **Rôles et responsabilités**

Le Secrétariat Permanent est l'organe d'exécution, de coordination, de planification et de programmation des activités.

A ce titre, il est chargé de :

- La promotion et la coordination des activités de la plateforme « *Une Seule Santé* » ;
- L'élaboration du plan d'action et du suivi de la mise en œuvre des activités de la plateforme « *Une Seule Santé* » ;
- Du suivi-évaluation des activités de la plateforme « *Une Seule Santé* », de la rédaction des rapports trimestriels y relatifs et de leur diffusion ;
- Des plaidoyers auprès des administrations et PTFs pour la recherche des financements ;
- La gestion du personnel, du matériel et des ressources financières de la plateforme « *Une Seule Santé* » ;
- L'élaboration des rapports trimestriels et des rapports annuels d'activités et des états financiers ;
- Assurer la communication et la sensibilisation sur les activités de la plateforme ;
- Contribuer au développement et à la mise en œuvre de la coopération nationale et internationale en matière d'opérationnalisation de l'approche *Une Seule Sante* ;
- Mobiliser les ressources nationales et internationales pour les activités de la plateforme ;
- L'exécution de toute autre tâche à lui confiée par le Comité d'Orientation Stratégique et le Comité Technique de la plateforme « *Une Seule Santé* ».

➤ Composition

Le Secrétariat Permanent de la Plateforme nationale ‘Une Seule Sante’ est composé ainsi qu’il suit :

- Secrétaire Permanent : Haut responsable du MINEPIA
- Secrétaire Permanent Adjoint : Haut responsable du MINSANTE
- Membres :
 - 02 représentants des Services du Premier Ministre
 - 02 représentants du MINSANTE
 - 02 représentants du MINEPIA
 - 01 représentant du MINFOF
 - 01 représentant du MINEPDED
 - 01 représentant du MINESUP
 - 01 représentant du MINADER
 - 01 représentant du MINCOM
 - 01 représentant du MINDDEVEL
 - 01 représentant du LNSP
 - 01 représentant du Secrétariat permanent du point focal national RSI
 - 01 représentant du LANAVET
 - 01 représentant du CODEX ALIMENTARUS(MINMIDT)
 - 01 représentant du CRESAR (MINDEF)

❖ Les Groupes Thématiques

Afin de mieux coordonner la mise en œuvre de toutes les activités de la plateforme nationale ‘*Une Seule Santé*’, le Secrétariat Permanent compte en son sein des groupes thématiques pour couvrir lesdits domaines et animer les activités de la plateforme :

- le groupe thématique zoonoses endémiques, ré-émergentes et émergentes et autres urgences de santé publique;
- le groupe thématique résistance aux antimicrobiens, sécurité sanitaire des aliments et menaces phytosanitaires ;
- le groupe thématique communication sur les risques et engagement communautaire ;
- le groupe thématique protection de l’environnement, pollutions, biodiversité, changement climatique, biosécurité et biosécurité.

Lesdits groupes thématiques sont animés par les membres du Secrétariat Permanent sous la coordination du Secrétaire Permanent.

❖ Les Points Focaux *Une Seule Santé*

En plus des responsables désignés statutairement comme représentants de leurs administrations au sein des différents organes de la plateforme nationale ‘*Une Seule Santé*’, des points focaux sont dé-

signés dans les différentes administrations pour faciliter la mise en œuvre des activités du Secrétariat permanent. Par ailleurs, le personnel des autres administrations apporte un appui au SP selon la nature des événements de santé publique. Les points focaux '*Une Seule Santé*' sont désignés par les administrations qu'ils représentent.

IV.1.1.2.2. Organisation au niveau déconcentré

Au niveau déconcentré (Régions, Départements, Arrondissements), la supervision des activités de la plateforme nationale '*Une Seule Santé*' est assurée par les autorités administratives (Gouverneurs, Préfets et Sous-préfets) en collaboration avec les CTD (Conseils régionaux, les Mairies de Villes et les Communes). A tous ces niveaux de déconcentration, des task force '*Une Seule Santé*' sont constituées au sein des comités de gestion des urgences (comité de crise).

Les task force sont responsables du suivi et de la mise en œuvre des activités opérationnelles et du partage d'information entre les différentes parties prenantes suivant les orientations de la plateforme nationale '*Une Seule Santé*'.

Les dites task force sont animées par les responsables locaux en charge de la santé humaine, animale, des Forêts et faune et de l'Environnement. Dans le même ordre d'idée les ASCP seront aussi parties prenantes de ces task force.

IV.1.1.2.3. Coordination avec les autres parties prenantes

❖ Avec les Organisations de la Société Civile

La coordination avec la société civile se fera après identification des OSC membres du ROOHCAM œuvrant dans l'approche *Une Seule Santé* à tous les niveaux. Chaque OSC devra mettre à disposition des représentants/points focaux qui contribueront à la mise en œuvre des activités de la plateforme en fonction des thématiques. Ces derniers travailleront en collaboration avec les représentations *Une Seule Santé* à tous les niveaux avec les différentes Task force mises en place.

❖ Les Ordres nationaux et sociétés savantes

Les ordres nationaux seront parties prenantes des groupes thématiques et interviendront à tous les niveaux avec les différentes Task force mises en place.

❖ Avec les partenaires Techniques et financiers

Les activités mises en œuvre par les PTFs devront répondre aux priorités du pays et être coordonnées par les instances nationales mises en place à tous les niveaux.

IV.2. Cadre logique

Tableau 1 : Cadre logique

❖ **Axe Stratégique 1 : Renforcement de l'institutionnalisation de l'approche Une Seule Santé**

Axe stratégique			
	Actions	Activités	Tâches
Axe stratégique 1 : Renforcement de l'institutionnalisation de l'approche Une Seule Santé et amélioration de la coordination et de la collaboration multisectorielle	Renforcement de la coordination intersectorielle entre les parties prenantes USS dans tous les domaines techniques (SSA, RAM, zoonoses, environnement et végétales)	Cartographier et examiner les outils existants en vue d'améliorer la collaboration multi-sectorielle (RSI, PVS, NBW...) pour s'assurer que les considérations environnementales et végétales sont intégrées.	Recruter un consultant national pour réaliser la cartographie
			Organisation d'un atelier d'enrichissement (25 personnes) du document
			Organisation d'un atelier de validation technique (35 personnes) de la cartographie
			Traduction des documents
			Impression et dissémination du document (100 exemplaires)
		Faire le plaidoyer avec les décideurs pour actualiser la loi-cadre sur l'environnement, pour la révision de la stratégie nationale de gestion des déchets et la mise en place du système de surveillance environnementale	Elaborer les TDRs de l'atelier
			Préparer les documents de plaidoyer
			Organiser un atelier de plaidoyer, de 30 personnes
		Développer une boîte à outils d'évaluation des besoins USS pour évaluer l'interopérabilité, les mécanismes et les relations de travail entre les secteurs au niveau national	Recruter un consultant national pour l'élaboration de la boîte à outils pour l'évaluation des besoins USS pour évaluer l'interopérabilité, les mécanismes et les relations de travail entre les secteurs au niveau national
			Organisation d'un atelier d'enrichissement (25 personnes) du document
			Organisation d'un atelier de validation technique du plan (35 personnes) de la boîte à outils
			Traduction des documents
			Impression et dissémination du document (100 exemplaires)

ité et amélioration de la coordination et de la collaboration multisectorielle

					Chronogramme de MEO				
	Résultats	Source de Vérification	Indicateur	Responsable	Eléments de coût	A1	A2	A3	A4
	Un consultant est recruté	TDR et AMI diffusés par voie de presse	Nombre de consultants recrutés	PNPLZER	2 000 000				
	Atelier d'enrichissement organisé	Rapport de l'atelier illustré avec fiche de présence	Nombre d'ateliers organisés/ Nombre des personnes	PNPLZER	4 000 000				
	Atelier de validation technique du document organisé	Rapport de l'atelier illustré avec fiche de présence	Nombre d'ateliers organisés/ Nombre des personnes	PNPLZER	4 000 000				
	Cartographie traduite en anglais	PV de réception du plan traduit	Nombre des documents traduits	PNPLZER	500 000				
	Distribution du plan de communication aux parties prenantes disponible	Fiche de décharge de la distribution	Nombre des documents imprimés et disséminés	PNPLZER	2 000 000				
	TDR élaboré	Rapports des réunions	TDR disponible	PNPLZER	0				
	Documents de plaidoyer préparé	Document de plaidoyer disponible	Nombre des documents de plaidoyer	PNPLZE	500 000				
	L'atelier organisé	Fiche de présence	Nombre d'ateliers organisés/ Nombre des personnes	PNPLZER	10 000 000				
e	Un consultant est recruté	TDR et Appel à Manifestation d'Intérêts (AMI) diffusé par voie de presse	Nombre de consultants recrutés	PNPLZER	4 000 000				
	Atelier d'enrichissement organisé	Rapport de l'atelier illustré avec fiche de présence	Nombre d'ateliers organisés/ Nombre de personnes	PNPLZER	3 000 000				
e	Atelier de validation technique de la boîte à outils organisé	Rapport de l'atelier illustré avec fiche de présence	Nombre d'ateliers organisés/ Nombre de personnes	PNPLZER	5 000 000				
	Boîte à outils d'évaluation traduite en anglais	PV de réception du plan traduit	La version anglaise du document disponible	PNPLZER/ Cellules de traductions des sectoriels	500 000				
	Document imprimé et disséminé	Fiche de décharge de la distribution	Nombre de copies imprimées et disséminées	PNPLZER	2 000 000				

		Développer un guide pour l'intégration des considérations environnementales dans les plans et politiques nationaux en matière de USS	Mise en place d'un groupe de travail restreint pour développer le guide
			Elaboration Des TDRs de l'activité
			Tenue de 03 réunions (de 03 jours) du groupe de travail restreint (12 personnes)
			Organisation d'un atelier d'enrichissement (25 personnes)
			Organisation d'un atelier de validation technique du document (35 personnes)
			Traduction des documents
			Impression et dissémination du document (100 exemplaires)
			Organiser une 01 session de sensibilisation des professionnels au contenu du guide
		Faire un plaidoyer pour la finalisation des textes d'application de la loi-cadre de la SSA	Elaborer les TDRs des réunions
			Préparer et les documents de plaidoyer
			Tenir 3 réunions de plaidoyer
		Poursuivre et consolider les PTAB	Mettre en place un groupe de travail pour identification des activités USS de la Plateforme et PTFs
			01 Réunion d'identification des activités USS à mener par ans de la plateforme et de PTFs
			Organiser un atelier de 25 personnes par an pour l'élaboration/ consolidation et validation de PTAB
		Renforcer les capacités des responsables des sectoriels de la faune, forêt, environnement et agriculture, sur le montage des projets issus des fonds verts et sur les nouveaux mécanismes de financements issus de la COP 27	Elaboration des TDR pour le recrutement d'un consultant national pour l'élaboration du guide

Groupe de travail mis en place	Note de service portant création du groupe de travail est disponible	Note de service signée	PNPLZER	0				
TDR élaboré	TDR disponible et validé	TDR disponible	PNPLZER	0				
03 réunions de 12 personnes organisées	Fiche de présence et rapport d'activité illustré	Nombre de réunions/nombre des participants aux réunions	PNPLZER	3 000 000				
Atelier de 25 personnes d'enrichissement organisé	Rapport de l'atelier illustré avec fiche de présence	Nombre d'ateliers organisés/ Nombre des personnes	PNPLZER	3 000 000				
Atelier e validation technique organisé	Rapport de l'atelier illustré avec fiche de présence	Nombre d'ateliers organisés/ Nombre des personnes	PNPLZER	5 000 000				
Plan de communication traduit	PV de réception du plan traduit	Disponibilité du document traduit	PNPLZER/ Cellules de traductions des sectoriels	500 000				
Document imprimé et disséminé	Fiche de décharge de la distribution	Nombre de copies imprimées et disséminées	PNPLZER	2 000 000				
01 session de sensibilisation organisé	Rapport de l'atelier illustré avec fiche de présence	Nombre de sessions de sensibilisation organisées	MINEPDED	10 000 000				
TDR élaboré	Rapports des réunions	TDR disponible	PNPLZER/ INDEPDED	0				
Documents de plaidoyer préparé	Document de plaidoyer disponible	Nombre des documents de plaidoyer	PNPLZER/ MINSANTE MINMIDT	500 000				
Les réunions sont organisées	Fiche de présence	Nombre d'ateliers organisés/ Nombre des personnes	PNPLZER/ MINEPDED	3 000 000				
Groupe de travail mis en place	Note de service portant création du groupe de travail est disponible	Note de service signée	PNPLZER	0				
Une réunion tenue	Fiche de présence, compte rendu de la réunion	Nombre de réunions tenues	PNPLZER	500 000				
Un atelier organisé	Fiche de présence, rapport de l'atelier	Nombre d'ateliers organisés/ Nombre des participants	PNPLZER	5 000 000				
Un consultant est recruté	TDR et AMI pour le recrutement d'n consultant publié diffusé par voie de presse	TDR disponible		2 000 000				

			Elaboration d'un guide de montage de projet pour la soumission aux fonds verts (Identifier et maitriser les mécanismes de mobilisation des fonds verts et autres financements innovants)
			Traduction et production 100 exemplaires du guide Français et anglais
			Organisation d'une session de formation technique sur le montage des projets pour le Fonds Verts (35 personnes)
		Elaborer les projets multisectoriels éligibles aux fonds verts et autres financements innovants.	Recruter un consultant pour accompagner le groupe de travail pour élaboration des projets
			Mise en place d'un groupe de travail pour élaborer les projets
			Tenir 04 réunions de groupes de travail multisectoriel pour élaborer et soumettre les projets
			Organiser un atelier de validation des projets de 30 personnes
		Plaidoyer auprès des sectoriels concernés pour faciliter une planification intégrée de l'utilisation des terres et de la mer qui intègrent les co-bénéfices homme, animale, environnement et végétale, et donne une gestion durable des terres et de l'eau	Elaborer les TDRs des réunions
			Préparer et les documents de plaidoyer
			Tenir une réunion de plaidoyer de 30 personnes
		Appuyer les mécanismes de coordination inter-agences nationaux/Etat, ainsi que l'approche USS pour la mise en œuvre du Plan d'Action National (PAN) de la RAM.	Organiser deux réunions annuelles de 35 personnes

Un guide montage de projet pour la soumission aux fonds verts est mis à la disposition des sectoriels USS	Fiche de décharge des différents sectoriels	Document disponible	MINEPDED	5 000 000				
Le guide est traduit et produit	PV de traduction et de réception du guide produit	Nombre d'exemplaires en français et anglais du guide disponibles	MINEPDED	500 000				
Nombre et type de parties prenante ayant participé à la session de formation	Rapport de l'atelier illustré avec fiche de présence	Nombre de sessions de sensibilisation organisées	MINEPDED	4 000 000				
Un consultant est recruté	TDR et AMI diffusés par voie de presse	Nombre de consultants recrutés	PNPLZER	2 000 000				
Groupe de travail mis en place	Note de service portant création du groupe de travail est disponible	Note de service signée	PNPLZER	0				
04 réunions tenues	Compte rendus et fiche de présence	Nombre des réunions tenues	Groupe de travail	500 000				
01 atelier organisé	Rapport d'atelier/ fiche de présence	Nombre d'ateliers organisés	PNPLZER	7 000 000				
TDR élaboré	Rapports des réunions	TDR disponible	PNPLZER / INDEPDED	0				
Documents de plaidoyer préparé	Document de plaidoyer disponible	Nombre des documents de plaidoyer	PNPLZER/ MINEPDED	0				
La réunion est tenue	Fiche de présence/ compte rendu de la réunion	Nombre de réunions organisées/ Nombre des personnes	PNPLZER/ MINEPDED	5 000 000				
02 réunions tenues par an	Fiche de présence des participant et compte rendus des réunions de formation illustré de l'atelier	Nombre de réunions organisées ; nombre des participants	PNPLZER	2 000 000				

	Mobilisation des ressources financières pour les actions USS	Cartographier les mécanismes existants de financement interne et externe	Elaborer les TDRs de l'atelier
			Tenir 01 atelier pour élaborer la cartographie de 30 personnes
		Elaborer un plan de mobilisation des ressources	Elaborer les TDRs
			Mettre en place un groupe de travail pour l'élaboration du plan
			03 réunions du groupe de travail pour élaborer le plan
			Tenir 01 réunion de 30 personnes pour la validation du plan de mobilisation de ressource
		Mener des analyses couts-bénéfices sur la gestion des urgences de sante publique	Elaborer les TdR de recrutement du consultant
			Recruter un consultant pour mener l'analyse cout-bénéfice (CB)
			Tenir une réunion de validation de l'analyse
	Amélioration des processus de suivi et évaluation des actions, performances et capacités Une Seule Sante	Finaliser et valider le plan de suivi-évaluation des activités USS	Organiser un atelier de finalisation et validation du plan de S&E de 35 personnes
			Organiser un atelier d'élaboration des POS de collecte et transmission des données et de briefing des points focaux pour la collecte et transmission des données de 25 personnes
			Mettre à la disposition des PF USS l'outil de collecte des données et les POS
		Tenir des réunions trimestrielles multisectorielles avec les Points Focaux USS pour le suivi des activités USS	Organiser 01 réunion chaque trimestre
	Intégration de l'approche OH dans les politiques, stratégies et plans nationaux en matière de SSA	Contribuer au développement des lignes directrices et des guides de bonnes pratiques en matière de SSA selon l'approche USS	Elaborer les termes de références pour le développement des lignes directrices et les guides de bonnes pratiques en matière de SSA selon l'approche USS
			Organiser 01 réunion de plaidoyer pour le financement des ateliers d'élaboration des lignes directrices et des guides de bonnes pratiques en matière de SSA selon l'approche USS

	TDR élaboré	TDR disponible et validé	TDR disponible	PNPLZER	0				
	Atelier organisé	Cartographie élaboré, Rapport d'activité	Nombre d'ateliers organisés	PNPLZER	10 000 000				
	TDR élaboré	Rapport d'activité	TDR disponible	PNPLZER	0				
	Note de mise en œuvre du groupe	Note de service portant création du groupe de travail est disponible	Note de service signée	PNPLZER	0				
	03 réunions tenues	Rapport d'activité	Nombre des réunions tenues	PNPLZER	500 000				
	01 Réunion tenue	Plan élaboré, Rapport d'activité	Nombre de réunions tenues	PNPLZER	2 000 000				
	TdR disponible	Rapport d'analyse CB	TDR disponible	PNPLZER	0				
	01 consultant recrute, et l'analyse CB réalisé	PV du consultant	Nombre de consultants recrutés	PNPLZER	2 000 000				
e	01 Réunion de validation tenue	Fiche de présence/ compte rendu de la réunion	Nombre des analyses CB réalisées	PNPLZER	1 500 000				
	01 atelier de finalisation et validation organisé	Rapport d'activité	Nombre d'ateliers organisés/ Nombre de personnes	PNPLZER	10000 000				
	01 atelier d'élaboration des POS organisé	Rapport d'activité	Nombre d'ateliers organisés/ Nombre des personnes	PNPLZER	5 000 000				
	Documents partagés	Fiche de décharge/accusé de réception des mails	Nombre des mails/ courriers envoyés	PNPLZER	0				
	04 réunions tenues	Compte rendu des réunions	Nombre des réunions de suivi tenues	PNPLZER	5 000 000				
	TDR et AMI pour le recrutement d'un consultant publié diffusé par voie de presse	PV de réception des lignes directrices et les guides de bonnes pratiques en matière de SSA selon l'approche USS	TDR disponibles	PNPLZER	500 000				
	01 réunion organisée par partie prenantes sur le financement de la SSA	Rapport des sessions de plaidoyer avec fiche de présence	Nombre de réunions organisées par parties prenantes sur le financement de la SSA	PNPLZER	5 000 000				

			Organiser un atelier d'élaboration des lignes directrices et des guides de bonnes pratiques en matière de SSA selon l'approche USS
			Traduire et diffuser les lignes directrices et les guides de bonnes pratiques en matière de SSA selon l'approche USS
			Vulgariser les lignes directrices et les guides de la quadripartite et de codex Alimentarius disponibles sur la SSA au près des sectoriels
		Contribuer à l'amélioration du cadre légal et réglementaire en matière de la SSA	Elaborer les termes de références pour recruter un consultant pour l'amélioration du cadre légal et réglementaire en matière de SSA
			Recruter le consultant pour l'amélioration du cadre légal et réglementaire en matière de SSA
			Organiser une réunion de 30 personnes pour la validation du cadre légal
			Elaborer les outils de veille réglementaire sur la SSA
			Organiser une réunion de plaidoyer pour la mise en place d'une structure de coordination des activités liées à la SSA
		Renforcer la prise en compte de l'approche USS dans les plans d'urgences et des incidents d'origines alimentaires	Organiser une réunion pour le recensement des plans d'urgences et des incidents d'origines alimentaires existant
			Organiser les ateliers pour réviser les plans d'urgences existants (Plan multirisque, plan national de contingence...) selon l'approche USS
			Organiser une réunion de plaidoyer pour la prise en compte de l'approche USS dans les plans d'urgences et des incidents d'origines alimentaires

s	01 atelier pour la validation des lignes directrices et des guides de bonnes pratiques en matière de SSA selon l'approche USS est organisé	Fiche de présence des participant et rapport illustré de l'atelier	Nombre d'ateliers pour la validation des lignes directrices et des guides de bonnes pratiques en matière de SSA selon l'approche USS	PNPLZER	10 000 000				
	Document distribué aux parties prenantes	Accusé de réception/ fiche de décharge	Nombre des mails/ courriers envoyés	PNPLZER	20 000 000				
s	Le document est vulgarisé	Accusé de réception/ fiche de décharge	Nombre des mails/ courriers envoyés	PNPLZER	10 000 000				
	TDR est élaboré	TDR et AMI pour le recrutement d'un consultant publié diffusé par voie de presse	TDR disponibles	PNPLZER	500 000				
	1 consultant est recruté	TDR et AMI diffusés par voie de presse	Nombre de consultants recrutés	PNPLZER	2 000 000				
r	01 Réunion de validation tenue	Compte rendu/fiche de présence	Nombre de réunions organisées/ Nombre des personnes	PNPLZER	500 000				
	Les outils de veille réglementaire sur la SSA sont développés	Rapport d'activité de la veille ; pro-forma de l'acquisition des logiciels de veille;	Nombre d'outils développés	PNPLZER	10 000 000				
	01 réunion organisée	Rapport de l'activité avec fiche de présence des réunions de plaidoyer	Nombre de réunions organisées	PNPLZER	5 000 000				
	01 réunion de recensement des plans organisée	Compte rendu/fiche de présence/ Cartographie actualisée des urgences et des incidents d'origines alimentaires validée et disponible	Nombre des réunions tenues	PNPLZER	5 000 000				
n e	Les ateliers pour la révision des plans d'urgences existants (Plan multirisque, plan national de contingence...) selon l'approche USS sont organisés	Fiche de présence des participants et rapport illustré des ateliers	Nombre d'ateliers et le nombre de personnes	PNPLZER	65 000 000				
s s	01 réunion de plaidoyer organisée	Rapport de l'activité avec fiche de présence des réunions de plaidoyer	Nombre des réunions de plaidoyer organisées	PNPLZER	5 000 000				

			Diffuser les plans d'urgences et des incidents d'origines alimentaires au près des sectoriels USS
		Faciliter la mobilisation des ressources pour le financement des activités de la SSA à l'interface Hommes, Animaux, Plantes et Environnement	Elaborer les TDR pour recruter un consultant pour faire une cartographie des partenaires financiers et élaborer les projets sur la SSA comme outil de plaidoyer pour le financement
			Recruter un consultant pour faire une cartographie des partenaires financiers et élaborer les projets sur la SSA comme outil de plaidoyer pour le financement
			Organiser un atelier de validation de la cartographie des PTFs et des projets sur la SSA comme outil de plaidoyer pour le financement des activités de la SSA à l'interface Hommes, Animaux, Plantes et Environnement (30 personnes)
	Renforcement des capacités et de la résilience des communautés pour les engager à la détection précoce, au diagnostic, à la prévention et contrôle des zoonoses endémiques, des maladies tropicales négligées et des maladies vectorielles	Faire un plaidoyer auprès des autorités compétentes (CTD, Conseil régionaux et PTF) pour le financement des campagnes de mobilisation des communautés pour lutter contre les maladies endémiques zoonotiques, négligées, tropicales et à transmission vectorielle	Elaborer les TDR du plan de plaidoyer
			Préparer les documents de plaidoyer
			Organiser 5 réunions de plaidoyers de 5 jours pour 25 personnes sur le financement des activités sur les MEZ, MTN et MTV avec les différents parties prenantes (Sénateurs, Députés, PTF, CTDs, Sociétés Privées, Organisations de la société civile,) à tous les niveaux, National, régionale, communale et terrain
			Organiser un atelier de 20 personnes pour l'élaboration des spots radios et émissions télévisées sur les MEZ, MTN et MTV
			Financer les spots radios et émissions télévisées sur les MEZ, MTN et MTV

Les plans d'urgences sont distribués	Fiche de décharge de la distribution plans d'urgences et des incidents d'origines alimentaires au près des sectoriels OH	Nombre des mails/ courriers envoyés	PNPLZER	0				
TDR élaborés	TDR et AMI pour le recrutement d'un consultant publié diffusé par voie de presse	TDR disponible	PNPLZER	500 000				
Un consultant recruté	PV de recrutement/ Rapport de cartographie et projets sur la SSA	Nombre de consultants recrutés/ nombre de cartographies élaborées/ nombre des projets sur la SSA élaborés	PNPLZER	2 000 000				
Un atelier de validation est organisé	Rapport d'atelier, fiche de présence des participants Projet sur les activités SSA à l'interface Hommes, Animaux, Plantes et Environnement soumis aux PTF	Nombre d'ateliers organisés/ Nombre des personnes	PNPLZER	5 000 000				
TDR élaborés	TDR signé et validé	TDR disponibles	PNPLZER	0				
Documents de plaidoyer préparé	Document de plaidoyer disponible	Nombre de documents de plaidoyer	PNPLZER	5 000 000				
05 réunions de plaidoyer organisés, 01 par zone agroécologique	Fiche de présence des participants aux différentes et rapport de l'activité illustré ;	Nombre de réunions de plaidoyer, nombre de participants par zones agroécologique	PNPLZER	35 000 000				
01 atelier organisé	Fiche de présence des participants aux différentes et rapport de l'activité illustré ;	Nombre d'ateliers organisés Nombre de personnes	PNPLZER	5 000 000				
Spots et médias financés dans la cadre de la campagne sur les MEZ, MTN et MTV	Contrat de prestation ; bon de paiement, plan de diffusion et rapport d'activité	Nombre et type de médias financés dans la cadre de la campagne	PNPLZER	5 000 000				

	Intégration des zoonoses endémiques, des maladies tropicales négligées et des maladies à transmission vectorielle dans la plateforme USS et les plans stratégiques au niveau national et local	Faciliter le dialogue et la coordination entre les parties prenantes nationales et une meilleure connaissance des synergies entre les secteurs sur les zoonoses endémiques, des maladies tropicales négligées et des maladies à transmission vectorielle	Elaborer les TDR de l'activité
			Organiser un atelier de 5 jours de 35 personnes d'élaboration des POS de facilitation du dialogue et la coordination entre les parties prenantes nationales et une meilleure connaissance des synergies entre les secteurs sur les zoonoses endémiques, des maladies tropicales négligées et des maladies à transmission vectorielle
			Organiser un atelier de 3 jours de 35 personnes de validation des POS de facilitation du dialogue et la coordination entre les parties prenantes nationales et une meilleure connaissance des synergies entre les secteurs sur les zoonoses endémiques, des maladies tropicales négligées et des maladies à transmission vectorielle
			Editer, traduire, produire 100 exemplaires et disséminer des POS
			Organiser 05 réunions de 25 personnes multisectorielles sur le dialogue et la coordination entre les parties prenantes nationales et une meilleure connaissance des synergies entre les secteurs sur les zoonoses endémiques, des maladies tropicales négligées et des maladies à transmission vectorielle au niveau national, régional et communautaire
		Faire le plaidoyer pour l'intégration dans les documents de politiques, les plans stratégiques et opérationnels de prévention et contrôle des zoonoses endémiques, des maladies tropicales négligées et des maladies à transmission vectorielle	Elaborer les TDR de l'activité Organiser un atelier de 5 jours de 30 personnes pour l'élaboration de la méthodologie d'alignement et d'intégration aux documents de politiques, des plans et autres POS la prévention et contrôle des zoonoses endémiques, des maladies tropicales négligées et des maladies à transmission vectorielle

	TDR élaborés	TDR signé et validé	TDR disponible	PNPLZER	0				
	01 atelier organisé	Fiche de présence des participant et rapport de l'atelier	Nombre d'ateliers organisés/ Nombre de personnes	PNPLZER	10 000 000				
n	01 atelier organisé	Fiche de présence des participants et rapport de l'atelier de formation illustré de l'atelier ;	Nombre et type de sectorielles invitées	PNPLZER	7 000 000				
et	100 exemplaires des POS imprimés et disséminés	BAT pour la production des outils, PV de réception, des rapports traduits en anglais ;	Nombre et type d'outils sur les POS, produits et disséminés	PNPLZER	5 000 000				
- t et s	01 réunion organisée par zone agroécologique	Rapport de la mission avec en annexe, fiche de personnes rencontrées, ordre de mission TDR de la mission photothèque	Nombre de réunions organisées par zone agroécologique ; nombre de participants	PNPLZER	10 000 000				
	TDR élaborés	TDR signé et validé	TDR disponibles	PNPLZER	0				
s	01 atelier organisé	Rapport d'atelier, fiche de présence des participants	Nombre d'ateliers organisés/ Nombre des personnes	PNPLZER	7 000 000				

			Organiser un atelier de 3 jours de 35 personnes pour la validation de la méthodologie d'alignement et d'intégration aux documents de politiques, des plans et autres POS la prévention et contrôle des zoonoses endémiques, des maladies tropicales négligées et des maladies à transmission vectorielle
			Produire 100 exemplaires et disséminer aux secteurs la méthodologie d'alignement et d'intégration aux documents de politiques, des plans et autres POS la prévention et contrôle des zoonoses endémiques, des maladies tropicales négligées et des maladies à transmission vectorielle
	Mise en place des mécanismes de financement innovant et développer les procédures de gouvernance durable pour le contrôle efficient des zoonoses endémiques, des maladies tropicales négligées et des maladies à transmission vectorielle, en appliquant les principes de l'approche «Une seule santé».	Elaborer un plan d'investissement de l'utilisation de l'approche Une Seule Santé sur les zoonoses endémiques, des maladies tropicales négligées et des maladies à transmission vectorielle	Elaborer les TDR de l'activité
			Organiser d'un atelier de 5 jours de 35 personnes pour l'élaboration du plan d'investissement de l'utilisation de l'approche Une Seule Santé sur les zoonoses endémiques, des maladies tropicales négligées et des maladies à transmission vectorielle
			Organiser d'un atelier de 5 jours de 35 personnes pour la validation du plan d'investissement de l'utilisation de l'approche Une Seule sur les zoonoses endémiques, des maladies tropicales négligées et des maladies à transmission vectorielle
			Produire 100 exemplaires et disséminer
		Documenter les meilleures pratiques sur la mise en œuvre de l'approche Une Seule Santé	Elaborer les TDR de l'activité
			Organiser un atelier de 5 jours de 35 personnes pour documenter les meilleures pratiques sur la mise en œuvre de l'approche Une Seule Santé
			Produire 100 exemplaires et disséminer le document

s	01 atelier organisé	Fiche de présence des participants et rapport de l'atelier de formation illustré de l'atelier ;	Nombre d'ateliers organisés ; nombre des participants	PNPLZER	7 000 000				
k à	100 exemplaires imprimés et disséminés	BAT pour la production des outils, PV de réception, des rapports traduits en anglais ;	Nombre d'exemplaires produits et disséminés	PNPLZER	10 000 000				
	TDR élaborés	TDR signé et validé	TDR disponibles	PNPLZER	0				
et	01 atelier organisé	Fiche de présence des participant et rapport de l'atelier de formation illustré de l'atelier ;	Nombre d'ateliers organisés ; nombre des participants	PNPLZER	10 000 000				
	01 atelier organisé	Fiche de présence des participants et rapport de l'atelier de formation illustré de l'atelier ;	Nombre d'ateliers organisés ; nombre des participants	PNPLZER	10 000 000				
	100 exemplaires produits et disséminés	BAT pour la production des outils, PV de réception	Nombre d'exemplaires produits et disséminés	PNPLZER	10 000 000				
	TDR élaborés	TDR signés et validés	TDR disponibles	PNPLZER	0				
	01 atelier organisé	Fiche de présence des participant et rapport de l'atelier	Nombre d'ateliers organisés ; nombre de participants	PNPLZER	10 000 000				
	100 exemplaires produits et disséminés	BAT pour la production des outils, PV de réception	Nombre d'exemplaires produits et disséminés	PNPLZER	5 000 000				

	Protection, restauration et prévention de la dégradation des écosystèmes et de l'environnement au sens large	Organiser une réunion de plaidoyer pour la révision de la stratégie nationale de gestion des déchets	Elaborer les TDRs de l'activité
			Tenir la réunion de plaidoyer de 2 jours (35 personnes)
		Elaborer les directives multisectorielles pour la gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques	Mettre en place un groupe de travail
			Tenir 03 réunions de groupe de travail
			Organiser un atelier de 35 personnes d'élaboration des directives
			Organiser un atelier d'enrichissement (35 personnes)
			Organiser un atelier de validation technique (35 personnes)
			Traduire le document
			Imprimer et disséminer le document (100 exemplaires)
			Diffuser dans tous les secteurs les directives multisectorielles pour la gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques
		Elaboration des directives pour l'intégration des considérations de tous les aspects santé dans les évaluations environnementales	Elaborer les TDRs de l'activité
			Organiser l'atelier multisectorielles de l'élaboration des directives de 30 personnes
			Organiser un atelier de validation (35 personnes)
			Traduire le document
			Imprimer et disséminer le document (100 exemplaires) dans tous les secteurs

	TDR élaboré	TDR signé et validé	TDR disponibles	PNPLZER	0				
	01 réunion tenue	Fiche de présence des participants et compte rendus des réunions	Nombre de réunions organisées ; nombre de participants	PNPLZER	7 000 000				
	Un groupe de travail est mis en place	Note de mise en œuvre du groupe	Nombre de groupes de travail mis en place	PNPLZER	0				
	03 réunions tenues	Fiche de présence des participants et compte rendus des réunions	Nombre des réunions tenues	PNPLZER	500 000				
	01 atelier organisé	Fiche de présence des participants et rapport de l'atelier de formation illustré de l'atelier ;	Nombre d'ateliers organisés ; nombre de participants	PNPLZER	7 000 000				
	01 atelier organisé	Fiche de présence des participants et rapport de l'atelier	Nombre d'ateliers organisés ; nombre des participants	PNPLZER	5 000 000				
	01 atelier organisé	Fiche de présence des participants et rapport de l'atelier	Nombre d'ateliers organisés ; nombre des participants	PNPLZER	7 000 000				
	Document traduit en anglais	PV de réception des directives traduit	Document traduit disponible	PNPLZER	7 000 000				
	100 directives imprimées et disséminées	Facture proforma, Bon de commande et fiche de décharge de la distribution du Guide auprès de parties prenantes	Nombre des directives et type de parties prenantes ayant reçu le Guide	PNPLZER	500 000				
	Plan de distribution des directives élaboré et validé	Fiche de décharge / accuse de réception	Nombre des mails/ courriers envoyés	PNPLZER	0				
	TDR élaboré	TDR signé et validé	TDR disponibles	PNPLZER	0				
	01 atelier organisé	Fiche de présence des participants et rapport de l'atelier	Nombre d'ateliers organisés ; nombre des participants	PNPLZER	10 000 000				
	01 atelier organisé	Fiche de présence des participants et rapport de l'atelier de formation illustré de l'atelier ;	Nombre d'ateliers organisés ; nombre des participants	PNPLZER	10 000 000				
	Document traduit en anglais	PV de réception du guide national de la RAM traduit	Document traduit disponible		7 000 000				
	100 documents imprimés et disséminés	Facture proforma, Bon de commande et fiche de décharge de la distribution du Guide auprès de parties prenantes	Nombre des directives imprimées et disséminées/ nombre de parties prenantes ayant reçu les directives	PNPLZER	7 000 000				

		Faire un plaidoyer pour la mise en place et opérationnalisation des systèmes de surveillance	Elaborer les TDRs de l'activité
			Appuyer l'élaboration et validation de la convention, MINEPIA-MINFOF en vue de la mise en place des systèmes de surveillance de la faune sauvage
			Organiser un atelier de plaidoyer pour la mise en place des systèmes de surveillance de la santé environnementale et végétale (35 personnes)
			Organiser un atelier d'élaboration d'un guide national de surveillance environnementale (35 personnes)
			Produire et disséminer aux parties prenantes les textes existants
		Organiser un atelier d'élaboration des POS pour promouvoir l'adoption des systèmes de santé résilient au climat et respectueux de l'environnement	Elaborer les TDRs de l'activité
			Appel à candidature et publication
			Recruter un consultant pour l'élaboration des POS
			Organisation d'un atelier d'enrichissement (35 personnes)
			Organisation d'un atelier de validation technique des POS (35 personnes)

	TDR élaboré	TDR signé et validé	TDR disponibles	PNPLZER	0				
	La convention est signée et disponible	Convention disponible	Nombre de conventions signées	PNPLZER	10 000 000				
	01 atelier organisé ;	Fiche de présence des participants et rapport de l'atelier	Nombre d'ateliers organisés ; nombre de participants	PNPLZER	7 000 000				
	01 atelier organisé	Fiche de présence des participants et rapport de l'atelier	Nombre d'ateliers organisés ; nombre de participants	PNPLZER	7 000 000				
s	Un recueil de texte réglementaire est produit	BAT pour la reprographie du recueil de texte juridique ; Fiche de décharge du recueil de texte aux différentes parties prenantes	Nombre de recueils de texte	PNPLZER	3 000 000				
	TDR élaboré	TDR signé et validé	TDR disponibles	PNPLZER	0				
	AMI publié par voie de presse	Facture insère presse de l'AMI	AMI disponible	PNPLZER	500 000				
	PV de sélection du consultant	Contrat de prestation signée	Contrat du consultant	PNPLZER	5 000 000				
	Atelier organisé ; nombre et type de sectoriel invité	Fiche de présence des participants et rapport de l'atelier de formation illustré de l'atelier ;	Nombre d'ateliers organisés ; nombre de participants	PNPLZER	7 000 000				
	01 atelier organisé	Fiche de présence des participants et rapport de l'atelier	Nombre d'ateliers organisés ; nombre de participants	PNPLZER	7 000 000				

			Traduction du document
			Impression et dissémination du document (100 exemplaires)
			Formation de 35 professionnels à l'utilisation des POS
Total axe stratégique 1			

❖ Axe stratégique 2 : Renforcement des capacités

	Actions	Activités	Tâches
Renforcement des capacités	Renforcement des capacités et ressources humaine et infrastructurelles en domaines USS (approche USS, zoonoses, RAM, SSA, ..)	Organiser un atelier pour mettre à jour la cartographie des opportunités, ressources, et des programmes de formation existant de renforcement des capacités en domaines Une Seule Santé	Elaborer les TdR de l'atelier
			Organiser 02 ateliers de mise à jour de la cartographie des opportunités, ressources, et des programmes de formation existant de renforcement des capacités en domaines Une Seule Santé, 35 personnes
		Mener des exercices de simulation pour renforcer les compétences USS	Elaborer les TdR des SIMEX
			Conduire 04 SIMEX par an
		Développer le plan de renforcement des capacités USS	Recruter un consultant pour élaborer le plan
			Organiser un atelier d'enrichissement du plan, de 30 personnes

Document traduit en anglais	PV de réception	Document traduit disponible	PNPLZER	500 000				
100 exemplaires du document imprimés et disséminés	Facture proforma, Bon de commande et fiche de décharge de la distribution du Guide auprès de parties prenantes	Nombre de copies du document imprimées et disséminées	PNPLZER	2 000 000				
Un atelier de formation organisé	Fiche de présence des participants et rapport de l'atelier de formation illustré	Nombre d'Ateliers organisés ; nombre de personnes formées	PNPLZER	10 000 000				
				537 000 000				

				Chronogramme MEO				
Résultats	Source de Vérification	Indicateur	Responsable	Eléments de coût	A1	A2	A3	A4
TDR élaborés	TDR signé et validé	TDR disponibles	PNPLZER	0				
02 ateliers organisés	Rapport d'activité, fiche de présence	Nombre d'ateliers organisés	PNPLZER	20 000 000				
TDR élaborés	TDR signé et validé	TDR disponibles	PNPLZER	0				
04 SIMEX sont menés par an, Plans d'amélioration après SIMEX élaborés	Rapport d'activité, fiche de présence	Nombre des SIMEX organisés	PNPLZER	40 000 000				
Un consultant est recruté, Plan développé	Rapport d'activité	Nombre de consultants recrutés	PNPLZER	5 000 000				
01 atelier organisé	Rapport d'activité, fiche de présence	Nombre d'ateliers organisés	PNPLZER	8 000 000				

			Organiser un atelier de validation du plan de 35 personnes
			Produire 100 exemplaires et disséminer le plan
		Organiser 04 ateliers de formation des acteurs multisectoriels a tous les niveaux (central, régional, local) sur les domaines USS (approche et compétences USS, zoonoses y compris les MEZ, MTN et MTV, RAM, SSA, ...)	Elaborer les TdR des ateliers de formation
			Tenir 04 ateliers de formation par an de 25 personnes
		Soutenir et promouvoir la future génération en Une Seule Santé à travers les stages, placement, mentorat en domaines USS	Elaborer les TdR pour recruter un consultant pour développer un programme d'accompagnement d'internship, fellowship et mentorat
			Recruter un consultant pour élaborer le programme
			Organiser un atelier pour valider le programme d'accompagnement d'internship, fellowship et mentorat (30 personnes)
			Publier un appel à recrutement des stagiaires
			Sélectionner 10 stagiaires de toutes disciplines USS par an
		Sensibiliser sur les maladies zoonotiques, tropicales négligées et à transmission vectorielle et (Agri-) WASH au niveau communautaire	Elaborer les TDR de l'activité, les fiches d'enquêtes CAP
			Conduire une enquête CAP sur ces maladies
			Organiser un atelier de 30 personnes pour concevoir les outils/messages et identifier les canaux
			Mener une mission de pré-test des outils/messages
			Organiser une réunion de 20 personnes de validation des outils/messages
			Produire 5000 exemplaires et disséminer les supports

01 atelier organisé	Rapport d'activité, fiche de présence	Nombre d'ateliers organisés	PNPLZER	10 000 000				
100 exemplaires produits et disséminés	Accusé de réception de mail/courriers, fiche de décharge	Nombre des mails envoyés/ copies disséminées	PNPLZER	500 000				
TDR élaborés	Rapports de réunion	TDR disponibles	PNPLZER	0				
4 ateliers de formations sont organisés	Rapports des formations, fiche de présence	Nombre d'ateliers de formation et des personnes formées	PNPLZER	60 000 000				
TDR élaborés	Rapports de réunion	TDR disponibles	PNPLZER	0				
Un consultant est recruté, programme développé	PV de consultant recruté	Nombre de consultants recrutés, programme disponible	PNPLZER	2 000 000				
Un atelier organisé, programme validé	Rapport d'atelier, fiche de présence	Nombre d'ateliers, programme disponible	PNPLZER	10 000 000				
Un appel à recrutement est publié	Appel à manifestation	Appel à manifestation disponible	PNPLZER	500 000				
10 stagiaires sont sélectionnés par an	Demande de stage	Nombre des stagiaires sélectionnés	PNPLZER	1 000 000				
TDR élaborés, fiches d'enquêtes élaborées	TDR et fiches d'enquêtes validés	TDR et fiches d'enquêtes disponibles	PNPLZER	500 000				
01 enquête CAP est conduite	Rapport d'enquête	Rapport d'enquête disponible	PNPLZER	15 000 000				
01 atelier organisé	Rapport d'atelier, fiche de présence	Nombre d'ateliers organisés/ nombre des participants	PNPLZER	10 000 000				
01 mission menée	Rapport de la mission, fiche de présence	Nombre de missions menées	PNPLZER	2 000 000				
01 atelier organisé	Rapport d'atelier, fiche de présence	Nombre d'ateliers organisés/ nombre de participants	PNPLZER	5 000 000				
5000 exemplaires sont produits et disséminés	PV de réception	Nombre d'exemplaires produits et disséminés	PNPLZER	10 000 000				

			Editer, traduire, et disséminer des outils de sensibilisation
			Organiser 05 missions de terrain par zones agroécologiques pour la sensibilisation des parties prenantes au niveau régional
		Renforcer les capacités sur le WASH et la biosécurité	Elaborer les TDR de l'activité
			Mettre en place un groupe de travail multi-sectoriel
			Organiser un atelier de 3 jours de 35 personnes d'élaboration du plan et les outils de sensibilisation sur le WASH et la biosécurité le long de la chaîne de valeur de l'élevage
			Organiser un atelier de 3 jours de 35 personnes de validation du plan et des outils de sensibilisation sur le WASH et la biosécurité le long de la chaîne de valeur de l'élevage
			Editer, traduire, et disséminer le plan et des outils de sensibilisation
			Organiser trois (03) ateliers zonaux de formateurs des formateurs sur le WASH et la biosécurité le long de la chaîne de valeur de l'élevage

50000 d'outils de sensibilisation produits et traduits sur les médicaments de qualité ;	BAT pour la production des outils, PV de réception des rapports traduits en anglais;	Nombre et type d'outils de sensibilisation produits et traduits sur les médicaments de qualité ;	PNPLZER	5 000 000				
05 missions de terrain organisées par zone agroécologique	Rapport de la mission avec en annexe, fiche de personnes rencontrées, ordre de mission TDR de la mission et photothèque	Nombre de missions de terrain organisées par zone agroécologique ; nombre et type de parties prenantes supervisées par zone agroécologique	PNPLZER	7 000 000				
TDR validé	TDR signé et validé	TDR disponible	PNPLZER	0				
Un groupe de travail est créé	Note de service portant création du groupe de travail et désignation des membres est signée et disponible	Note de service signée	PNPLZER	0				
01 Atelier organisé ; nombre et type de sectoriel invité	Fiche de présence des participant et rapport de l'atelier de formation illustré de l'atelier ;	Nombre d'ateliers organisés ; Nombre de participants	PNPLZER	5 000 000				
01 Atelier organisé ; nombre et type de sectoriel invité	Fiche de présence des participants et rapport de l'atelier de formation illustré de l'atelier ;	Nombre d'ateliers organisés ; Nombre de participants	PNPLZER	5 000 000				
5000 d'outils de sensibilisation sur le WASH et la biosécurité produit et traduit	BAT pour la production des outils, PV de réception des rapports traduits en anglais;	Nombre et type d'outils de sensibilisation sur le WASH et la biosécurité produits et traduits	PNPLZER	5 000 000				
03 atelier organisé par zone agroécologique	Rapport de la mission avec en annexe, fiche de personnes rencontrées, ordre de mission TDR de la mission photothèque	Nombre d'ateliers organisés par zone agroécologique ; nombre et type de parties prenantes formées par zone agroécologique	PNPLZER	15 000 000				

	Renforcement des capacités des parties prenantes et diffuser des connaissances		Organiser 05 ateliers de formations des communautés sur le WASH et la biosécurité le long de la chaîne de valeur de l'élevage
			Elaborer les TDRs de l'activité
		Organisation de séminaires biannuels impliquant tous les secteurs, les Universitaires, société civile, CTD, secteur privé concernés à tous les niveaux pour promouvoir l'importance d'améliorer l'intégrité des écosystèmes et les services écosystémiques pour soutenir les populations et un environnement sain et résilient	Organiser 03 réunions multisectorielles de préparation de l'activité
			Organiser 02 séminaires de 03 jours pour 25 personnes
			Faire le suivi-évaluation de la mise en œuvre des recommandations
		Organisation des fora biannuels impliquant tous les secteurs, les Universitaires, société civile, CTD, secteur privé concernés à tous les niveaux pour promouvoir l'importance d'améliorer l'intégrité des écosystèmes et les services écosystémiques pour soutenir les populations et un environnement sain et résilient	Elaborer les TDRs de l'activité
			Organiser 03 réunions multisectorielles de préparation de l'activité
			02 forum Organiser
			Suivre et évaluer la mise en œuvre des recommandations
		Elaborer un guide de sensibilisation des points focaux Une Seule Santé des Université qui peut également être utilisé par les étudiants dans les communautés	Elaborer les TdR pour recruter un consultant pour élaborer le guide

05 ateliers organisés par zone agroécologique	Rapport de la mission avec en annexe, fiche de personnes rencontrées, ordre de mission TDR de la mission photothèque	Nombre d'ateliers organisés par zone agroécologique ; nombre et type de parties prenantes formées par zone agroécologique	PNPLZER	10 000 000				
TDR élaboré	TDR signé et validé	TDR disponible	PNPLZER	0				
03 Réunion préparatoire organisée	Rapport des réunions avec fiche de présence et photothèque	Réunion préparatoire organisée ; Nombre et type de parties prenantes conviées	PNPLZER	5 000 000				
02 Atelier organisé	Fiche de présence des participants et rapport de l'atelier de formation illustré de l'atelier ;	Nombre d'ateliers organisés ; nombre et type de sectorielles invitées	PNPLZER	20 000 000				
01 outil de monitoring produits et distribués aux parties prenantes ; 05 nombre de réunion de suivi évaluation organisée	Rapport de l'activité, photothèque	Nombre d'outils de monitoring produits et distribués aux parties prenantes ; nombre de réunions de suivi évaluation organisées	PNPLZER	3 000 000				
TDR élaboré	TDR signé et validé	TDR disponible	PNPLZER	0				
03 Réunion préparatoire organisée	Rapport des réunions avec fiche de présence et photothèque	Nombre de réunions préparatoires organisées ; nombre et type de parties prenantes conviées	PNPLZER	500 000				
02 Fora organisés	Rapport du forum	Nombre de fora organisés	PNPLZER	4 000 000				
01 outils de monitoring et d'évaluation produits et distribués aux parties prenantes ; 01 nombre de réunion de suivi évaluation organisée	Rapport de l'activité, photothèque	Nombre d'outils de monitoring et d'évaluation produits et distribués aux parties prenantes ; Nombre de réunions de suivi évaluation organisées	PNPLZER	3 000 000				
TDR élaborés	Rapports de réunion	TDR disponibles	PNPLZER	0				

			Recruter un consultant pour élaborer le programme
			Organiser un atelier pour valider le guide
Total Axe Stratégique 2			

❖ **Axe stratégique n°3 : Soutien au développement de la recherche sur les maladies et menaces émergentes**

	Actions	Activités	Tâches
Axe stratégique n°3 : Soutien au développement de la recherche sur les maladies et menaces émergentes et ré-émergentes	Soutenir la recherche sur les maladies endémiques zoonotiques, négligées, tropicales et à transmissions vectorielles et RAM	Inventorier et appuyer les projets de recherche menés selon l'approche USS	Elaboration des TDRs
			Recruter un consultant national pour mener l'inventaire
			Accompagner 100 projets pertinents inventoriés
		Identifier et appuyer les projets de recherche sur les savoirs traditionnels des peuples autochtones des zones agroécologiques, afin d'enrichir les bonnes pratiques communautaires dans la lutte contre les zoonoses, la RAM et la préservation des écosystèmes et la lutte contre le changement climatique ;	Organiser des séances de travail pour l'élaboration des TDRs du recrutement du consultant ;
			Recruter un consultant national pour mener l'identification des projets de recherche ;
		Soutenir le processus de mise en place d'une bio-banque nationale pour la conservation des échantillons/souches de germes	Accompagner 5 projets pertinents identifiés
			Organiser 05 réunions d'élaboration du texte de création et de fonctionnement de la bio banque ;
			Acquérir le matériel de conservation des échantillons ;

Un consultant est recruté, programme développé	PV de consultant recruté	Nombre de consultants recrutés, programme disponible	PNPLZER	6 000 000				
Un atelier organisé,	Rapport d'atelier, fiche de présence	Nombre d'ateliers organisés	PNPLZER	10 000 000				
				298 000 000				

Maladies émergentes et ré-émergentes

Résultats	Source de Vérification	Indicateurs	Responsable	Chronogramme MOE				
				Eléments de coût	A1	A2	A3	A4
TDRs disponibles ;	TDR signé et validé	TDR disponibles	PNPLZER	0				
Inventaire disponible	Contrat et rapport d'étude	Rapport du consultant disponible	PNPLZER	15 000 000				
100 projets pertinents accompagnés	Documents de projet	Nombre de projets accompagnés	PNPLZER	100 000 000				
TDRs disponibles ;	TDR signé et validé	TDR disponibles	PNPLZER	0				
Inventaire disponible	Rapport du consultant	Nombre de projets identifiés	PNPLZER	15 000 000				
5 projets pertinents accompagnés	Documents de projet	Nombre de projets appuyés (nombre de publications)	PNPLZER/ MINRESI/ MINESUP	50 000 000				
Texte disponible	Rapport de réunion ou d'atelier	Nombre de réunions organisées	PNPLZER	5 000 000				
Matériels et équipement disponibles ;	Les factures et les rapports de réception des équipements	Nombre d'équipements et matériel acquis	PNPLZER	50 000 000				

		Exploiter le Une Seule Santé magazine pour vulgariser les projets de recherche afin d'améliorer leur visibilité, leur diffusion et leur exploitation parmi les acteurs de la plateforme Une Seule Santé pour une meilleure prise de décision	Former le personnel à l'utilisation des équipements et matériel. Organiser 05 séances de travail pour la Création d'une section spéciale dans le USS magazine destinée aux résultats de la recherche ; 02 Réunions de Plaidoyer auprès des chercheurs pour la diffusion de leurs résultats dans le OH magazine ; Production et Diffusion de 1000 tirages supplémentaires du USS magazine à grande échelle
	Construire les évidences pour l'approche Une Seule Santé pour réduire la charge de morbidité et l'impact socio-économique des zoonoses endémiques, tropicales négligées et à transmission vectorielle dans tous les secteurs concernés à tous les niveaux	Analyser les facteurs des risques, les fardeaux et impacts des maladies endémiques zoonotiques, tropicales négligées et à transmission vectorielle, ainsi que les raisons socioculturelles et économiques sous-jacentes à la transmission, lacunes et besoins en matière de données	Organiser des séances de travail pour l'élaborer les TDR de consultation pour le recrutement des chercheurs/consultants pour analyse des facteurs de risques, les fardeaux et impacts des maladies endémiques zoonotiques, tropicales négligées et à transmission vectorielle,
			Recruter 04 consultant/chercheurs pour analyse des facteurs des risques, les fardeaux et impacts des maladies endémiques zoonotiques, tropicales négligées et à transmission vectorielle, ainsi que les raisons socioculturelles et économiques sous-jacentes à la transmission, lacunes et besoins en matière de données
			Organiser un atelier non résidentiel de 5 jours de 35 personnes pour la présentation des résultats d'analyse des facteurs des risques, les fardeaux et impacts des maladies endémiques zoonotiques, tropicales négligées et à transmission vectorielle, ainsi que les raisons socioculturelles et économiques sous-jacentes à la transmission, lacunes et besoins en matière de données
			Organiser un atelier non résidentiel de 10 jours pour la production des cartes de risques
			Organiser 01 atelier de 5 jours pour 20 personnes pour la validation des résultats de l'analyse des facteurs des risques, les fardeaux et impacts des maladies endémiques zoonotiques, tropicales négligées et à transmission vectorielle, ainsi que les raisons socioculturelles et économiques sous-jacentes à la transmission, lacunes et besoins en matière de données

	% des Personnes formées	Le rapport de formation	Nombre de person- nels formés		5 000 000				
a	La section spéciale créée dans le USS magazine ;	Section spéciale crée dans le USS magazine	Nombre de séances de travail organi- sées	PNPLZER	500 000				
-	02 réunions de plaidoyers organisées ;	Rapport des réunions	Nombre de réu- nions organisées	PNPLZER	5 000 000				
	1000 magazines dispo- nibles	DAO, Contrat et docu- ments	Nombre d'exem- plaires produits	PNPLZER	5 000 000				
	TDR élaboré	TDR signé et validé	TDR disponibles	PNPLZER	0				
t	04 consultants recrutés	Consultants/Chercheurs recrutés	Rapport du consul- tant disponible	PNPLZER	10 000 000				
n	01 Atelier organisé	Fiche de présence des participants et rapport de l'atelier de formation illustré de l'atelier ;	Nombre de parti- cipants présents/ nombre et type de sectorielles invitées	PNPLZER	10 000 000				
	Atelier organisé ;	Fiche de présence des participants et rapport de l'atelier de formation illustré de l'atelier ;	Nombre de parti- cipants présents/ nombre et type de sectorielles invitées	PNPLZER	5 000 000				
t	Atelier organisé	Fiche de présence des participants et rapport de l'atelier de formation illustré de l'atelier ;	Nombre de parti- cipants présents/ nombre et type de sectorielles invitées	PNPLZER	7 000 000				

			Elaborer les TDR de l'activité
		Créer une base des données sur l'impact des maladies endémiques zoonotiques, tropicales négligées et vectorielles négligées	Création de bases de données et web application pour les données sur les maladies endémiques zoonotiques, tropicales et vectorielles négligées
			Organiser un atelier de 5 jours de 35 personnes la validation de la base de données et de la web application
	Renforcement de la recherche opérationnelle	Mettre en place une bio-banque nationale pour la conservation des échantillons/ souches de germes	Elaborer les TDRs de l'activité
			Construire/ aménager/ équiper la bio-banque nationale
			Faire le suivi et la maintenance des équipements
		Elaborer un programme national multisectoriel de recherche sur la RAM à l'interface homme, animal, environnement, végétale	Elaborer les TDRs de l'activité
			Lancer un Appel à candidature et publication
			Recruter un consultant
			Organiser des ateliers d'enrichissement (25 personnes)
			Organiser 01 atelier de validation technique (25 personnes)
Environnement	Protection, restauration et prévention de la dégradation des écosystèmes et de l'environnement au sens large	Evaluer les principaux facteurs entropiques conduisant à la dégradation de l'environnement qui ont un impact négatif sur la santé des écosystèmes	Elaborer les TDRs de l'activité
			Lancer un appel à candidature et publication
			Recruter un consultant
			Organiser un atelier d'enrichissement du rapport de l'étude sur les facteurs entropiques conduisant à la dégradation de l'environnement qui impactent négativement la santé des écosystèmes (35 personnes)

	TDR élaboré	TDR signé et validé	TDRs disponibles	PNPLZER	0				
cs	Base de données et la web application créé	Base de données et la web application en ligne	Nombre de bases de données et de web application créées	PNPLZER	5 000 000				
s	Atelier organisé ; nombre et type de sectoriel invité	Fiche de présence des participants et rapport de l'atelier de formation illustré ;	Nombre de participants présents/ nombre et type de sectorielles invitées	PNPLZER	10 000 000				
	TDR élaboré	TDR signé et validé	TDR disponible	PNPLZER	0				
	La bio-banque nationale est construite et équipée	PV de sélection du prestataire ; PV de réception des travaux d'aménagement, photothèque des travaux	Nombre et type d'équipements acquis	PNPLZER	60 000 000				
	Un contrat pour la maintenance des équipements est signé	Contrat de maintenance des équipements par un prestataire agréé ; certificats de service délivrés par le laboratoire	Nombre de missions de maintenance effectuées	PNPLZER	5 000 000				
	TDR élaboré	TDR signé et validé	TDR disponible	PNPLZER	0				
	AMI élaboré et distribué	Facture d'insertion presse de l'AMI	Nombre de candidats ayant soumis sa candidature	PNPLZER	500 000				
	Rapport de consultance	PV de recrutement du consultant, Rapport de consultance	Rapport du consultant disponible	PNPLZER	7 000 000				
	Atelier organisé ; nombre et type de sectoriel invité	Fiche de présence des participants et rapport de l'atelier de formation illustré de l'atelier ;	Nombre d'ateliers organisés	PNPLZER	10 000 000				
	Atelier organisé	Rapport de l'activité illustré avec fiche de présence des participants et	Nombre d'ateliers organisés/ nombre de personnes	PNPLZER	7 000 000				
	TDR élaboré	TDR signé et validé	TDR disponible	PNPLZER	0				
	AMI élaboré et distribué	Facture d'insertion presse de l'AMI	Nombre de candidats ayant soumis	PNPLZER	500 000				
	Rapport de consultance	PV de recrutement du consultant, Rapport de consultance	Rapport du consultant disponible	PNPLZER	7 000 000				
n-	Atelier organisé	Rapport de l'activité illustré avec fiche de présence des participants	Nombre d'ateliers organisés/ nombre de personnes	PNPLZER	7 000 000				

			Organiser un atelier de validation technique (35 personnes) de l'étude sur les facteurs entropiques conduisant à la dégradation de l'environnement qui impactent négativement la santé des écosystèmes
			Traduire le document
			Imprimer et disséminer le document (100 exemplaires)
		Elaborer la cartographie des impacts socio-économiques de la dégradation de l'environnement (y compris le changement d'affectation des terres, la perte de la biodiversité, la pollution, les déchets et les changements climatiques)	Elaborer les TDRs de l'activité
			Lancer un Appel à candidature et publication
			Recruter un consultant pour élaborer la cartographie des impacts socio-économiques de la dégradation de l'environnement (y compris le changement d'affectation des terres, la perte de la biodiversité, la pollution, les déchets et les changements climatiques)
			Organiser un atelier d'enrichissement (35 personnes)
			Organiser un atelier de validation technique (35 personnes)
			Traduire le document en anglais
			Imprimer et disséminer le document (100 exemplaires)

-	Atelier organisé	Rapport de l'activité illustré avec fiche de présence des participants	Nombre d'ateliers organisés/ nombre de personnes	PNPLZER	7 000 000				
	Document traduit	Facture et bon à tirer (BAT) de la version traduite	Nombre de réunions organisées	PNPLZER	500 000				
	AMI pour le recrutement d'une agence d'imprimerie pour la production du document	procès-verbal de sélection du prestation ; BAT ; procès verbal de réception	Nombre d'exemplaires produits	PNPLZER	2 000 000				
	TDR élaboré	TDR signé et validé	TDR disponibles	PNPLZER	0				
-	AMI publié par voie de presse	Facture insère presse de l'AMI	Nombre de candidats ayant soumis	PNPLZER	500000				
ts	Rapport de consultance	PV de recrutement du consultant ; Rapport de consultance	Rapport du consultant disponible	PNPLZER	6 000 000				
	Atelier organisé	Fiche de présence des participants et rapport de l'atelier de formation	Nombre de participants présents/ nombre et type de sectorielles invitées	PNPLZER	7 000 000				
	Atelier organisé	Fiche de présence des participants et rapport de l'atelier de formation illustré	Nombre de participants présents/ nombre et type de sectorielles invitées	PNPLZER	7 000 000				
	Document traduit en anglais	PV de réception du document traduit	Nombre de réunions organisées	PNPLZER	500 000				
	100 exemplaires document produit	Facture proforma, Bon de commande et fiche de décharge de la distribution du Guide auprès de parties prenantes	Nombre d'exemplaires produits	PNPLZER	2 000 000				

	Comp.3 : Renforcement de la recherche opérationnelle	Publication des articles dans les médias et les journaux scientifiques	Publication de 100 articles dans les médias et les journaux scientifiques
		Mener des études sur l'impact socio-économique de la dégradation de l'environnement par zone agroécologique sur les peuples autochtones et des communautés locales	Lancer un Appel à candidature et publication
			Recruter un consultant
			Organisation d'un atelier d'enrichissement de 35 personnes
			Organiser un atelier de validation
TOTAL AXE STRATÉGIQUE 3			

❖ **Axe stratégique 4 : Renforcement des systèmes de surveillance, d'investigation et de réponse**

	Actions	Activités	Tâches
Axe stratégique n°4 : Renforcement des systèmes de surveillance, d'investigation et de réponse de l'Environnement, de la santé Animale et de la Santé humaine	Renforcement des systèmes de surveillance des menaces d'origines alimentaires selon l'approche USS	Mettre en place un système de surveillance intégré en matière de SSA	Recruter un consultant national pour réaliser l'état des lieux des systèmes de surveillance existants en matière SSA et faire l'état des besoins
			Organiser un atelier de 03 jours validation des travaux du consultant
		Contribuer à la mise en place d'une base de données en matière de SSA	Organiser un atelier en vue de la formalisation des systèmes de surveillance en matière de SSA (mécanisme de coordination des systèmes de surveillance en matière de SSA)
			Recruter un consultant pour opérationnaliser le système interopérable de partage de données
			Organiser un atelier de formation des acteurs à l'utilisation du système interopérable de partage de données

AS	100 articles publiés	Numéros de publication	Nombre d'articles publiées	PNPLZER	5 000 000				
-	AMI publié par voie de presse	DAO, Contrat et documents	Nombre de sites de publication	PNPLZER	500000				
	PV de sélection du consultant	TDRS, Feuille de présence et rapport de consultance	Nombre de réunions organisées	PNPLZER	12 000 000				
at	Atelier d'enrichissement organisé	Rapport d'atelier illustré / fiche de présence	Nombre d'ateliers organisés/ Nombre de personnes	PNPLZER	7 000 000				
	Atelier organisé	Rapport d'ateliers illustré / fiche de présence	Nombre d'ateliers organisés/ Nombre de personnes	PNPLZER	7 000 000				
					446 500 000				

Réponse de l'Environnement, de la santé Animale et de la Santé humaine

						Chronogramme de MEO			
Résultats	Sources de Vérification	Indicateurs	Responsables	Éléments de coût	A1	A2	A3	A4	
Un consultant est recruté	Nombre de consultant recruté	TDR et AMI diffusés par voie de presse	PNPLZER	2 000 000					
Un atelier de validation est organisé	Rapport d’atelier et fiches de présence	Nombre d’ateliers organisés	PNPLZER	5 000 000					
Un atelier est organisé	Rapport d’atelier et fiches de présence	Nombre d’ateliers organisés	PNPLZER	5 000 000					
Un consultant est recruté	AMI, PV de sélection et MOU	Nombre de consultants recrutés	PNPLZER	15 000 000					
Un atelier est organisé	Rapport de l’atelier de formation	Nombre d’acteurs formés sur l’utilisation du système interopérable de partage des données	PNPLZER	7 000 000					

		Contribuer à la gestion des menaces d'origine alimentaire selon l'approche USS	Recruter un consultant national pour réaliser une étude nationale des niveaux de risques en matière SSA au Cameroun
			Organiser un atelier de 03 jours validation des travaux du consultant
			Organiser un atelier pour la mise sur pied d'un système de suivi et traitement des données sur la SSA
	Collecte et utilisation des données scientifiques sur la SSA pour l'amélioration de la prise de décision et la gestion des menaces d'origines alimentaires	Améliorer la recherche sur les menaces d'origine alimentaire selon l'Approche USS	Organiser un atelier pour la cartographie des programmes de recherche sur la SSA et l'états des lieux des laboratoires agréés sur la détection des menaces liées à la SSA
			Acquisition des consommables et des équipements pour le renforcer le plateau technique des laboratoires agréés
			Atelier de formation des professionnels de laboratoire sur la détection des menaces d'origine alimentaire et sur les aspects de la science comportementale
	Elaboration des outils et ressources opérationnels pour la surveillance et la cartographie des zones à risque pour les maladies tropicales négligées, les maladies à transmission vectorielles et leurs vecteurs, du niveau local au niveau national.	Cartographier les MTN selon les zones agroécologiques	Mettre en place un groupe de travail multisectoriel pour la réalisation de la cartographie
			Organiser une réunion de validation de la méthodologie de cartographie

	Un consultant est recruté	Nombre de consultant recruté	TDR et AMI diffusés par voie de presse	PNPLZER	16 000 000				
	Un atelier de validation est organisé	Rapport d'atelier et fiches de présence	Nombre d'ateliers organisés	PNPLZER	5 000 000				
	Un atelier est organisé	Rapport d'atelier et fiches de présence	Nombre d'ateliers organisés	PNPLZER	7 000 000				
x s	Un atelier est organisé	Rapport d'atelier et fiches de présence	Nombre d'ateliers organisés	PNPLZER	8 000 000				
	Des consommables et des équipements sont acquis par les laboratoires	Liste des équipements identifiés ; proforma des équipements ; Bon de commande et PV de réception	Nombre de consommables et d'équipements reçus	PNPLZER	200 000 000				
	Un atelier est organisé	Fiche de présence des participants sur les menaces et rapport illustré de l'atelier ;	Nombre d'ateliers organisés	PNPLZER	7 000 000				
	Un groupe de travail est créé	Note de service portant création du groupe de travail et désignation des membres est signée et disponible	Note de service signée	PNPLZER	0				
	Une réunion organisée	Rapport d'activité et fiche de présence	Nombre de réunions organisées ; nombre et type de parties prenantes conviées	PNPLZER	2 000 000				

			Organiser un atelier de 03 jours de 10 personnes pour l'élaboration des outils de collecte de données sur le terrain
			Organiser un atelier de 3 jours de 10 personnes pour la validation des outils de collecte de données sur le terrain
			Organiser 10 missions de terrain de 3 personnes pour chacune des 5 zones agroécologiques pour la collecte des données de terrain
			Organiser un atelier de 5 jours pour 20 personnes pour l'analyse des données de terrain et la rédaction du rapport de la cartographie des MTN
			Organiser un atelier non résidentiel de 3 jours pour 35 personnes pour la validation du rapport de la cartographie des MTN
			Editer, traduire, et disséminer le rapport de la cartographie des MTN
		Développer les outils de création des cartes de risque pour la détection des MTV selon les zones à risque dans communautés	Elaborer et valider les TDR de l'activité
			Mettre en place un groupe de travail multisectoriel pour développement des outils de création des cartes de risque
			Organiser un atelier non résidentiel de 3 jours de 35 personnes pour l'élaboration des outils de création des cartes de risque

	Un atelier organisé	Fiche de présence des participants et rapport illustré de l'atelier	Nombre d'ateliers organisés ; nombre et type de sectorielles présentes	PNPLZER	5 000 000				
ur	Un atelier organisé	Fiche de présence des participants et rapport illustré de l'atelier	Nombre d'ateliers organisés ; nombre et type de sectorielles présentes	PNPLZER	5 000 000				
	10 missions organisées	Ordre de mission, Rapport d'activité illustré	Nombre d'enquêtes réalisées par zone agroécologique	PNPLZER	16 000 000				
n	Un atelier organisé	Fiche de présence des participants et rapport illustré de l'atelier de formation	Nombre d'ateliers organisés ; nombre et type de sectorielles présentes	PNPLZER	7 000 000				
	Un atelier organisé	Fiche de présence des participants et rapport de l'atelier illustré ;	Nombre d'ateliers organisés ; nombre et type de sectorielles présentes	PNPLZER	10 000 000				
	Un Rapport produit	BAT pour la production des outils, PV de réception des rapports traduits en anglais ;	Nombre de rapports d'inventaire produits et traduits par acteurs sur les MEZ, MTN et MTV;	PNPLZER	7 000 000				
	Les TDR Elaborés et Validés	TDR disponibles	Rapport de réunions	PNPLZER	5 000 000				
es	Un groupe de travail est créé	Note de service portant création du groupe de travail et désignation des membres est signée et disponible	Note de service signée	PNPLZER	2 000 000				
5	Un atelier organisé	Rapport d'activité et fiche de présence	Nombre de réunions de validation de la méthodologie ; nombre et type de parties prenantes conviées	PNPLZER	12 000 000				

			Organiser un atelier non résidentiel de 3 jours de 35 personnes pour la validation des outils de création des cartes de risque
			Mission de terrain pour collecter les données sur les facteurs de risques
			Organiser un atelier de 05 jours pour 25 personnes pour la production des cartes de risques
			Organiser un atelier non résidentiel de 5 jours pour 25 personnes pour la validation des cartes de risques
		Définir les besoins en termes de diagnostic définis comme des profils de produits cibles	Elaborer les TDR de l'activité
			Organiser un atelier non résidentiel de 5 jours de 35 personnes pour d'élaborer un guide qui vas permettre d'évaluer les des besoins des structures en termes de diagnostic
			Acquisition du matériel de diagnostic
		Plaidoyer pour des outils de diagnostic et des mécanismes de notification des maladies au niveau communautaire	Elaborer les TDR de l'activité
			Organiser un atelier de 5 jours de 35 personnes pour l'élaboration des outils de diagnostic et des mécanismes de notification des maladies au niveau communautaire
			Organiser un atelier de 3 jours de 35 personnes pour la validation des outils de diagnostic et des mécanismes de notification des maladies au niveau communautaire

5	Un atelier organisé	Fiche de présence des participants et rapport illustré de l'atelier	Atelier organisé ; nombre et type de sectorielles invitées	PNPLZER	5 000 000				
s	Nombre de missions organisées	Ordre de mission, Rapport illustré	Nombre d'enquêtes réalisées par zone agroécologique	PNPLZER	5 000 000				
	Un atelier organisé	Fiche de présence des participants et rapport illustré de l'atelier	Nombre d'ateliers organisés ; nombre et type de sectorielles présentes	PNPLZER	7 000 000				
s	Un atelier organisé	Fiche de présence des participants et rapport illustré de l'atelier	Nombre d'ateliers organisés ; nombre et type de sectorielles présentes	PNPLZER	5 000 000				
	Les TDR Elaborés	TDR signé et validé	TDR disponible	PNPLZER	5 000 000				
	Un atelier organisé	Fiche de présence des participants et rapport illustré de l'atelier	Atelier organisé ; nombre et type de sectorielles présentes	PNPLZER	10 000 000				
	Matériel acquis	Proforma des équipements, Bon de commande et Bon de livraison avec photo	Nombre et type d'équipements identifiés	PNPLZER	100 000 000				
	TDR Elaboré	TDR signé et validé	TDR disponible	PNPLZER	5 000 000				
	Un atelier organisé	Fiche de présence des participants et rapport illustré de l'atelier	Nombre d'ateliers organisés ; nombre et type de sectorielles présentes	PNPLZER	7 000 000				
	Un atelier organisé	Fiche de présence des participants et rapport illustré	Atelier organisé ; nombre et type de sectorielles présentes	PNPLZER	10 000 000				

			Editer, traduire, et disséminer les outils de diagnostic et des mécanismes de notification des maladies au niveau communautaire
			Mise en œuvre de la phase pilote
			Organiser 10 missions de supervision formative sur site (5 zones agroécologiques) de 03 personnes pour évaluer la phase pilote
			Organiser un atelier de 3 jours de 35 personnes de présentation des résultats de la phase pilote
		Renforcer les capacités des laboratoires dans les différents secteurs notamment en entomologie médical et vétérinaire	Elaborer les TDR de l'activité
			Organiser un atelier non résidentiel de 5 jours de 35 personnes pour l'identification des besoins des laboratoires en entomologie médical et vétérinaire
			Acquisition du matériel de diagnostic
			04 Missions de suivi du fonctionnement des laboratoires dans le cadre du réseau de laboratoire
	Renforcement de la lutte contre les vecteurs et les rongeurs, ainsi que la menace spécifique qu'elles représentent pour les zones urbaines.	Renforcer les formations pour les programmes de lutte contre les rongeurs et les vecteurs	Elaborer les TDR de l'activité
			Mettre en place un groupe de travail multisectoriel
			Organiser un atelier de 5 jours de 35 personnes d'élaboration des modules de formations pour les programmes de lutte contre les rongeurs et les vecteurs

Outils de diagnostic produits	BAT pour la production des outils, PV de réception des rapports traduits en anglais	Nombre et type d'outils de diagnostic et de notification des cas et traduits par acteurs sur les MEZ, MTN et MTV;	PNPLZER	7 000 000				
La phase pilote est mise en œuvre	Fiche de reporting des descentes sur le terrain par zone agroécologique	Plan de descente par zone agroécologique disponible	PNPLZER	5 000 000				
10 Missions de supervision formative organisées	Rapport de la mission avec en annexe , fiche de personnes rencontrées , ordre de mission TDR de la mission photothèque	Nombre de missions de supervision formative organisées par zone agroécologique ; nombre et type de parties prenantes supervisées par zone agroécologique	PNPLZER	5 000 000				
Un atelier organisé	Fiche de présence des participants et rapport illustré	Atelier organisé ; nombre et type de sectorielles présentes	PNPLZER	7 000 000				
TDR Elaboré	TDR signé et validé	TDR disponible	PNPLZER	7 000 000				
Un atelier organisé	Fiche de présence des participants et rapport illustré	Nombre d'ateliers organisés ; nombre et type de sectorielles présentes	PNPLZER	16 000 000				
Matériel de diagnostic acquis	Proforma des équipements, Bon de commande et Bon de livraison avec photo	Nombre et type d'équipements identifiés	PNPLZER	10 000 000				
04 missions de suivis réalisées	Rapport de la mission avec en annexe, fiche de personnes rencontrées, ordre de mission TDR de la mission et photothèque	Nombre de missions de suivi du fonctionnement des laboratoires par région ; nombre et type de parties prenantes supervisées par région	PNPLZER	10 000 000				
TDR Elaboré	TDR signé et validé	TDR validé	PNPLZER	0				
Un groupe de travail est créé	Note de service portant création du groupe de travail et désignation des membres est signée et disponible	Note de service signée	PNPLZER	5 000 000				
Un atelier organisé	Fiche de présence des participants et rapport illustré	Nombre d'ateliers organisés ; nombre et type de sectorielles invitées	PNPLZER	7 000 000				

			Organiser un atelier de 5 jours de 35 personnes pour la validation des modules de formations pour les programmes de lutte contre les rongeurs et les vecteurs
			Editer, traduire, et disséminer les modules et des outils de sensibilisation
			Organiser trois (03) ateliers zonaux de formateurs des formateurs de 05 jours pour 25 personnes sur la lutte contre les rongeurs et les vecteurs
		Soutenir l'engagement et la mobilisation des communautés dans la lutte antivectorielle	Organiser 03 ateliers de formations de 05 jours pour 25 personnes des communautés sur lutte contre les rongeurs et les vecteurs
			Elaborer les TDR de l'activité
			Organiser un atelier de 5 jours de 35 personnes d'élaboration des modules de formations pour engagement et la mobilisation des communautés dans la lutte antivectorielle
			Organiser un atelier de 5 jours de 35 personnes de validation des modules de formations pour engagement et la mobilisation des communautés dans la lutte antivectorielle
			Editer, traduire, et disséminer les modules et des outils de sensibilisation
			Organiser trois (03) ateliers zonaux de de 05 jours pour 25 personnes des formateurs des formateurs sur l'engagement et la mobilisation des communautés dans la lutte antivectorielle

Un atelier organisé	Fiche de présence des participants et rapport de l'atelier de formation illustré de l'atelier ;	Atelier organisé ; nombre et type de sectorielles invitées	PNPLZER	7 000 000					
Les modules et outils de sensibilisation sont disséminés	BAT pour la production des outils, PV de réception des rapports traduits en anglais ;	Nombre et type d'outils de sensibilisation sur la lutte contre les rongeurs et les vecteurs, produits et traduits	PNPLZER	20 000 000					
Trois ateliers organisés	Rapport de la mission avec en annexe, fiche de personnes rencontrées, ordre de mission TDR de la mission photothèque	Nombre d'ateliers organisés par zone agroécologique ; nombre et type de parties prenantes formées par zone agroécologique	PNPLZER	48 000 000					
Trois ateliers organisés	Rapport de la mission avec en annexe, fiche de personnes rencontrées, ordre de mission TDR de la mission photothèque	Nombre d'ateliers organisés par zone agroécologique ; nombre et type de parties prenantes formée par zone agroécologique	PNPLZER	48 000 000					
TDR Elaboré	TDR signé et validé	TDR disponible	PNPLZER	15 000 000					
Un atelier organisé	Fiche de présence des participants et rapport de l'atelier de formation illustré de l'atelier ;	Nombre d'ateliers organisés ; nombre et type de sectorielles présentes	PNPLZER	15 000 000					
Un atelier organisé	Fiche de présence des participants et rapport illustré	Nombre d'ateliers organisés ; nombre et type de sectorielles présentes	PNPLZER	10 000 000					
Modules et outils de sensibilisation édités, traduits et disséminés	BAT pour la production des outils, PV de réception des rapports traduits en anglais ;	Nombre et type d'outils de sensibilisation sur la lutte antivectorielle, édités, traduits et disséminés	PNPLZER	5 000 000					
Trois ateliers organisés	Rapport de la mission avec en annexe, fiche de personnes rencontrées, ordre de mission TDR de la mission photothèque	Nombre d'ateliers organisés par zone agroécologique ; nombre et type de parties prenantes formées par zone agroécologique	PNPLZER	48 000 000					

			Organiser (03) ateliers de formations de 05 jours pour 25 personnes des communautés sur l'engagement et la mobilisation des communautés dans la lutte antivectorielle
		Améliorer la surveillance des vecteurs et rongeurs	Elaborer les TDR de l'activité
			Organiser 05 missions de terrain pour le coaching des acteurs de terrain et de suivi des indicateurs de surveillance
		Soutenir la gestion intégrée des vecteurs, notamment pour la prévention et la lutte contre les maladies à transmission vectorielle	Elaborer les TDR de l'activité
			Organiser un atelier non résidentiel de 5 jours de 35 personnes d'élaboration des POS de prévention et la lutte contre les maladies à transmission vectorielle
			Organiser un atelier non résidentiel de 3 jours de 35 personnes de validation des POS de prévention et la lutte contre les maladies à transmission vectorielle
			Organiser 05 missions de terrain de prévention et la lutte contre les maladies à transmission vectorielle
		Soutenir la réponse mondiale à la lutte antivectorielle 2017-2030	Elaborer les TDR de l'activité
			Organiser 10 missions de lutte antivectorielle par zones agroécologique
			Organiser et soutenir la recherche opérationnelle sur la lutte antivectorielle

	Trois ateliers organisés	Rapport de la mission avec en annexe, fiche de personnes rencontrées, ordre de mission TDR de la mission photothèque	Nombre d'ateliers organisés par zone agroécologique ; nombre et type de parties prenantes formées par zone agroécologique	PNPLZER	48 000 000				
	TDR Elaboré	TDR signé et validé	TDR disponible	PNPLZER	0				
	Cinq missions de terrain réalisées	Fiche de présence des participants et rapport de mission ;	Atelier organisé ; nombre et type de sectorielles présentes	PNPLZER	45 000 000				
	TDR Elaboré	TDR signé et validé	TDR disponible	PNPLZER	16 000 000				
5 a	Un atelier organisé	Fiche de présence des participants et rapport illustré de l'atelier	Nombre d'ateliers organisés ; nombre et type de sectorielles présentes	PNPLZER	15 000 000				
5 a	Un atelier organisé	Fiche de présence des participants et rapport illustré de l'atelier	Nombre d'ateliers organisés ; nombre et type de sectorielles présentes	PNPLZER	7 000 000				
a	Cinq missions de terrain réalisées	Rapport de la mission avec en annexe , fiche de personnes rencontrées , ordre de mission TDR de la mission photothèque	Nombre de missions de terrain organisées par zone agroécologique ; nombre et type de parties prenantes supervisées par zone agroécologique	PNPLZER	15 000 000				
	TDR Elaboré	TDR signé et validé	TDR disponible	PNPLZER	7 000 000				
	Dix missions de lutte antivectorielle organisées	Rapport de la mission avec en annexe, fiche de personnes rencontrées , ordre de mission TDR de la mission photothèque	Nombre de missions de terrain organisées par zone agroécologique ; nombre et type de parties prenantes supervisées par zone agroécologique	PNPLZER	50 000 000				
r	La recherche opérationnelle sur les vecteurs et organisée et soutenue	Protocole de recherche validé sur les thématiques liées à la lutte antivectorielle	Nombre et type de projets de recherche financées dans la cadre de la lutte antivectorielle	PNPLZER	150 000 000				

			Elaborer les TDR de l'activité
			Mettre en place un groupe de travail multisectoriel
		Soutenir l'initiative mondiale intégrée de lutte contre les arbovirus	Organiser 03 ateliers par zones agro écologiques sur la lutte de contre les arbovirus de 3 jours de 35 personnes
			Organiser et soutenir la recherche opérationnelle sur contre les arbovirus
		Renforcer la surveillance à base communautaire/ surveillance fondée sur les événements selon l'approche une seule santé en prenant en compte les aspects de surveillance digitale	Elaborer les TDR de l'activité
Renforcement de la déclaration des maladies et la collecte intégrée des données, le partage des informations et la réponse aux épidémies			Organiser un atelier de 5 jours de 35 personnes pour l'élaboration/mise à jour du plan et des outils sur la surveillance à base communautaire/ surveillance fonde sur les événements selon l'approche Une Seule Santé
			Organiser un atelier de 3 jours de 35 personnes pour la validation du plan et des outils sur la surveillance à base communautaire/ surveillance fonde sur les événements selon l'approche Une Seule Santé
			Editer, traduire, et disséminer le plan et des outils sur la surveillance à base communautaire/ surveillance fonde sur les événements selon l'approche Une Seule Santé
			Mise en œuvre de la phase pilote
			Organiser les missions de terrain de 3 personnes pour chacune des 5 zones agroécologiques pour évaluer la phase pilote
			Elaborer les TDR de l'activité

	TDR Elaboré	TDR signé et validé	TDR disponible		4 000 000				
	Un groupe de travail est créé	Note de service portant création du groupe de travail et désignation des membres est signée et disponible	Note de service signée	PNPLZER	5000000				
	Trois ateliers organisés	Fiche de présence des participants et rapport illustré	Nombre d'ateliers organisés ; nombre et type de sectorielles présentes	PNPLZER	48 000 000				
r	La recherche opérationnelle sur les arbovirus est organisée et soutenue	Protocole de recherche validé sur les thématiques liées à la lutte contre les arbovirus	Nombre et type de projets de recherche financés dans la cadre de la lutte antivectorielle	PNPLZER	12 000 000				
	TDR Elaboré	TDR signé et validé	TDR disponible	PNPLZER	0				
r	Un atelier organisé	BAT pour la production des outils, PV de réception des rapports traduits en anglais ;	Nombre et type d'outils de sensibilisation produits et traduit sur les médicaments de qualité ;	PNPLZER	7 000 000				
-	Un atelier organisé	Fiche de présence des participants et rapport illustré de l'atelier ;	Nombre d'ateliers organisés ; nombre et type de sectorielles présentes	PNPLZER	7 000 000				
	Le plan et les outils sur la surveillance à base communautaire sont édités, traduits et disséminés	BAT pour la production des outils, PV de réception des rapports traduits en anglais ;	Nombre et type d'outils sur la surveillance à base communautaire/ surveillance fonde sur les événements selon l'approche Une Seule Santé, produit et traduit	PNPLZER	7 000 000				
	La phase pilote est mise en œuvre	Rapport de la phase pilote	Nombre de phases pilotes mises en œuvre	PNPLZER	15 000 000				
	5 missions d'évaluation réalisées	Rapport de la mission avec en annexe , fiche de personnes rencontrées , ordre de mission TDR de la mission photothèque	Nombre de missions de terrain organisées par zone agroécologique ; nombre et type de parties prenantes supervisées par zone agroécologique	PNPLZER	50 000 000				
	TDR Elaboré	TDR signé et validé	TDR disponible	PNPLZER	0				

		Renforcer la collecte et communication des données désagrégées des maladies endémiques zoonotiques, tropicales négligées et à transmission vectorielle	Organiser un atelier de 5 jours de 35 personnes pour l'élaboration des modules de formation sur la collecte et communication des données désagrégées des maladies endémiques zoonotiques, tropicales négligées et à transmission vectorielle
			Organiser un atelier de 3 jours de 35 personnes pour la validation des modules de formation sur la collecte et communication des données désagrégées des maladies endémiques zoonotiques, tropicales négligées et à transmission vectorielle
			Editer, traduire, et disséminer des modules de formation sur la collecte et communication des données désagrégées des maladies endémiques zoonotiques, tropicales négligées et à transmission vectorielle
			Organiser 05 formations régionales de 3 jours de 35 personnes sur la collecte et communication des données désagrégées des maladies endémiques zoonotiques, tropicales négligées et à transmission vectorielle
		Développer les guides des indicateurs et des outils normalisés, protocoles harmonisés avec partage des données entre les secteurs	Elaborer les TDR de l'activité
			Organiser un atelier non résidentiel de 5 jours de 35 personnes pour l'élaboration des guides des indicateurs et des outils normalisés, protocoles harmonisés avec partage des données entre les secteurs
			Organiser un atelier non résidentiel de 3 jours de 35 personnes pour la validation des guides des indicateurs et des outils normalisés, protocoles harmonisés avec partage des données entre les secteurs

s	Un atelier organisé	Fiche de présence des participants et rapport de l'atelier de formation illustré de l'atelier ;	Nombre d'ateliers organisés ; nombre et type de sectorielles présentes	PNPLZER	7 000 000				
s	Un atelier organisé	Fiche de présence des participants et rapport illustré de l'atelier	Nombre d'ateliers organisés ; nombre et type de sectorielles présentes	PNPLZER	10 000 000				
	Modules de formation sur la et communication des données désagrégées des MEZ, MTN et MTV édités, traduits et disséminés	BAT pour la production des outils, PV de réception des rapports traduits en anglais ;	Nombre et type d'outils sur les modules de formation sur la collecte et communication des données désagrégées des maladies endémiques zoonotiques, tropicales négligées et à transmission vectorielle, édités, traduits et disséminés	PNPLZER	16 000 000				
	05 missions de terrain réalisées	Rapport de la mission avec en annexe, fiche de personnes rencontrées, ordre de mission TDR de la mission photothèque	Nombre d'ateliers organisés par zone agroécologique ; nombre et type de parties prenantes formées par zone agroécologique	PNPLZER	25 000 000				
	TDR Elaboré	TDR signé et validé	TDR disponible	PNPLZER	0				
5 s	Un atelier organisé	Fiche de présence des participants et rapport illustré de l'atelier	Atelier organisé ; nombre et type de sectorielles présentes	PNPLZER	16 000 000				
5 s	Un atelier organisé	Fiche de présence des participants et rapport illustré de l'atelier	Atelier organisé ; nombre et type de sectorielles présentes	PNPLZER	10 000 000				

			Editer, traduire, et disséminer des guides des indicateurs et des outils normalisés, protocoles harmonisés avec partage des données entre les secteurs
			Organiser 05 formations régionales et de terrain sur le partage des données durant 03 jours de 35 personnes
		Evaluer, renforcer et mettre en œuvre l'outil d'évaluation d'interopérabilité de partage des données de surveillance et de partage de l'information (SIS-OT)	Elaborer les TDR de l'activité
			Organiser un atelier de 5 jours de 35 personnes de formation sur l'outil d'évaluation d'interopérabilité de partage des données de surveillance et de partage de l'information (SIS-OT)
			Organiser 02 ateliers de 3 jours de 35 personnes afin d'évaluer les systèmes de surveillance et de partage des données dans les secteurs
			Développer les modules d'interopérabilité des systèmes existants en santé animale
			Acquérir le matériel informatique pour les systèmes de surveillance existants
		Organiser les réunions d'élaboration des rapports de surveillance coordonnée	Elaborer les TDR de l'activité
			Appuyer l'organisation des réunions trimestrielles, semestrielles et annuelles des réseaux de surveillance en santé animale, humaine et environnementale
			Editer, traduire, et disséminer les rapports de surveillance

-	Guide des indicateurs et des outils normalisés, protocoles harmonisés édités, traduits, disséminés	BAT pour la production des outils, PV de réception des rapports traduits en anglais ;	Nombre et type d'outils sur les modules de formation sur la collecte et communication des données désagrégées des maladies endémiques zoonotiques, tropicales négligées et à transmission vectorielle, édités, traduits, disséminés	PNPLZER	20 000 000				
	Cinq formations régionales et de terrain organisées	Rapport de la mission avec en annexe, fiche de personnes rencontrées, ordre de mission TDR de la mission photothèque	Nombre d'atelier organisé par zone agroécologique; nombre et type de parties prenantes formées par zone agroécologique	PNPLZER	72 000 000				
	TDR Elaboré	TDR signé et validé	TDR disponible	PNPLZER	0				
e	Un système interopérable de partage des données de surveillance et de partage de l'information est fonctionnel	Fiche de présence des participants et rapport illustré de l'atelier	Atelier organisé ; nombre et type de sectorielles présentes	PNPLZER	48 000 000				
n	02 ateliers organisés	Fiche de présence, rapport de l'évaluation	Nombre et type de parties prenantes ayant participé à la réunion d'évaluation des systèmes de surveillance	PNPLZER	30 000 000				
	Un module d'interopérabilité développé	PV de recrutement du consultant, rapport de la commission de recette technique	Nombre et type de modules d'interopérabilité des systèmes existants en santé animale produits	PNPLZER	20 000 000				
s	Matériel d'informatique acquis	Proforma des équipements, Bon de commande et Bon de livraison avec photo	Nombre et type de matériels identifiés	PNPLZER	16 000 000				
	TDR Elaboré	TDR signé et validé	TDR disponible	PNPLZER	0				
	Quatre réunions du réseau de surveillance organisées	Rapport d'activités, feuille de présence et photothèque de chaque réunion	Nombre de réunions organisées ; nombre et type de parties prenantes conviées	PNPLZER	6 000 000				
	Rapports de surveillance édités, traduits et disséminés	BAT pour la production des outils, PV de réceptions des rapports traduits en anglais	Nombre et type de rapports édités, traduits et disséminés	PNPLZER	2 000 000				

		Intégrer les données multisectorielles pour l'analyse et la visualisation	Elaborer les TDR de l'activité
			Former 200 cadres des réseaux à l'analyse des données de surveillance en 06 sessions
			Appuyer l'organisation des réunions trimestrielles, semestrielles et annuelles des réseaux de surveillance en santé animale, humaine et environnementale pour l'analyse et la visualisation des données
			Editer, traduire, et disséminer les rapports de surveillance
	Amélioration du dispositif de surveillance intégré des maladies	Renforcer les systèmes de collecte des données et de transmission des réseaux d'Epidémio-surveillances sur les zoonoses endémiques, les maladies tropicales négligées et les maladies à transmission vectorielle, selon le cas	Elaborer les TDR de l'activité
			Acquisition du Matériel de collecte et de transmission des données pour les réseaux d'Epidémiosurveillances sur les zoonoses endémiques, les maladies tropicales négligées et les maladies à transmission vectorielle, selon le cas
			Organiser de 03 ateliers non résidentiels de 5 jours de 35 personnes pour l'élaboration des guides de surveillance
			Organiser un atelier non résidentiel de 3 jours de 35 personnes pour la validation des guides de surveillance
			Former 500 acteurs à la collecte des données et de transmission des réseaux d'Epidémio-surveillances sur les zoonoses endémiques, les maladies tropicales négligées et les maladies à transmission vectorielle, selon le cas
		Mettre en place et renforcer les outils de collecte d'archivages et de transmission des données sur les maladies endémiques zoonotiques, tropicales négligées et à vecteur selon le cas	Elaborer les TDR de l'activité

TDR Elaboré	TDR signé et validé	TDR disponible	PNPLZER	0				
Six sessions de formation organisées	Fiche de présence des participants et rapport illustré de l'atelier	Nombre de sessions de formation organisées ; nombre et type de sectorielles présentes	PNPLZER	200 000 000				
Six réunions organisées	Rapport d'activités, feuille de présence et photothèque de chaque réunion	Nombre de réunions organisées ; nombre et type de parties prenantes	PNPLZER	6 000 000				
Rapport de surveillance édité, traduit et disséminé	BAT pour la production des outils, PV de réception des rapports traduits en anglais;	Nombre et type de rapports, produits et traduits	PNPLZER	6 000 000				
TDR Elaboré	TDR signé et validé	TDR disponible	PNPLZER	0				
Le matériel de collecte et de transmission acquis	Proforma des équipements, Bon de commande et Bon de livraison avec photo	Nombre et type de matériels identifiés	PNPLZER	80 000 000				
Trois ateliers organisés	Fiche de présence des participants et rapport de l'atelier de formation illustré de l'atelier ;	Nombre d'ateliers organisés ; nombre et type de sectorielles présentes	PNPLZER	40 000 000				
Un atelier organisé	Fiche de présence des participants et rapport de l'atelier de formation illustré de l'atelier ;	Atelier organisé ; nombre et type de sectorielles invitées	PNPLZER	16 000 000				
500 acteurs formés	Fiche de présence des participants et rapport illustré de l'atelier	Nombre d'enquêteurs formés sur l'Epidémiologie-surveillances sur les zoonoses endémiques, les maladies tropicales négligées et les maladies à transmission vectorielle, selon le cas	PNPLZER	60 000 000				
TDR Elaboré	TDR signé et validé	TDR disponible	PNPLZER	0				

			Appuyer la conception et le développement des modules d'archivages et de transmission des données
			Organiser un atelier de renforcement des capacités de 35 acteurs de la surveillance dans la collecte et la transmission des données sur les maladies endémiques zoonotiques, tropicales négligées et à vecteur selon les cas pendant 3 jours
		Soutenir l'identification des possibilités d'utilisation conjointe des infrastructures et de la logistique, en élargissant le champ d'application des réseaux existants (tels que les chaînes du froid, les programmes de contrôle et les campagnes de vaccination)	Elaborer les TDR de l'activité
			Mettre en place un groupe de travail multisectoriel pour l'élaboration du draft du document
			Organiser un atelier non résidentiel de 5 jours de 35 personnes pour l'élaboration du plan de développement des réseaux de surveillance et de programme de contrôle des maladies
			Organiser un atelier non résidentiel de 3 jours de 35 personnes pour la validation du plan de développement des réseaux de surveillance et de programme de contrôle des maladies
			Acquérir le matériel et la logistique pour la surveillance des maladies animales, humaines et environnementale

Modules d'archivage conçus	Rapport de la mission avec en annexe, fiche de personnes rencontrées, ordre de mission TDR de la mission photothèque	Nombre et type de modules d'archivages et de transmission des données	PNPLZER	10 000 000				
Un atelier organisé	Fiche de présence des participants et rapport illustré de l'atelier	Nombre d'ateliers organisés et Nombre de personnes formées	PNPLZER	10 000 000				
TDR Elaboré	TDR signé et validé	TDR disponible	PNPLZER	0				
Un groupe de travail est créé ; Le draft du document élaboré	Note de service portant création du groupe de travail et désignation des membres est signée et disponible ; draft du document	Note de service signée ; Draft disponible	PNPLZER	5 000 000				
Un atelier organisé	Fiche de présence des participants et rapport illustré de l'atelier	Nombre d'ateliers organisés et Nombre de personnes présentes	PNPLZER	7 000 000				
Un atelier organisé	Fiche de présence des participants et rapport illustré de l'atelier	Nombre d'ateliers organisés et Nombre de personnes présentes	PNPLZER	7 000 000				
Matériel et logistique de surveillance acquis	Proforma des équipements, Bon de commande et Bon de livraison avec photo	Nombre et type d'équipements identifiés	PNPLZER	80 000 000				

Résistance aux Antimicrobiens (RAM)	Renforcement du système de surveillance sur la RAM	Actualiser le guide national de surveillance intégrée de la RAM en y intégrant les aspects de la santé humaine, animale, végétale et de l'environnement	Elaborer les TDRs de l'activité
			Appel à candidature et publication
			Recruter un consultant
			Organiser un atelier d'enrichissement (35 personnes)
			Organiser un atelier de validation technique (35 personnes)
			Traduire le document en anglais
			Imprimer et dissémination du document (100 exemplaires)
		Actualiser la liste prioritaire des germes et nuisibles résistants aux antimicrobiens en santé humaine, animale et végétale	Elaborer les TDRs de l'activité
			Organiser un atelier restreint (12 personnes)
			Organiser un atelier d'enrichissement (35 personnes)

TDR Elaboré	TDR signé et validé	TDR disponible	PNPLZER	0				
Appel à candidature publié	Facture insère presse de l'AMI	AMI publié par voie de presse	PNPLZER	1 000 000				
Consultant recruté	Contrat de prestation signée	PV de sélection du consultant	PNPLZER	20 000 000				
Un atelier organisé	Fiche de présence des participants et rapport illustré de l'atelier	Nombre d'ateliers organisés et Nombre de personnes présentes	PNPLZER	7 000 000				
Un atelier organisé	Fiche de présence des participants et rapport illustré de l'atelier	Nombre d'ateliers organisés et Nombre de personnes présentes	PNPLZER	7 000 000				
Document traduit	PV de réception du guide national de la RAM traduit	Document traduit en anglais	PNPLZER	5 000 000				
Document disséminé	Facture proforma ,Bon de commande et fiche de décharge de la distribution du Guide auprès de parties prenantes	Nombre et type de parties prenantes ayant reçu le Guide	PNPLZER	6 000 000				
TDR Elaboré	TDR signé et validé	TDR disponible	PNPLZER	0				
Un atelier organisé	Fiche de présence des participants et rapport illustré de l'atelier	Nombre d'ateliers organisés et Nombre de personnes présentes	PNPLZER	8 000 000				
Un atelier organisé	Fiche de présence des participants et rapport illustré de l'atelier	Nombre d'ateliers organisés ; nombre et type de sectorielles présentes	PNPLZER	7 000 000				

			Organiser un atelier de validation technique (35 personnes)
			Traduire le document en anglais
			Imprimer et disséminer le document (100 exemplaires)
		Actualiser et diffuser dans chaque secteur les POS de lutte contre la RAM pour la surveillance des infections causées par les agents pathogènes résistants aux antimicrobiens	Elaborer les TDRs de l'activité
			Appel à candidature et publication
			Recruter un consultant
			Organiser un atelier d'enrichissement (35 personnes)
			Organiser un atelier de validation technique (35 personnes)
			Traduire le document en anglais
			Imprimer et disséminer le (100 exemplaires)

Un atelier organisé	Fiche de présence des participants et rapport illustré de l'atelier	Nombre d'ateliers organisés ; nombre et type de sectorielles présentes	PNPLZER	16 000 000				
Document traduit	PV de réception du guide national de la RAM traduit	Document traduit en anglais	PNPLZER	5 000 000				
Document disséminé	Facture proforma ,Bon de commande et fiche de décharge de la distribution du Guide auprès de parties prenantes	Nombre et type de parties prenantes ayant reçu le Guide	PNPLZER	1 000 000				
TDR Elaboré	TDR signé et validé	TDR disponible	PNPLZER	0				
Appel à candidature publié	Facture insère presse de l'AMI	AMI publié par voie de presse	PNPLZER	1 000 000				
Consultant recruté	Contrat de prestation signée	PV de sélection du consultant	PNPLZER	1 000 000				
Un atelier organisé	Fiche de présence des participants et rapport illustré de l'atelier	Nombre d'ateliers organisés et Nombre de personnes présentes	PNPLZER	16 000 000				
Un atelier organisé	Fiche de présence des participants et rapport illustré de l'atelier	Nombre d'ateliers organisés et Nombre de personnes présentes	PNPLZER	16 000 000				
Document traduit	PV de réception du guide national de la RAM traduit	Document traduit en anglais	PNPLZER	7 000 000				
Document	Facture proforma ,Bon de commande et fiche de décharge de la distribution du Guide auprès de parties prenantes	Nombre de documents imprimés et disséminés	PNPLZER	1 000 000				

		Renforcer les plateaux techniques des laboratoires de tous les secteurs dans la détection de la RAM et de l'analyse des résidus antimicrobiens	Elaborer les TDRs
			Evaluer et quantifier les besoins des laboratoires
			Acquérir de l'équipement et du matériel de laboratoire
			Organiser 10 sessions de renforcement des capacités des personnels de laboratoires pour l'utilisation et la maintenance des équipements
			Faire la maintenance des équipements 2 fois par année
			Organiser 02 atelier d'élaboration et de validation d'un référentiel pour l'accréditation des laboratoires selon les normes ISO
			Accréditer les laboratoires selon les normes ISO
			Formaliser le suivi des fermes et des exploitations agricoles par des techniciens conseil agro-pastoraux
		Assurer le suivi du respect des délais d'attente après administration des antimicrobiens chez les animaux et les végétaux	Sensibiliser et accompagner les entreprises concernées pour la certification des produits suivant les référentiels internationaux (ISO)
			Appuyer la création de la plateforme (TDR, projet de texte pour la composition et le fonctionnement)
		Formaliser et rendre fonctionnel une plateforme du système intégré de surveillance de la résistance aux antimicrobiens et de l'utilisation des antimicrobiens dans les secteurs de la santé humaine, animale, végétale et environnementale	La plateforme est fonctionnelle et normalisée

	TDR Elaboré	TDR signé et validé	TDR disponible	PNPLZER	0				
	Besoin des laboratoires évalués et quantifiés	Rapport de l'analyse des besoins en équipements des laboratoires disponible	Liste des besoins en équipements disponible	PNPLZER	1 000 000				
	Equipement et matériel acquis	Proforma des équipements et matériel, PV de sélection du prestataire ; Bon de commande et Bon de livraison avec photo	Liste des équipements et matériel disponible	PNPLZER	90 000 000				
s a	10 Sessions de organisées	Fiche de présence des participants et rapport illustré de l'atelier	Nombre de sessions de formation organisées ; nombre de personnes formées à l'utilisation et à la maintenance des équipements	PNPLZER	80 000 000				
	Maintenance des équipements effectuée	Rapport des missions d'inspection et de vérification des équipements des laboratoires, photothèques	Nombre de maintenances effectuées	PNPLZER	16 000 000				
s	02 ateliers organisés	Fiche de présence des participants et rapport illustré de l'atelier	Nombre d'ateliers organisés ; nombre de personnes présentes	PNPLZER	14 000 000				
	Les laboratoires sont accrédités	Rapport des missions d'audit et de certification des laboratoires, selon le référentiel ISO , PV des audits qualités	Nombre de laboratoires accrédités	PNPLZER	200 000 000				
x	Suivi des fermes et exploitations agricoles formalisés	Rapport des missions d'inspection et de suivi des fermes et exploitations agricoles	Protocole de suivi et de certification des fermes et des exploitations agricoles	PNPLZER	50 000 000				
	Entreprises concernées sont accompagnées et sensibilisées	Rapport des missions d'inspection et de certification des produits phytosanitaires et médicaments vétérinaires	Nombre de missions de sensibilisation certification des produits phytosanitaires et médicaments vétérinaires	PNPLZER	100 000 000				
	Création de la plateforme est appuyée	Note de service signé et distribué aux différentes parties prenantes	Note de service portant création de la plateforme et désignation des membres	PNPLZER	5 000 000				
	Base de données sur la RAM développée	AMI pour le recrutement d'un consultant chargé du développement de la base des données, PV de sélection du consultant, TDR validé	Une base de données sur la RAM et l'UAM	PNPLZER	20 000 000				

		Rendre fonctionnel le RENALAB	Formaliser le réseau
			Organiser et tenir des réunions (02 semestrielles)
Total Axes Stratégique 4			

❖ **Axe stratégique 5 : Promotion de la communication et de la sensibilisation s**

	Actions	Activités	Tâches
Axe stratégique n°5 : Pro-motion de la communication et de la sensibilisation sur le concept Une Seule Santé et ses domaines d’actions	Renforcement de la coordination intersectorielle entre les parties prenantes de l’approche USS dans tous les domaines techniques (SSA, RAM, zoonoses, environnement et végétales)	Appuyer la révision du draft du plan de communication en vue de l’intégration des considérations environnementales et végétales dans le OH	Mise en place d’un groupe de travail restreint pour la révision du draft du plan de communi-cation
			Elaboration des TDRs de l’activité
			Tenue de 05 réunions du groupe de travail restreint (12 personnes)
			Organisation d’un atelier d’enrichissement (35 personnes)
			Organisation d’un atelier de validation technique du plan (35 personnes)
			Traduction du document
			Impression et dissémination du document (100 exemplaires)
	Amélioration de la communication sur les menaces liées à la SSA se-lon l’approche Une Seule Santé	Elaboration de nouveaux outils de sensibilisation sur la SSA	Développer les termes de références en vue de développer les nouveaux outils de sensibilisa-tion sur la SSA
			Organiser d’un atelier d’élaboration (35 per-sonnes) des outils de sensibilisation sur la SSA

Réseau formalisé	Signature d'un arrêté portant création et fonctionnement du RENALAB	Arrêté disponible	PNPLZER	18 000 000				
02 Réunions organisées	Rapport des réunions avec fiche de présence et photothèque	Réunion semestrielle organisée ; nombre et type de parties prenantes conviées	PNPLZER	16 000 000				
				2 474 000 000				

sur le concept Une Seule Santé et ses domaines d'actions

						Chronogramme de MEO			
	Résultats	Source de Vérification	Indicateurs	Responsable	Eléments de coût	A1	A2	A3	A4
	Groupe de travail est mis en place	Note de service portant création du groupe de travail et désignation des membres est disponible	Note de services signée	PNPLZER	0				
	TDR élaboré	TDR disponible et validé	TDR disponible	PNPLZER	0				
	Réunion du groupe de travail tenue	Fiche de présence et rapport d'activité illustré	Nombre et type de personnes ayant participé aux réunions restreintes	PNPLZER	4 000 000				
	Atelier d'enrichissement organisé	Rapport de l'atelier d'illustré avec fiche de présence	Nombre d'ateliers organisés/ Nombre des personnes	PNPLZER	4 000 000				
e	Atelier de validation technique organisé	Rapport de l'atelier illustré avec fiche de présence	Nombre d'atelier organisés/ Nombre des personnes	PNPLZER	500 000				
	Plan de communication traduit	PV de réception du plan traduit	Nombre de document traduit	PNPLZER	2 000 000				
	Plan de distribution du plan de communication aux parties pre-nantes disponible	Fiche de décharge de la distribution	Nombre de documents imprimés et disséminés	PNPLZER	2 000 000				
e	TDR et AMI pour le recrutement d'un consultant publié et diffusé par voie de presse	PV de réception des nouveaux outils de sensibilisa-tion sur la SSA	Nombre de consul-tants recrutés TDR disponible	PNPLZER	5 000 000				
A	Atelier d'élaboration des outils de sensibilisation sur la SSA organisé	Rapport de l'atelier illustré avec fiche de présence	Nombre d'ateliers organisés/ Nombre des personnes	PNPLZER	7 000 000				

			Organisation d'un atelier de validation technique (35 personnes) des outils de sensibilisation
			Actualiser les outils de sensibilisation sur la SSA existants
		Sensibiliser la population sur les menaces liées à la SSA selon l'approche USS	Développer les termes de références pour la sensibilisation de la population sur les menaces liées à la SSA selon l'approche USS
			Formation des acteurs de la sensibilisation à l'utilisation des outils
			Organiser les campagnes de sensibilisation médiatique et de masse sur la SSA, y compris la science comportementale
			Diffuser les outils de sensibilisation à tous les niveaux et auprès des sectoriels clés de l'approche USS
	Renforcement des capacités et de la résilience des communautés pour les engager à la détection précoce, au diagnostic, à la prévention et contrôle des zoonoses endémiques, des maladies tropicales négligées et des maladies vectorielles	Adapter le plan de communication des risques et l'engagement communautaire sur les zoonoses pour une sensibilisation et le changement de comportement aux MTN et MTV	Elaborer les TDR de la consultation
			Recruter un consultant pour l'élaboration du Plan de communication des risques et d'engagement communautaire
			Organiser un atelier de 3 jours pour 35 personnes pour la validation technique du Document
			Organiser un atelier de 5 jours pour 25 personnes pour l'élaboration des outils du Plan
			Organiser un atelier de 3 jours pour 35 personnes pour la validation des outils de mise en œuvre du plan

e	Atelier de validation technique organisé	Rapport de l'atelier illustré avec fiche de présence	Nombre d'ateliers organisés/ Nombre des personnes	PNPLZER	5 000 000				
	Outils de sensibilisation sur la SSA existants actualisés	BAT pour la production des supports de communication ; PV de réception	Nombre et type d'outils produits sur la SSA	PNPLZER	8 000 000				
s	TDR élaboré	TDR validé	TDR disponible	PNPLZER	5 000 000				
	Nombre d'acteurs formés à l'utilisation des outils de sensibilisation parmi les parties prenantes ; nombre de session de formation organisé	Rapport de l'activité illustré avec fiche de présence	Nombre de formations organisées/ Nombre des personnes	PNPLZER	10 000 000				
	Campagnes de sensibilisation médiatique et de masse sur la SSA, y compris la science comportementale organisées	Rapport de l'activité avec fiche de présence des médias partenaires	Nombre et type de médias impliqués dans la sensibilisation médiatique	PNPLZER	15 000 000				
	Plan de distribution des outils de sensibilisation auprès des différents sectoriels	Fiche de décharge de la distribution des outils de sensibilisation auprès des sectoriels USS	Nombre d'outils diffusés	PNPLZER	10 000 000				
	TDR élaboré	TDR signé et validé	TDR disponible	PNPLZER	0				
	Un consultant recruté	TDR et AMI pour le recrutement d'n consultant publié diffusé par voie de presse	Nombre de consultants recrutés	PNPLZER	500000				
	Atelier organisé	Rapport de l'activité illustré avec fiche de présence	Nombre d'ateliers organisés/ Nombre des personnes	PNPLZER	5 000 000				
	Atelier organisé	Rapport de l'activité illustré avec fiche de présence	Nombre d'ateliers organisés/ Nombre des personnes	PNPLZER	7 000 000				
	Atelier organisé	Rapport de l'activité illustré avec fiche de présence	Nombre d'ateliers organisés/ Nombre des personnes	PNPLZER	7 000 000				

			Editer, traduire, et disséminer le plan et les outils de sensibilisation
			Organiser trois (03) ateliers zonaux de formateurs des formateurs sur la mise en œuvre du plan, des outils et la méthodologie de sensibilisation selon l'approche «une seule santé»
			Organiser 3 ateliers de formations de 5 jours pour 2 personnes, des communautés sur la surveillance et le contrôle des zoonoses, des maladies transmissibles négligés et à transmission vectorielles
			Elaborer les TDR de l'activité
	Faciliter l'accès aux médicaments et aux services WASH de base et renforcer la gestion des déchets, y compris les déchets animaux et l'élimination des carcasses, et la formation des communautés pour lutter contre les maladies tropicales négligées et les maladies vectorielles	Sensibiliser sur l'accès aux médicaments de qualité	Mettre en place un groupe de travail multisectoriel
			Organiser un atelier de 3 jours de 35 personnes d'élaboration des outils de sensibilisation sur le médicament de qualité
			Organiser un atelier de 3 jours de 35 personnes de validation des outils de sensibilisation sur les médicaments de qualité
			Editer, traduire, et disséminer des outils de sensibilisation sur les médicaments de qualité
			Organiser 05 missions de terrain par zones agroécologiques pour la sensibilisation des parties prenantes au niveau régional

	Le plan et les outils édités, traduits et disséminés	BAT pour la production des outils, PV de réception des outils traduits en anglais; Fiche de décharge de la distribution des supports	Nombre de plans et outils édités, traduits et disséminés	PNPLZER	500 000				
	Atelier organisé	Fiche de présence des participant et rapport de l'atelier de formation illustré de l'atelier	Nombre d'ateliers organisés/ Nombre des personnes formées	PNPLZER	30 000 000				
	Atelier organisé	Fiche de présence des participants et rapport de l'atelier de formation illustré	Nombre d'ateliers organisés/ Nombre des personnes formées	PNPLZER	15 000 000				
	TDR validé	TDR signé et validé	TDR disponible	PNPLZER	0				
	Un groupe de travail est mis en place	Note de service portant création du groupe de travail et désignation des membres est signée et disponible	Note de services signée	PNPLZER	0				
	Atelier organisé	Rapport de l'activité illustré avec fiche de présence	Nombre d'ateliers organisés/ Nombre des personnes	PNPLZER	7 000 000				
	Atelier organisé	Rapport de l'activité illustré avec fiche de présence	Nombre d'ateliers organisés/ Nombre des personnes	PNPLZER	7 000 000				
	Outils de sensibilisation édités, traduit et disséminés	BAT pour la production des outils, PV de réception des rapports traduits en anglais ;	Nombre et type d'outils de sensibilisation produits et traduits	PNPLZER	5 000 000				
	05 Mission de terrain organisées	Rapport de la mission avec en annexe, fiche de personnes rencontrées, ordre de mission TDR de la mission photothèque	Nombre de missions de terrain organisées type de parties prenantes supervisées au niveau régional	PNPLZER	15 000 000				

		Renforcer la sensibilisation sur la biosécurité et l'élimination sans danger des déchets et carcasses d'animaux	Elaborer les TDR de l'activité
			Mettre en place un groupe de travail multisectoriel
			Tenir 02 réunions de groupes de travail multisectoriels pour préparer l'activité
			Organiser un atelier de 3 jours de 35 personnes d'élaboration du plan et les outils de sensibilisation sur la biosécurité et l'élimination sans danger des déchets et carcasses d'animaux
			Organiser un atelier de 3 jours de 35 personnes de validation du plan et des outils de sensibilisation sur la biosécurité et l'élimination sans danger des déchets et carcasses d'animaux
			Editer, traduire, et disséminer le plan et les outils de sensibilisation
			Organiser trois (03) ateliers zonaux de formateurs des formateurs sur la biosécurité et l'élimination sans danger des déchets et carcasses d'animaux
			Organiser 02 ateliers de formations de 05 jours pour 45 personnes des communautés sur la biosécurité et l'élimination sans danger des déchets et carcasses d'animaux
		Améliorer la communication entre les parties prenantes et les partenaires, l'utilisation des synergies (comme le partenariat)	Elaborer les TDR de l'activité
			Organiser d'un atelier non résidentiel de 5 jours de 35 personnes pour l'élaboration du plan de la communication et outils entre les parties prenantes et les partenaires, l'utilisation des synergies
	Renforcement de la communication		Organiser d'un atelier non résidentiel de 3 jours de 35 personnes pour la validation du plan la communication et outils entre les parties prenantes et les partenaires, l'utilisation des synergies
			Former 35 acteurs pendant 03 jours sur la gestion des urgences sur la communication de risque et l'engagement communautaire
			Elaborer les TDRs de l'activité
			Appel à candidature et publication

	TDR validé	TDR signé et validé	TDR disponible	PNPLZER	0				
	Groupe de travail est mis en place	Note de service portant création du groupe de travail et désignation des membres est disponible	Note de services signée	PNPLZER	0				
el	02 réunions organisées	Comptes rendus des réunions avec fiche de présence	Nombre de réunions tenues	PNPLZER	500000				
s	Atelier organisé	Fiche de présence des participants et rapport de l'atelier de formation illustré de l'atelier	Nombre d'ateliers organisés/ Nombre de personnes	PNPLZER	7 000 000				
	Atelier organisé	Fiche de présence des participants et rapport de l'atelier de formation illustré de l'atelier	Nombre d'ateliers organisés/ Nombre de personnes	PNPLZER	7 000 000				
	Plan et les outils de sensibilisation édités, traduits et disséminés	BAT pour la production des outils, PV de réception des rapports traduits en anglais ;	Nombre et type d'outils édités, traduits, disséminés	PNPLZER	5 000 000				
s	03 atelier organisées	Rapport de la mission avec en annexe, fiche de personnes rencontrées, ordre de mission TDR de la mission photothèque	Nombre d'ateliers organisés/ Nombre des formateurs formés	PNPLZER	10 000 000				
s	02 atelier organisés	Rapport de la mission avec en annexe, fiche de personnes rencontrées, ordre de mission TDR de la mission photothèque	Nombre d'ateliers organisés/ Nombre des personnes	PNPLZER	15 000 000				
	TDR disponible	TDR signé et validé	TDR disponible	PNPLZER	0				
s	Atelier organisé	Rapport de l'activité illustré avec fiche de présence	Nombre d'ateliers organisés/ Nombre de personnes	PNPLZER	10 000 000				
s	Atelier organisé	Rapport de l'activité illustré avec fiche de présence	Nombre d'ateliers organisés/Nombre de personnes	PNPLZER	7 000 000				
	Nombre d'acteurs communautaires formés sur la CREC	Rapport de l'activité illustré avec fiche de présence	Nombre d'ateliers organisés/ Nombre des personnes	PNPLZER	7 000 000				
	TDR disponible	TDR signé et validé	TDR disponible	PNPLZER	0				
	AMI publié par voie de presse	Facture insère presse de l'AMI	Nombre d'AMI Publié	PNPLZER	500 000				

			Recruter 03 consultants
		Mener 3 études de base par secteur pour apprécier le niveau de connaissance, attitude et pratique (étude CAP) sur la RAM auprès des professionnels de la santé humaine, animal, végétale et environnemental y compris le genre et l'équité	Organiser un atelier d'enrichissement (35 personnes)
			Organiser un atelier de validation technique (35 personnes)
			Traduire le document
			Imprimer et disséminer le document (100 exemplaires)
		Mener au moins 4 séances de sensibilisation annuelle sur l'importance de la RAM dans les secteurs de la santé humaine, animale, végétale et environnementale	Elaborer les TDRs
			Elaborer produire et disséminer 2000 outils de sensibilisation
			Organiser des séances de sensibilisation
			Faire le suivi-évaluation des campagnes de sensibilisation
		Organiser annuellement au moins une campagne multisectorielle de sensibilisation sur la RAM par zone agroécologique	Elaborer les TDRs
			Elaborer et produire 1000 les outils de sensibilisation
			Organiser des séances de sensibilisation par zone agroécologique
			Faire le suivi-évaluation des campagnes de sensibilisation
		Organiser la Semaine Mondiale de sensibilisation aux AMR	Elaborer les TDRs
			Elaborer les outils de sensibilisation
			Produire et disséminer 1000 exemplaires

	03 consultants recrutés	Contrat de prestation signée	PV de sélection des consultant	PNPLZER	15 000 000				
	Atelier organisé	Rapport de l'activité illustré avec fiche de présence	Nombre d'ateliers organisés/ Nombre de personnes	PNPLZER	7 000 000				
5	Atelier organisé	Fiche de présence des participant et rapport de l'atelier de formation illustré de l'atelier	Nombre d'ateliers organisés/ Nombre des personnes	PNPLZER	7 000 000				
	Document traduit en anglais	PV de réception du document traduit	Nombre de documents traduits	PNPLZER	500 000				
	Document imprimé et disséminé	Facture proforma ,Bon de commande et fiche de décharge de la distribution du Guide auprès de parties prenantes	Nombre des documents imprimés et disséminés	PNPLZER	2 000 000				
	TDR élaboré	TDR signé et validé	TDR disponible	PNPLZER	0				
	2000 outils de sensibilisation sur la RAM élaborés, produits et disséminés	Proforma , PV de sélection de sélection du prestataire, BAT , Bon de commande	Nombre et type de communications produits sur la RAM	PNPLZER	10 000 000				
	Séance de sensibilisation organisée	Rapport de l'activité illustré	Nombre de séances de sensibilisation organisées par région et parties prenantes	PNPLZER	3 000 000				
	Réunion de suivi évaluation organisée	Rapport de l'activité, photothèque	Nombre d'outils de média monitoring produits et distribués aux parties prenantes ; nombre de réunions de suivi évaluation organisées	PNPLZER	2 000 000				
	TDR élaboré	TDR signé et validé	TDR disponible	PNPLZER	0				
	1000 outils produits et disséminés	Proforma, PV de sélection de sélection du prestataire, BAT, Bon de commande	Nombre et type d'outils produits sur la RAM	PNPLZER	4 000 000				
	Séance de sensibilisation organisé par zone agroécologique et parties prenantes	Rapport de l'activité illustré	Nombre de séances de sensibilisation organisées par région et parties prenantes	PNPLZER	3 000 000				
	Réunion de suivi évaluation organisée	Rapport de l'activité, photothèque	Nombre d'outils de média monitoring produits et distribués aux parties prenantes ; nombre de réunions de suivi évaluation organisées	PNPLZER	2 000 000				
	TDR élaboré	TDR signé et validé	TDR disponible	PNPLZER	0				
	Nombre et type d'outils de communication élaboré sur la RAM	Outil de sensibilisation disponible	Nombre et type d'outils de communication élaborés sur la RAM	PNPLZER	4 000 000				
	1000 outils produits et disséminés	Facture proforma, Bon de commande et fiche de décharge de la distribution des outils	Nombre d'outils produits et disséminés	PNPLZER	500 000				

			Organiser des séances de sensibilisation
			Faire le suivi-évaluation des campagnes de sensibilisation
		Elaboration d'un plan multisectoriel de communication sur la RAM	Elaborer les TDRs de l'activité
			Appel à candidature et publication
			Mise en place d'un groupe de travail restreint pour l'élaboration du plan de communication sur la RAM
			Tenir 03 réunions de groupes de travail multisectoriel pour élaborer le plan de communication
			Recruter un consultant
			Organiser un atelier d'enrichissement (35 personnes)
	Renforcement des capacités des parties prenantes et diffuser des connaissances	Organiser une (01) campagne de sensibilisation des acteurs du secteur privé et des ONG dans la gestion durable des ressources naturelles, des activités de restauration et de meilleures pratiques respectueuses de la santé, de l'environnement et du climat dans chacune des cinq (05) zones agroécologiques	Organiser un atelier de validation technique (35 personnes)
			Traduire le document
			Imprimer et disséminer le document (100 exemplaires)
			Elaborer les TDRs de l'activité
			Organiser 04 réunions multisectorielles de 35 personnes pour préparer l'activité

Séance de sensibilisation organisée	Rapport de l'activité illustré	Nombre de séances de sensibilisation organisées par région et parties prenantes	PNPLZER	3 000 000				
Nombre d'outils de média monitoring produits et distribués aux parties prenantes ; nombre de réunion de suivi évaluation organisé	Rapport de l'activité, fiche de suivi, photothèque	Nombre de réunions de suivi-évaluation menées	PNPLZER	2 000 000				
TDR élaboré	TDR signé et validé	TDR disponible	PNPLZER	0				
AMI publié par voie de presse	Facture insère presse de l'AMI	AMI disponible	PNPLZER	500 000				
Groupe de travail mis en place	Note de service portant création du groupe de travail est disponible	Note de services signée	PNPLZER	0				
03 réunions organisées	Comptes rendus des réunions et fiche de présence	Nombre de réunions tenues	PNPLZER	500 000				
Un consultant recruté	Contrat de prestation signée	Nombre de consultants recrutés	PNPLZER	3 000 000				
01 atelier d'enrichissement organisé	Fiche de présence des participant et rapport de l'atelier de formation illustré de l'atelier ;	Nombre d'ateliers organisés/ Nombre des personnes	PNPLZER	5 000 000				
Un atelier de validation organisé	Fiche de présence des participant et rapport de l'atelier de formation illustré de l'atelier	Nombre d'ateliers organisés/ Nombre de personnes	PNPLZER	5 000 000				
Document traduit en anglais	PV de réception du guide national de la RAM traduit	La version anglaise du plan est disponible	PNPLZER	500 000				
100 Document imprimé et disséminé	Facture proforma ,Bon de commande et fiche de décharge de la distribution	Nombre de copies imprimées et disséminées	PNPLZER	2 000 000				
TDR élaboré	TDR signé et validé	TDR disponible	PNPLZER	0				
04 réunion préparatoire organisée	Compte rendu des réunions avec fiche de présence et photothèque	Nombre de réunions organisées ; Nombre de personnes	PNPLZER	5 000 000				

			Elaborer les modules et outils de sensibilisation
			Produire les outils de sensibilisation
			Organiser cinq (05) séances de sensibilisation (une dans chacune des zones agroécologiques)
			Faire le suivi-évaluation de la mise en œuvre des recommandations
TOTAL AXE STRATÉGIQUE 5			
TOTAL AXE STRATÉGIQUE 1+2+3+4+5			

n	Modules et outils de sensibilisation élaborés	BAT, PV de réception des supports de sensibilisation	Nombre de modules et d'outils développés	PNPLZER	5 000 000				
	Outils de sensibilisation produits	Proforma, BAT, PV de réception des supports de communication	Nombre et types d'outils produits	PNPLZER	3 000 000				
s)	Atelier organisé	Fiche de présence des participant et rapport de l'atelier de formation illustré de l'atelier ;	Nombre de sessions de sensibilisation organisées	PNPLZER	5 000 000				
	01 mission de suivi de l'organisée	Rapport de la mission, fiche de personnes rencontrées, ordre de mission, TDR de la mission, photothèque	Nombre de missions de terrain organisées par zone agroécologique ; nombre et type de parties prenantes supervisées par zone agroécologique	PNPLZER	3 000 000				
					348 000 000				
					4 087 500 000				

IV.3 Cadre de suivi et d'évaluation

La plateforme dispose d'un système de suivi et évaluation qui est un dispositif permettant d'atteindre les objectifs des axes stratégiques. C'est en outre un outil/baromètre qui permet de mettre en place et de renforcer l'évaluation de leurs performances, de rendre compte des progrès réalisés dans la mise en œuvre des activités de la plateforme et le cas échéant, des difficultés rencontrées assorties de propositions d'amélioration.

La plateforme au début de chaque année budgétaire élabore un PTAB. Lesdites activités de ce PTAB contiennent des indicateurs de suivi de performance (techniques et financiers) et indicateurs d'impact. Pour un meilleur suivi des activités la plateforme dispose d'un manuel d'évaluation des performances.

IV.3.1 Le suivi

Le suivi des activités de la plateforme est réalisé par le Responsable de Suivi-Evaluation (RSE) sous la supervision du Comité Technique. A cet effet, les rapports des différents points focaux sont considérés comme des outils de suivi. Dans le cadre du suivi des activités par la plateforme, le RSE élabore trimestriellement des rapports d'activités, lesquels seront produits au plus tard 30 jours après la fin de la période considérée.

Les rapports d'activités présenteront les réalisations de la plateforme pendant la période considérée. Ainsi, ils fournissent des informations sûres :

- Les aspects administratifs ;
- L'état d'avancement des activités ;
- Les performances de la plateforme (nombre de réunions programmées et réalisées, nombre de visites de supervision, délais de paiement, délais de passation de marchés ; etc.) ;
- La situation financière (engagements, décaissements, etc.) ;
- Les indicateurs de performance du Plan d'Action National de la plateforme et les manuels d'exécution et de gestion du projet.

Chaque rapport trimestriel est présenté par le RSE et les points focaux nationaux au cours d'une réunion convoquée à cet effet par le Coordonnateur du Comité Technique.

IV.3.2 Évaluation

La mise en œuvre des activités de la plateforme est segmentée en phases d'exécution arrimée au budget programme en vigueur. Le système d'évaluation de la plateforme comprend :

- L'évaluation initiale ;
- Les évaluations internes annuelles ;
- L'évaluation à mi-parcours ;
- L'évaluation de fin d'exécution d'une phase.

IV.3.2.1 Évaluation initiale

Il s'agit de l'évaluation au cours de laquelle sont compilées les données de base de la plateforme.

IV.3.2.2 Évaluation interne annuelle

Elle est conduite par la Coordination technique et consiste à :

- Faire le point des réalisations physiques des activités de l'année par rapport au programme de travail annuel, dégager et expliquer les écarts entre prévisions et réalisations ;
- Dresser le bilan des consommations et engagements budgétaires de l'exercice, ainsi que de l'utilisation des fonds alloués à la plateforme ;
- Arrêter et approuver les états financiers, ainsi que les autres rapports annuels à soumettre aux partenaires techniques et financiers ;
- Définir la période de réalisation des audits externes annuels (financier et technique) ;
- Examiner et approuver le plan de passation des marchés de l'exercice suivant.

IV.3.2.3 Évaluation à mi-parcours

Conduite par l'instance de coordination, l'évaluation à mi-parcours couvre l'ensemble des aspects de la plateforme et se résume à :

- Mesurer les performances des activités de la plateforme par rapport aux données de base et aux objectifs ;
- Faire le point des réalisations techniques, physiques et financières pendant la première phase du Plan d'Action National de la plateforme ;
- Redéfinir ou ajuster si nécessaire, les objectifs et orientations de la plateforme ;
- Procéder si nécessaire au réaménagement de l'affectation des fonds par catégorie de dépenses ;
- Revoir la structure organisationnelle et institutionnelle de la plateforme si nécessaire ;
- Procéder aux modifications jugées nécessaires de certains documents de référence de la plateforme.

IV.3.2.4 L'évaluation de fin d'exécution d'une phase

Au terme de la mise en œuvre d'une phase, le gouvernement et les partenaires techniques et financiers impliqués procèdent à une évaluation indépendante de l'exécution et des résultats de la plateforme avant la clôture des activités dévolues à cette phase.

IV.3.2.5 Les défis de fonctionnalité du dispositif

En dépit de la large complexité des entités, doublée d'une forte superposition des niveaux hiérarchiques et/ou fonctionnels, le dispositif de mise en œuvre est fonctionnel. La production, au décours d'une approche mobilisatrice et participative du Plan d'action, est la preuve de sa vitalité. Afin d'améliorer sa performance dans ce contexte de densification de son portefeuille d'activité, il y a lieu de préconiser que soit conduit un audit organisationnel et fonctionnel du dispositif de gouvernance. Il s'agit d'évaluer le niveau de fonctionnalité du dispositif, de projeter son potentiel de rendement et de proposer les réformes utiles à sa pleine opérationnalisation.

Tableau 5 : Cadre de suivi et Evaluation

Axe stratégique n°1 : Renforcement de l'institutionnalisation de l'approche Une Seule Santé et amélioration de la coordination et de la collaboration multisectorielle				
Objectif stratégique	Actions	Activités	Indicateurs	Résultat attendu
Renforcer l'institutionnalisation de la plateforme nationale <i>Une Seule Santé</i>	Amélioration du cadre juridique et politique	Recenser et mettre à jour tous les textes et politiques relatifs à l'approche « <i>Une Seule Santé</i> » qui sont caduques	Disponibilité d'un recueil de texte, document de politique	75% des textes recensés sont mise à jour
		Elaborer les documents et outils de mise en œuvre de la stratégie	Disponibilité des documents et outils de MEO de la stratégie	100% des documents et outils de mise en œuvre de la stratégie sont élaborés
		Formaliser le RENALAB-US	Disponibilité du texte de création	Texte portant création, organisation et fonctionnement du RENALAB-US est signé
		Définir un statut juridique pour les équipes multisectorielles d'interventions	Texte juridique disponible	Un statut juridique pour les équipes multisectorielles d'interventions est signé
		Développer et valider le manuel de gouvernance de la plateforme	Manuel de gouvernance validé et disponible	Le manuel de gouvernance de la plateforme est élaboré, validé et disponible
	Recherche d'un mode de financement pérenne	Faire la cartographie des sources de financement pour les activités « <i>Une Seule Santé</i> »	Cartographie des sources de financement disponible et à jour	La cartographie des sources de financement pour les activités « <i>Une Seule Santé</i> » est élaboré et disponible

		Elaborer une stratégie et/ou mécanisme durable de financement de la plateforme	Document de stratégie de financement de la plateforme disponible	Une stratégie et/ou mécanisme durable de financement de la plateforme est élaboré et disponible
		Faire un plaidoyer auprès des sectoriels pour le financement des activités <i>Une Seule Santé</i>	Nombre de sectoriels qui financent les activités <i>Une Seule Santé</i>	100% des sectoriels clés financent les activités <i>Une Seule Santé</i>
		Mettre en place un mécanisme rapide de mobilisation des fonds pour la réponse aux urgences	Pourcentage du montant mobilisé / taux de mobilisation des fonds	Au moins 80% des fonds mobilisés sont dédiés pour la réponse aux urgences
Renforcer la coordination et la collaboration multisectorielle nationale et sous régionale.	Amélioration de la coordination et de la collaboration entre toutes les parties prenantes	Formaliser les mécanismes de coordination multisectorielle au niveau central et déconcentré	Disponibilité des textes y relatifs	Le texte portant coordination multisectorielle au niveau central et déconcentré est signé et disponible
		Développer et réviser des procédures opérationnelles standards pour le fonctionnement de la plateforme	POS disponible à tous les niveaux	100% des procédures opérationnelles standards pour le fonctionnement de la plateforme sont élaborées et utilisées
		Développer des mécanismes de partage d'informations entre les différentes parties prenantes	Disponibilité d'une plateforme de partage de données interconnectée et interopérable	100% des mécanismes de partage d'informations entre les différentes parties prenantes sont mis en place et opérationnel

		Développer un manuel de suivi-évaluation des activités de la plateforme	Manuel de suivi-évaluation de la plateforme disponible	Un manuel de suivi-évaluation des activités de la plateforme est élaboré et disponible
		Organiser des réunions de coordination mensuelles à tous les niveaux	Nombre de réunions de coordination tenues	100% des réunions de coordination mensuelles à tous les niveaux
		Organiser des exercices de simulation annuelle à tous les niveaux pour tester le fonctionnement de la plateforme	Nombre d'exercices de simulation menés	100% des exercices de simulation annuelle à tous les niveaux pour tester le fonctionnement de la plateforme sont réalisés

Axe stratégique n°2 : Renforcement des capacités des parties prenantes sur l'approche *Une Seule Santé*

Objectif stratégique	Actions	Activités	Indicateurs	Résultats attendus
Renforcer les capacités des parties prenantes sur de l'approche <i>Une Seule Santé</i>	Planification de la formation	Elaborer et réviser le plan de formation sur l'approche <i>Une Seule Santé</i>	Disponibilité du plan de formation	Le plan de formation sur l'approche <i>Une Seule Santé</i> est mise à jour et disponible
		Développer et standardiser les modules de formation sur l'approche <i>Une Seule Santé</i> en fonction des cibles	Modules de formation disponibles	100% des modules de formation sur l'approche <i>Une Seule Santé</i> en fonction des cibles sont élaborés et disponibles
		Plaidoyer auprès institutions universitaires pour l'intégration de l'approche «une santé» dans les curricula de formation	% d'universités ayant intégré l'approche «une santé dans les curricula de formation»	75 % des institutions universitaires ont intégré l'approche «une santé» dans leurs curricula de formation

		Plaidoyer pour la mobilisation des ressources pour la formation	Taux de mobilisation des fonds	50% des cibles de plaidoyer prédisposent des fonds à la formation <i>Une Seule Santé</i>
		Plaidoyer pour l'intégration de l'approche <i>Une Seule Santé</i> dans le système éducatif secondaire et associatif	% d'établissements ayant intégré l'approche «une santé dans les curricula de formation»	50% d'établissements ont intégré l'approche «une santé dans leurs curricula de formation»
	Mise en œuvre du plan de formation	Former les responsables à tous les niveaux pour le leadership «une santé»	Nombre de personnes formées	75% de responsables identifiés à tous les niveaux pour le leadership «une santé» sont formés
		Former les professionnels des secteurs détenteurs d'enjeux de l'approche «une santé»	Nombre de personnes formées	75% des professionnels identifiés dans des secteurs détenteurs d'enjeux de l'approche «une santé» sont formés
		Former les équipes de terrain	Nombre de personnes formées	75% des équipes de terrain identifiées dans différents domaines de l'approche une santé sont formées
	Maintenance des acquis par des exercices de simulation	Elaborer et réviser le plan d'exercice de simulation sur l'approche <i>Une Seule Santé</i>	Disponibilité du plan d'exercice de simulation	Un plan d'exercice de simulation sur l'approche <i>Une Seule Santé</i> est mis à jour et disponible
		Organiser tous les deux ans des exercices de simulation grandeur nature à tous les niveaux	% d'exercices de simulation réalisé	75% des exercices de simulation grandeur nature planifiés à tous les niveaux sont réalisés

		Organiser annuellement des exercices de simulation sur table à tous les niveaux	% d'exercices de simulation réalisé	100% des exercices de simulation sur table planifiés à tous les niveaux sont réalisés
		Organiser les exercices de simulation fonctionnels	% d'exercices de simulation réalisé	100% des exercices de simulation fonctionnels planifiés sont réalisés
		Organiser les exercices de simulation drill	% d'exercices de simulation réalisé	100% des exercices de simulation drill planifiés sont réalisés

Axe stratégique n°3 : Soutien au développement de la recherche sur les maladies et menaces émergentes et ré-émergentes					
Objectif stratégique	Actions	Activités	Indicateurs	Résultats attendus	
Soutenir le développement de la recherche sur les maladies et menaces émergentes et ré-émergentes	Appui financier à la recherche	Mettre en place un mécanisme de financement de la recherche pour le réseau national des laboratoires	Taux de mobilisation des fonds	Au moins 80% des fonds mobilisé pour la recherche sont dédiés au réseau national des laboratoires	
		Mettre en place un mécanisme de financement de la recherche pour le réseau universitaire	Taux de mobilisation des fonds	Au moins 80% des fonds mobilisé pour la recherche sont dédiés au réseau des universitaires une sante	
		Mettre en place un mécanisme de financement de la recherche pour les secteurs clés	Taux de mobilisation des fonds	Au moins 80% des fonds mobilisé pour la recherche sont dédiés aux secteurs clés une sante	
		Appuyer la participation des chercheurs aux conférences scientifique sur l'approche <i>Une Seule Santé</i>	Nombre de bourses octroyées	50% de chercheurs identifiés dans différents domaines ont participé aux conférences scientifiques sur l'approche <i>Une Seule Santé</i>	
		Appuyer la publication des articles scientifiques	Nombre d'articles publiés	50% des articles scientifiques identifiés ont bénéficié des appuis de la plateforme	
	Appui technique	Faciliter la formation des professionnels des différents secteurs à la recherche	Nombre de personnes formées par secteurs	50% des professionnels des différents secteurs identifiés sont formés à la recherche	

		Organiser des conférences et colloques scientifiques sur l'approche <i>Une Seule Santé</i>	Nombre de colloques organisés	75% de conférences et colloques planifiés sur l'approche <i>Une Seule Santé</i> sont réalisés
		Identifier les thématiques de recherches prioritaires liées à l'approche <i>Une Seule Santé</i>	Liste de sujets de recherche actualisée disponibles	Toutes les thématiques prioritaires de recherches sur l'approche <i>Une Seule Santé</i> sont identifiées et disponibles

Axe stratégique n°4 : Renforcement des systèmes de surveillance, d'investigation et de réponse

Objectif stratégique	Actions	Activités	Indicateurs	Résultats attendus
Renforcer les systèmes de surveillance, d'investigation et de réponse	Mise en place des systèmes de surveillance multisectoriels	Appuyer la mise en place du système de surveillance de la faune sauvage	Les bulletins épidémiologiques sont disponibles	Le système de surveillance de la faune sauvage est mis en place et opérationnel
		Appuyer la mise en place du système de surveillance de la santé environnementale	Bulletin périodique d'information sur la surveillance environnementale	Le système de surveillance de la santé environnementale est mis en place et opérationnel
		Appuyer la mise en place du système intégré de surveillance pour la sécurité sanitaire des aliments	Bulletin périodique d'information sur la sécurité sanitaire des aliments	Le système de surveillance de la sécurité sanitaire des aliments est mis en place et opérationnel
		Renforcer le système de surveillance en santé animale	Délai de détection des épizooties	80% des épizooties déclarées sont détectées dans les 24h

		Renforcer le système de surveillance en santé humaine	Délai de détection des épidémies	80% des épidémies déclarées sont détectées dans les 24h
		Renforcer les systèmes de surveillance de RAM	Bulletins de surveillance disponibles	Le système de surveillance de la sécurité sanitaire des aliments est mis en place et opérationnel
		Développer et réviser les procédures de déploiement des EIR multisectorielles	Document de POS disponible	Les procédures de déploiement des EIR multisectorielles mises à jour et disponibles
	Renforcement de l'interopérabilité entre les secteurs charge de la surveillance	Mettre en place un outil/logiciel interconnecté et interopérable de partage des données entre les différents secteurs selon l'approche "Une Seule Santé"	Disponibilité de l'outil/logiciel	Un outil/logiciel interconnecté et interopérable de partage des données entre les différents secteurs selon l'approche "Une Seule Santé" est mis en place et opérationnel
		Elaborer et diffuser des procédures multisectorielles opérationnelles standards pour la surveillance	Document de POS disponible	80% de procédures opérationnelles standards multisectorielles pour la surveillance élaborées sont diffusées et mises en œuvre
		Opérationnaliser le système intégré de gestion des rumeurs sur les événements de santé publique dans les sites pilotes	% sites couverts Taux de gestion des rumeurs	80% des rumeurs sur les événements de santé publique reçu dans les sites pilotes sont gérés
		Passage à échelle du système intégré de gestion des rumeurs	% sites couverts	60% du territoire national est couvert par la gestion des rumeurs

	Renforcement des capacités du RENALAB-US	Développer et réviser les procédures opérationnelles standard de partage des échantillons et des données	POS disponibles	Les procédures opérationnelles standard de partage des échantillons et des données mises à jour et disponibles
		Définir et formaliser le système de transport des échantillons	Procédures de transport des échantillons disponible ; système de transport des échantillons en place	100% des échantillons sont transportés selon les normes
		Appuyer les laboratoires en équipement et intrants	Nombre de labos appuyés	75% des laboratoires identifiés sont équipés en matériel et en intrants
		Mettre en place un système de contrôle qualité	Système de contrôle qualité disponible	100% des laboratoires répondent aux normes et qualité
		Appuyer les laboratoires dans leur processus d'accréditation	Nombre d'accréditations obtenues	50% des laboratoires identifiés sont accrédités

ANNEXE 1 : Théorie du changement

Enoncé du problème:
Faible appropriation et institutionnalisation de l'approche USS par les parties prenantes nationales

Programme:

le plan d'action de la plateforme nationale Une Seule Santé du Cameroun prend en compte les orientations du le JPA OH

Activités du programme:

- Renforcement de l'institutionnalisation de l'approche Une Seule Santé et amélioration de la coordination et de la collaboration multisectorielle
- Renforcement des capacités des parties prenantes sur l'approche Une Seule Santé
- Soutien au développement de la recherche sur les maladies et menaces émergentes et ré-émergentes
- Renforcement des systèmes de surveillance, d'investigation et de réponse de l'Environnement, de la santé Animale et de la Santé humaine

facteurs d'interférence potentiels:

- Conflits d'intérêts entre les sectoriels clés de l'approche USS
- L'apparition de certaines épizooties telles que le Covid-19, le Mpox ; Emergence et réémergence de zoonoses dans les pays frontaliers, du fait de la porosité des frontières

THEORY OF CHANGE

Résultat attendu:

La gouvernance et les capacités du pays à assurer le bien-être des populations à travers le développement des systèmes de la santé humaine, animale, végétale et environnementale robustes et pérenne pour la prévention, la préparation et la réponse aux événements de santé publique selon l'approche Une Seule Santé sont améliorées.

Hypothèse:

Existence d'un MCM et basket fund alimenté par les secteurs clés (MINEFOP, MINEPDED, MINEPIA, MINSANTE) Assistance technique et financière de la quadripartite (OMS/FAO.OMSA/PNU)E

Hypothèse:

Existence des fonds verts de la COP 27 auxquels le Cameroun est éligible et des financements innovants disponibles à travers une étude réalisée par le PNUD et le Ministère de l'Economie, de la planification et de l'aménagement du territoire (MINEPAT)

Hypothèse:

Existence d'un système interopérable de surveillance des données épidémiologiques selon l'approche "Une seule santé" constitue un véritable défi pour le suivi de la mise en œuvre de la stratégie nationale "Une seule santé

Résultats du programme:

- Le cadre réglementaire pour l'institutionnalisation de l'approche USS est révisé
- Le financement de la plateforme USS est assuré par une allocation budgétaire est adopté par toutes les parties prenantes issues des secteurs clés

Résultats du programme:

- Le RENALAB USS est rendu fonctionnel pour l'implémentation du PAN-RAM
- Un référentiel de compétences est validé, ainsi que le plan de formation OH pour les RH des secteurs clés de la PF-USS
- Un programme de recherche sur les thématiques de l'approche USS est défini

Résultats du programme:

- Réduction des risques liés aux épidémies et pandémies zoonotiques émergentes et ré-émergentes
- Un système interopérable de surveillance selon l'approche USS est fonctionnel

Hypothèse:

Appropriation de l'approche USS par les parlementaires des deux (02) chambres

Hypothèse:

Bonne implication des Conseils régionaux et communautés locales dans l'approche USS

Hypothèse:

Forte adhésion des communautés, de la société civile et du secteur privé en matière de promotion de l'approche USS

Résultats du programme:

- Les groupes thématiques chargé de la mise en œuvre des domaines de l'approche USS au sein de la plateforme USS sont fonctionnel,
- La coordination régionale multisectorielle des activités USS est formalisée ;
- Un plan de développement des ressources humaines est validé selon le référentiel de la quadripartite USS;
- Un MCM est mis en place pour la SSA et les textes d'application de loi cadre dur la SSA sont promulgués
- Une stratégie de communication assortie d'un plan de communication sur est validée et financée par les parties prenantes de la plateforme USS;
- Les outils et les POS du système interopérables de surveillance des données selon l'approche USS sont implémentées par les parties prenantes de la plateforme

Risques et imprévus:

- Défi sécuritaire dans les régions du NOSO et la recrudescence des attaques de la secte terroriste Boko et
- Instabilité à la frontière avec la République centrafricaine Haram ;
- Bureaucratie lourde

REFERENCES

1. Akoachere J-FTK, Masalla TN, Njom HA. Multi-drug resistant toxigenic *Vibrio cholerae* O1 is persistent in water sources in New Bell-Douala, Cameroon. BMC Infect Dis. 2013;13:366. ([African region has highest burden of foodborne diseases - WHO \(foodnavigator.com\)](#))
2. Banque Mondiale au Cameroun, La stratégie de partenariat de la Banque mondiale pour le Cameroun porte principalement sur le renforcement de la compétitivité du pays et l'amélioration de la prestation des services. <https://www.banquemondiale.org/fr/country/cameroon/overview#1>, consulté le 13 Octobre 2021
4. "Cameroon". Wildlife Conservation Society. Retrieved 14 February 2013. Cameroun Vision 2035, Document de Travail. Février 2009. 76 Pages.
5. Chauvin P, Menard S, Iriart X, Nsango SE, Tchioffo MT, Abate L, et al. Prevalence of *Plasmodium falciparum* parasites resistant to sulfadoxine/pyrimethamine in pregnant women in Yaoundé, Cameroon: emergence of highly resistant pfdhfr / pfdhps alleles, J Antimicrob Chemother. 2015 ;70(9) :2566-71.
6. CHEVASSUS-AU-LOUIS (AFSA) ; L'analyse du risque alimentaire : Quels principes, quels modèles, quelles organisations pour demain ? ; Actes de l'atelier international, Montpellier, France, 11-13 décembre 2000.
7. Contexte Economique : Cameroun, (Septembre 2021), consulté le 14 Octobre à partir de <https://www.tradesolutions.bnpparibas.com/fr/explorer/cameroon/le-contexte-economique>.
8. Économie du Cameroun. (2021, août 10). Wikipédia, l'encyclopédie libre. Consultée le 14 Octobre 2021 à partir de http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=%C3%89conomie_du_Cameroun&ol-did=185390354.
- 9- FAO, La sécurité sanitaire des aliments, c'est l'affaire de tous, 07 Juin 2019, consulté le 16 Octobre à partir de <https://www.fao.org/3/ca4449fr/ca4449fr.pdf>
- 10- Fokam J, Bellochi MC, Armenie D, AJ Nanfack, Cariotic L, Cotienza et al. Next generation sequencing provides an added value in determining drug resistance and viral tropism in Cameroon HIV-1 vertically infected children, Medicine (Baltimore), 2018; 97(13).
- 11- Gonsu K. H, Kouemo SL, Toukam M, Ndze VN, Koulla SS. Nasal carriage of methicillin resistant *Staphylococcus aureus* and its antibiotic susceptibility pattern in adult hospitalized patients and medical staff in some hospitals in Cameroon. Journal of microbiology and antimicrobials 2013; 5(3): 29-33.
- 12- Gonsu Kamga H, Kechia Agem F, Tegankam D, Toukam M, Sando Z, Moyou Somo R. Sensibilité aux antifongiques des *Candida* spp isolés dans les candidoses digestives chez les sujets séropositifs au VIH à Yaoundé-Cameroun, Health Sci Dis 2014;15(3).
- 13- Guetiya Wadoum RE, Zambou NF, Anyangwe FF, Njimou JR, Coman MM, Verdenelli MC, et al. Abusive use of antibiotics in poultry farming in Cameroon and the public health implications, Br Poult Sci. 2016;57(4):483-93.

14. Ikomey GM, Assoumou MCO, Gichana JO, Njenda D, Mikasi SG, Mesembe M, et al. Observed HIV drug resistance associated mutations amongst naïve immunocompetent children in Yaoundé, Cameroon, *Germes*, 2017;7(4):178-185.
15. Koro Koro F, Um Boock A, Kaiyven AL, Noeske J, Gutierrez C, Kuaban C, et al. Genetic Structure and Drug Susceptibility Patterns of Mycobacterium tuberculosis Complex Strains Responsible of Human Pulmonary Tuberculosis in the Major Rearing Region in Cameroon, *Biomed Res Int*. 2016;2016:2904832.
16. Leopold SJ, van Leth F, Tarekegn Het al. . Antimicrobial resistance among clinically relevant bacterial isolates in sub-Saharan Africa: a systematic review. *J Antimicrob Chemother* 2014; 69:2337–53.
17. Longla E, Lyonga-Mbamyah E, Kalla C, Baiye W, Chafa A, Gonsu H. Evolution Profile of Escherichia coli Resistance from January 2009 – April 2013 to Antibiotics at the Yaounde University Teaching Hospital, Cameroon. *British Microbiology Research Journal*, 2016;17(5):1–9.
18. Marché Camerounais : Principaux Secteurs (Septembre 2021) consulté le 14 Octobre à partir de <https://www.objectif-import-export.fr/fr/marches-internationaux/fiche-pays/cameroun/marche-principaux-secteurs>.
19. Mesmin Tchindjang¹, Clair René Banga², Appolinaire Nankam³, Jean Sylvestre Makak⁴ (2001). “[Mapping of Protected Areas Evolution in Cameroon from the Beginning to 2000: Lesson to Learn and Perspectives](#)” (PDF). Table 1 World Wildlife Organization. World Wildlife Organization. Retrieved 14 February 2013.
20. Ministère de l’agriculture et de l’alimentation : Les zoonoses, ces maladies transmissibles entre l’homme et l’animal. Consulté le 15 Octobre 2021 à partir de <https://agriculture.gouv.fr/les-zoonoses-ces-maladies-transmissibles-entre-lhomme-et-lanimal>
21. Nanfack AJ, Redd AD, Jude S B, Genesis N, Emmanuel A, Banin AN, et al. Multimethod longitudinal HIV drug resistance analysis in antiretroviral-therapy-naïve patients. *J Clin Microbiol*. 2017;55(9):2785-2800.
22. Ngassa Mbenda HG, Das A. Analysis of genetic diversity in the chloroquine-resistant gene Pfdt in field Plasmodium falciparum isolates from five regions of the southern Cameroon, *Infect Genet Evol*. 2016;44:450-458.
23. Ngouana T, Dongtsa J, Kouanfack C, Tonfack C, Fomena S, Mallié M, et al. Cryptococcal meningitis in Yaoundé (Cameroon) HIV infected patients: Diagnosis, frequency and Cryptococcus neoformans isolates susceptibility study to fluconazole, *J Mycol Med*. 2015;25(1):11-6.75
24. Norme ISO 22000 : 2005 ; Système de management de la sécurité des denrées alimentaires.
25. OMS, Résistances aux antimicrobiens, 26 Octobre 2020b ; consulté le 15 Octobre 2021 à partir de <https://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/antimicrobial-resistance>
26. OMS, Zoonoses, 29 Juilllet 2020a ; consulté le 15 Octobre 2021 à partir de <https://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/zoonoses>

27. Rapport du Système canadien de surveillance de la résistance aux antimicrobiens, 2015. Les solutions BD pour combattre la résistance aux antimicrobiens Agence de santé publique du Canada.: consulté le 15 Octobre 2021 <https://amr.bd.com/fr-ca/>
28. Tekwu, Sidze J, Assam J, Tedom J, Tchatchouang S, Makafe G, et al. Sequence analysis for detection of drug resistance in mycobacterium tuberculosis complex isolates from the central region of Cameroon, BMC Microbiol. 2014;14:113.
29. Toukam M, Lyonga EE, Assoumou MCO, Fokunang CN, Atashili J, Kechia AF, et al. Quinolone and fluoroquinolone resistance in Enterobacteriaceae isolated from hospitalised and community patients in Cameroon. Journal of medicine and medical sciences, 2010;10:490-494.
30. Wilkie, D. S., E. Hakizumwami, N. Gami, and B. Difara. (2001). [“Beyond Boundaries:Regional Overview of Transboundary Natural Resource Management in Central Africa”](#). Table 1 World Wildlife Organization. World Wildlife Organization. Retrieved 14 February 2013.
31. World Health Organization. Antimicrobial Resistance Global Report on Surveillance. Geneva: World Health Organization, 2014.
32. Wouafo M, Nzouankeu A, Atangana Kinfack J, Fonkoua M-C, Ejenguele G, Njine T, et al. Prevalence and Antimicrobial Resistance of Salmonella Serotypes in Chickens from Retail Markets in Yaounde (Cameroon), Microb Drug Resist. 2010;16(2):171-6.